

Vers un avenir  meilleur

Améliorer la vie des gens

Rapport annuel de 2024
Société financière IGM | TSX : IGM

Financière
IGM Gestion de patrimoine
Gestion d'actifs

La Société financière IGM rassemble le meilleur de la gestion de patrimoine et d'actifs.

La SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM INC. (TSX : IGM) est une société de gestion de patrimoine et d'actifs de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde.

Le groupe de sociétés d'IGM fournit une vaste gamme de services de planification financière et de gestion de placements afin d'aider sa clientèle à atteindre leurs objectifs financiers. Les activités de gestion de patrimoine et d'actifs de la Société sont complétées par des partenariats stratégiques qui créent de la valeur pour les actionnaires en diversifiant les revenus et en multipliant les possibilités.

Raisons d'investir

- Les sociétés en exploitation sont solides et en bonne position pour croître grâce à leur stratégie de gestion de patrimoine et d'actifs respective.
- Nos partenaires stratégiques offrent une diversification géographique et démographique, des occasions de croissance et de collaboration additionnelles ainsi que des occasions de partage des connaissances.
- Une équipe de direction chevronnée qui vise à favoriser l'innovation et crée une culture agile permettant d'obtenir des résultats exceptionnels pour les clients et en matière d'engagement des employés.
- Des assises financières solides, l'envergure d'une grande entreprise et une gouvernance rigoureuse en tant que membre du groupe de sociétés de Power Corporation.
- Nous sommes engagés à créer de la valeur à long terme pour nos actionnaires et à faire ce qui est juste pour un avenir durable.

Table des matières

Notre raison d'être	3	Nos gens	14
Faits saillants de 2024	4	Notre engagement à l'égard du développement durable	16
Lettre aux actionnaires	6	Rapport de gestion	17
Gestion de patrimoine	12	États financiers consolidés	102
Gestion d'actifs	13		

Les lecteurs sont priés de se reporter aux mises en garde à l'égard des déclarations prospectives et des mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS, aux pages 18 et 19 du présent rapport.

À moins d'avis contraire, tous les chiffres figurant dans le présent rapport sont présentés en dollars canadiens et sont en date du 31 décembre 2024 ou pour l'exercice clos à cette date.

Notre raison d'être

La Société financière IGM s'engage à améliorer la vie des Canadiens et Canadiennes, en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Nos valeurs

S'améliorer :

Nous visons l'amélioration constante dans tout ce que nous entreprenons.

Nous veillons à offrir une expérience client exceptionnelle en donnant le meilleur de nous-mêmes, chaque jour, et à élever nos services et nos équipes à un niveau supérieur en favorisant l'apprentissage continu et l'innovation.

Agir de façon responsable :

Nous nous assurons d'agir en toute clarté et de façon responsable.

Nous rendons compte des mesures que nous prenons pour atteindre nos objectifs en communiquant avec clarté et assurance, dans un respect mutuel et en pleine connaissance des responsabilités qui nous incombent.

Collaborer :

Nous agissons ensemble pour atteindre nos objectifs et assurer notre réussite collective.

Nous prônons une culture d'entreprise qui favorise un dialogue ouvert, l'inclusivité, l'adhésion à des objectifs communs et l'élimination des obstacles, afin d'assurer notre réussite et de contribuer à celle de notre clientèle et de nos collectivités.



Faits saillants de 2024

Clients



Près de 1 million

de clients

16,1 %

de rendement moyen global pour la clientèle

95 %

de l'actif des fonds communs de placement d'IG est détenu dans des fonds notés trois étoiles ou plus par Morningstar¹

Plus de 1 million

de clients

Plus de 30 000

conseillers externes et investisseurs institutionnels

87 %

de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est détenu dans des fonds notés trois étoiles ou plus par Morningstar¹

Notre monde



8 M\$

versés par IGM aux collectivités et aux organismes caritatifs partout au Canada

1 775

organismes caritatifs et à but non lucratif soutenus par IGM

IGM a du cœur

1,5 M\$

de dons versés par des employés, des conseillers et la Société versé dans le cadre de la campagne de dons annuelle d'IGM

Plus de 11 000

heures consacrées au bénévolat par les employés et conseillers d'IGM

Culture



IGM a été nommée parmi les meilleurs employeurs pour la diversité au Canada en 2024

Plus de 3 500

employés permanents dans l'ensemble du groupe de sociétés d'IGM



IGM a été reconnue comme l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada pour 2025

Plus de 3 000

conseillers d'IG Gestion de patrimoine situés partout au Canada qui aident les gens à atteindre leurs objectifs financiers

Développement durable



IGM a été reconnue par Corporate Knights comme l'une des 100 sociétés les plus durables au monde pour 2025



IGM a été reconnue par Corporate Knights comme l'une des 50 entreprises les plus responsables au Canada en 2024



IGM a été reconnue comme l'un des employeurs les plus écoresponsables au Canada en 2024

5,8 G\$

d'actif géré dans les solutions durables

Actionnaires

Bénéfice net

933,5 M\$

3,93 \$ par action

attribuable aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net ajusté¹

939,0 M\$

3,95 \$ par action

attribuable aux actionnaires ordinaires

Actif géré et actif sous services-conseils²

270,4 G\$

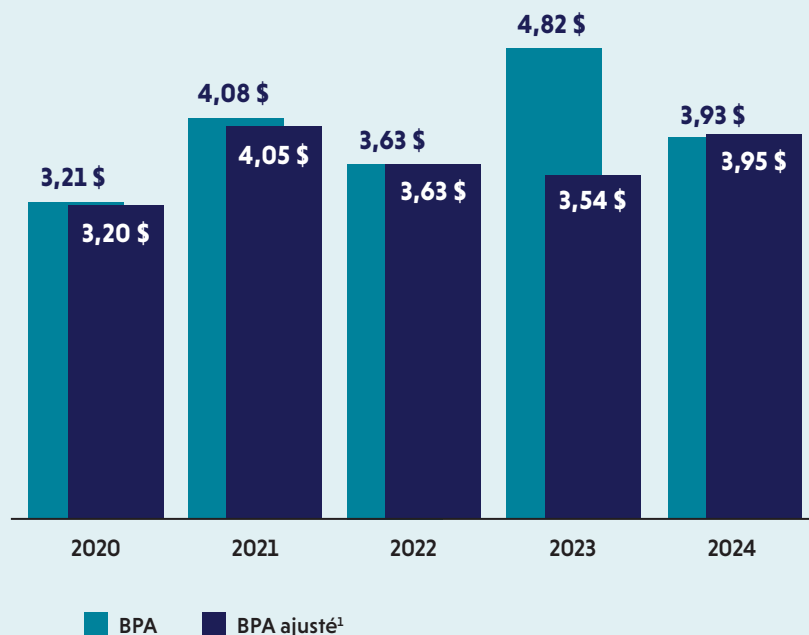
Dividendes déclarés

533,9 M\$

2,25 \$

par action ordinaire

Bénéfice par action de la Société financière IGM



Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

	Au 31 décembre 2024	Variation en % d'un exercice à l'autre
IG Gestion de patrimoine	140,4 G\$	15,8 %
Placements Mackenzie	213,3 G\$	9,0 %
Données consolidées de la Société financière IGM²	270,4 G\$	12,6 %
Données de la Société financière IGM, y compris les investissements stratégiques^{2,3}	483,5 G\$	23,8 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent document.

2. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

3. Se reporter aux définitions des autres mesures financières à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » à la page 19 du présent rapport.

Lettre aux actionnaires

En 2024, malgré une période prolongée d'incertitude économique, les marchés ont maintenu une croissance robuste, ce qui a ravivé l'intérêt d'une partie de la clientèle. Cependant, plusieurs épargnants ont été mis à l'épreuve en raison des pressions inflationnistes et des taux d'intérêt élevés, particulièrement au cours du premier semestre de l'exercice. Néanmoins, les investisseurs persistants ont été récompensés pour leur engagement envers leurs plans financiers. IGM a su saisir les occasions du marché tout en poursuivant sa mission d'améliorer la vie des gens, en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.

Tout au long de l'exercice, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie en continuant d'effectuer des investissements importants dans nos principales activités de gestion du patrimoine et de gestion d'actifs soutenues par IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie, tout en retournant du capital à nos actionnaires. Nous avons investi dans nos activités et les avons consolidées afin d'accroître notre résilience et d'améliorer l'expérience de la clientèle et des conseillers.

Ces investissements essentiels ont accru la valeur de l'ensemble de notre entreprise, ce qui a contribué à une croissance stable et soutenue des bénéfices et à l'accroissement de l'agilité et de l'efficacité de nos entreprises. Par conséquent, les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement moyen global solide de 15,5 %. Notre approche confirme l'importance de la prestation de conseils financiers et de la gestion de solutions de placement innovantes par des professionnels.

À la fin de 2024, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 270,4 G\$, en hausse de 12,6 % par rapport au 31 décembre 2023. Le bénéfice net annuel s'est établi à 933,5 M\$, ou 3,93 \$ par action, et le bénéfice net ajusté annuel s'est établi à 939 M\$, ou 3,95 \$ par action.

Tout au long de l'exercice, nous avons continué de miser sur l'innovation pour faire évoluer IGM, en établissant des partenariats clés et en exploitant des technologies de pointe ayant donné lieu à de nouvelles façons de travailler et à un service à la clientèle amélioré.

Par exemple, nous avons fait des investissements importants pour moderniser nos centres de soutien aux conseillers et à la clientèle. Grâce à une collaboration avec Salesforce, le chef de file du secteur des plateformes infonuagiques de gestion de la relation client, et Coveo, un fournisseur canadien de premier plan en IA de recherche, nous avons amélioré la capacité de nos représentants à fournir un service uniforme qui répond aux besoins précis des conseillers et de la clientèle en temps opportun. Nous avons aussi largement investi dans la protection de la vie privée et la migration vers l'infonuagique afin de configurer nos activités en vue de la croissance des technologies d'IA, en tirant parti de partenaires mondiaux de premier ordre, dont Microsoft et Adobe.

Gestion de patrimoine

Notre secteur Gestion de patrimoine, qui comprend IG Gestion de patrimoine et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et WealtheSimple, a connu un exercice solide.

Le succès d'IG a donné lieu à une augmentation de l'actif sous services-conseils de la clientèle, qui est passé à 140,4 G\$ par rapport à 121,2 G\$ en 2023. Les entrées nettes se sont établies à 756 M\$, et malgré un début d'exercice lent, les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement solide de 16,1 % en 2024. En plus de ce rendement moyen élevé pour la clientèle, l'acquisition de nouveaux clients et clientes a été robuste, stimulée par l'augmentation de la clientèle aisée et à valeur élevée, un secteur d'IG en plein essor qui présente un fort potentiel de croissance. La clientèle aisée (dont l'actif du ménage se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$) et la clientèle à valeur élevée (dont l'actif du ménage est supérieur à 1 M\$) représentent près de 94 % de l'actif sous services-conseils d'IG, l'actif sous services-conseils de la clientèle à valeur élevée ayant augmenté de 35 %, pour s'établir à 61,8 G\$ en 2024. Ces résultats impressionnants sont attribuables au président

et chef de la direction d'IG, Damon Murchison, et à son équipe, qui se concentrent de façon continue sur les gens, les plateformes et les processus, ainsi qu'à leur engagement à fournir une planification financière de premier plan pour les Canadiens et les Canadiennes.

Au cours de l'exercice, nous avons continué d'intensifier le recrutement de conseillers financiers chevronnés, qui ont fourni une expérience de planification de haut calibre et généré des produits importants d'un exercice à l'autre pour nos entreprises.

Nous avons également enrichi notre offre intégrée pour la clientèle au moyen d'une gamme complète de partenariats qui permettent d'offrir un soutien lié aux composantes clés de la vie financière des Canadiens et des Canadiennes, notamment la planification successorale, les prêts hypothécaires, l'assurance et les outils pour les propriétaires de petites entreprises.

Par exemple, notre partenariat avec ClearEstate, une société de technologie financière canadienne de premier plan, offre des services modernes de planification et de règlement successoraux adaptés à la clientèle. Nous avons élargi notre offre de produits d'assurance au moyen de partenariats avec iA Groupe financier et Life Design Analysis, un système infonuagique de ventes et de productivité pour l'écosystème de distribution de produits d'assurance vie. Nous avons également élargi notre portefeuille de produits offerts aux propriétaires d'entreprises et aux professionnels en établissant une relation avec Cadesky Tax, un programme de services de fiscalité à la fine pointe de la technologie, et interVal, un programme alimenté par l'IA qui aide les petites et moyennes entreprises à déterminer la valeur de marché de leurs activités.

Parallèlement, notre collaboration avec nesto, le chef de file canadien en matière de prêts hypothécaires en ligne, a donné lieu à une croissance continue de nos financements de prêts hypothécaires, qui ont augmenté de 17 % par rapport à 2023.

À la fin de 2023, nous avons mis sur pied notre équipe des Services-conseils privés aux entreprises afin de renforcer notre engagement à soutenir les propriétaires d'entreprises au moyen de conseils personnalisés en matière de stratégie de croissance, de mobilisation de capitaux, d'acquisitions et de dessaisissements. Au cours de son premier exercice complet, l'équipe des Services-conseils privés aux entreprises a élargi sa clientèle, mis au point une plateforme dotée d'une technologie de pointe et de données robustes intégrées à des modèles exclusifs et lancé un service d'évaluation complémentaire pour les entrepreneurs.



IGM a su saisir les occasions du marché tout en poursuivant sa mission d'améliorer la vie des gens, en offrant une meilleure planification et une meilleure gestion de leur argent.



JAMES O'SULLIVAN

Président
et chef de la direction
Société financière IGM



Nous continuerons d'adopter la même approche réfléchie et prudente pour nos actionnaires et pour notre clientèle.



R. JEFFREY ORR

Président du conseil

Société financière IGM

IG a également cherché des occasions de soutenir la vie de notre clientèle de manière plus globale au-delà de leurs finances, notamment en nommant Cleveland Clinic Canada à titre de premier partenaire privilégié des services-conseils et des services de promotion de la santé d'IG. Grâce à cette initiative, notre clientèle à valeur élevée et leurs familles ont maintenant accès à des services complets d'évaluation de la santé fournis par Cleveland Clinic à des tarifs préférentiels.

Notre classement annuel d'après la fiche de pointage des courtiers (National Dealers' Report Card) d'Investment Executive témoigne clairement de notre engagement continu à fournir aux conseillers et à la clientèle des outils de planification financière personnalisés intégrés et une expérience de premier plan dans le secteur. IG a réalisé des gains solides par rapport à 2023 en obtenant une note globale de 8,5 dans cette fiche de pointage de référence qui s'appuie sur la rétroaction directe des conseillers du secteur. Nous nous sommes classés au premier rang des sociétés offrant une gamme de services complète dans plusieurs domaines clés : le soutien et technologie liés à la planification financière, soutien à la planification fiscale, testamentaire et successorale, et produits et soutien offerts à la clientèle à valeur élevée.

De plus, nos investissements stratégiques ont continué de générer des résultats solides. Compte tenu du fort potentiel de croissance, Wealthsimple est devenue une composante très appréciée de notre secteur Gestion de patrimoine. Fondée en 2014, cette société de services financiers hautement innovatrice sert plus de deux millions de Canadiens et Canadiennes et son actif sous services-conseils a connu une croissance exceptionnelle en 2024, s'établissant à 64,0 G\$ comparativement à 31,0 G\$ en 2023.

De plus, notre investissement dans la société américaine Rockefeller nous a permis d'accroître considérablement notre exposition à une clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. Rockefeller a connu une forte croissance de son actif en 2024. En effet, les actifs de sa clientèle ont atteint 151,2 G\$ US (217,7 G\$), soit une hausse de 23,8 % (34,7 % en dollars canadiens) comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) en 2023, et le nombre de ses conseillers privés a connu une croissance solide, passant de 321 à 375.

Gestion d'actifs

Notre secteur Gestion d'actifs est soutenu par Placements Mackenzie et comprend les investissements stratégiques dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») et China Asset Management Co. Ltd. (« ChinaAMC »).

Chez Placements Mackenzie, le président et chef de la direction Luke Gould et son équipe ont effectué d'importants investissements pour renforcer et diversifier nos capacités

fondamentales afin de rivaliser avec les acteurs mondiaux et de favoriser une croissance durable dans l'avenir. Ces investissements ont accéléré notre transformation numérique en améliorant nos processus, nos outils, notre technologie et notre formation liés aux services de suivi et au soutien administratif afin de favoriser l'excellence opérationnelle et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers.

Le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, comparativement à 195,7 G\$ à la fin de 2023. Les rachats nets de fonds d'investissement se sont élevés à 1,6 G\$ et le total des rachats nets (y compris les ventes institutionnelles) s'est élevé à 2,0 G\$.

Au cours de l'exercice, nous avons lancé de nouveaux produits et amélioré l'expérience client et la qualité des placements. Nous avons aussi trouvé de nouvelles façons de mettre à profit les forces de Mackenzie à l'échelle mondiale en proposant, entre autres, huit nouveaux fonds négociés en bourse (« FNB »), dont le FNB Actions internationales Mackenzie et le FNB d'actions mondiales Mackenzie, qui contribuent à la diversité des produits offerts.

Par ailleurs, notre équipe des actions quantitatives mondiales a connu une forte année, ayant lancé neuf nouveaux produits à l'intention des particuliers en 2024, dont cinq FNB et quatre fonds communs de placement. Nous sommes très fiers d'être non seulement un chef de file dans le marché des placements quantitatifs destinés aux investisseurs particuliers, mais aussi un acteur de plus en plus important auprès des investisseurs institutionnels. L'actif géré de l'équipe, qui a atteint 12,9 G\$, provient d'une large clientèle : des investisseurs institutionnels jusqu'aux comptes gérés à titre de sous-conseiller, en passant par les institutions financières et un nombre de plus en plus élevé d'investisseurs particuliers.

Déterminés à offrir aux investisseurs particuliers davantage de possibilités de placement dans des actifs privés, nos produits Mackenzie Northleaf représentaient un actif géré de 325 M\$ à la clôture de l'exercice, soit une hausse de 101,2 % par rapport à 2023.

Nous avons réalisé de solides progrès dans le cadre de notre stratégie de modernisation continue, ayant confié à CGI la majorité des services de soutien du traitement des transactions afin d'accélérer notre transformation numérique. Nous avons ainsi amélioré la qualité et l'efficacité de nos services à la clientèle, y compris les délais de transaction. En outre, nous avons poursuivi, en collaboration avec BNY Mellon, la transformation de nos fonctions de suivi de marché

afin d'offrir une solution novatrice et moderne à notre équipe de gestion des placements.

Autre fait marquant de l'année, nous avons eu la chance d'être commanditaire principal de la plus importante conférence sur l'investissement responsable dans le monde, PRI in Person, qui a eu lieu à Toronto. Notre participation à cet événement, l'un des plus suivis de l'histoire des PRI, témoigne de nos efforts continus pour créer des occasions d'investissement et élargir nos relations avec les investisseurs institutionnels.

Mackenzie a continué d'afficher des résultats solides dans l'étude sur le point de vue des conseillers d'EnviroNics de 2024. Nous avons maintenu notre deuxième position en ce qui a trait à la valeur de la marque et avons affiché une solide performance par rapport aux grands gestionnaires de placement, notre note globale ayant augmenté, passant de 7,5 en 2023 à 7,6. Ces résultats témoignent du niveau élevé de confiance que notre clientèle nous accorde et soulignent la notoriété grandissante de Mackenzie en tant que partenaire privilégié et chef de file dans le secteur, ce qui atteste de notre volonté de créer un monde davantage investi, ensemble.

En 2024, nous avons continué de récolter les fruits de nos investissements stratégiques dans deux importants gestionnaires d'actifs. Northleaf Capital, un chef de file canadien dans la gestion d'actifs privés, a connu une croissance impressionnante en 2024. Le total de l'actif géré a augmenté de 20,3 % pour s'établir à 32,0 G\$, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, et la société a constaté une vigueur continue dans la mobilisation de capitaux tout au long de l'exercice, les actifs alternatifs devenant une composante de plus en plus importante du portefeuille de gestion mondiale d'actifs.

De même, notre participation dans ChinaAMC, le deuxième gestionnaire d'actifs en importance en Chine, a contribué de façon significative à notre réussite. L'actif a augmenté de façon importante grâce aux ventes nettes élevées et à l'accroissement de la part de marché des fonds à long terme. L'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars canadiens) par rapport à 2023.

Construire un monde meilleur

IGM s'engage à créer des changements positifs. Nous défions les conventions, célébrons l'initiative, et adoptons et cultivons des perspectives uniques pour nous assurer que nous faisons ce qui est juste.

Compte tenu des progrès réalisés dans le cadre de nos initiatives environnementales et sociales depuis plus de 10 ans et de la reconnaissance du rôle que jouent les marchés financiers pour façonner un avenir durable, IGM a présenté une stratégie de développement durable actualisée en 2024. Cette stratégie, intitulée Agir maintenant pour un meilleur avenir, comprend trois piliers stratégiques : notre action envers la réconciliation avec les Autochtones, notre action contre les changements climatiques et notre action pour l'autonomisation économique.

Les activités d'IGM visent à aider à bâtir des collectivités solides partout au Canada. En 2024, nous avons lancé le portail de dons d'IGM, un carrefour en ligne permettant à nos employés et aux conseillers d'organiser et de suivre les activités de bénévolat et le jumelage des dons versés à un organisme de bienfaisance canadien enregistré.

Notre Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine est devenue l'un des huit plus importants événements de collecte de fonds sans but lucratif au Canada. En 2024, les employés et les conseillers d'IG ont recueilli plus de 500 000 \$ sur un montant record de 6,8 M\$ en dons à cette cause importante. Nous avons également lancé plusieurs nouveaux partenariats communautaires grâce à la plateforme communautaire Soyez maître de votre avenir d'IG, qui contribue à renforcer la confiance financière parmi des groupes marginalisés.

Chez Mackenzie, nous avons fièrement célébré le 25^e anniversaire de la Fondation de bienfaisance Placements Mackenzie, dirigée par des membres du personnel, qui a versé environ 16 M\$ à plus de 90 organismes de bienfaisance canadiens depuis 1999. De plus, nous avons continué de soutenir l'autonomisation économique des femmes et des familles par l'entremise du programme de subventions Mackenzie Ensemble, qui aide à financer le travail important accompli par les organismes de bienfaisance partout au Canada, ainsi que par l'entremise de partenariats avec les universités et les associations du secteur.

L'inclusion demeure au cœur de notre action pour soutenir notre personnel, notre clientèle et nos collectivités. Favoriser une culture axée sur la performance et la diversification est une priorité pour IGM. Nous avons ouvert le premier espace protégé Downie Wenjack à notre bureau de Toronto afin de mettre en valeur et célébrer les perspectives autochtones en milieu de travail. Nous avons également ajouté une nouvelle formation sur l'accessibilité et mis à jour notre politique d'accessibilité afin de soutenir notre

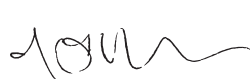
engagement à créer un environnement dans lequel les gens peuvent accéder sans obstacle à l'emploi, à l'apprentissage, aux services et aux installations.

Nos efforts collectifs visant à soutenir nos gens, à enrichir les collectivités partout au pays et à améliorer la vie et le bien-être financier des Canadiens et des Canadiennes ont permis à IGM d'être reconnue à nouveau en 2024. Nous avons été nommés l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada (2025), l'employeur le plus écoresponsable au Canada (2024), le meilleur employeur au Canada pour la diversité (2024) et l'un des meilleurs employeurs au Manitoba (2024) par Mediacorp Canada dans le cadre du classement annuel des entreprises qui offrent un milieu de travail exceptionnel à leurs employés. Nous sommes également fiers de nous classer au deuxième rang des sociétés inscrites en bourse qui figurent dans le palmarès des 50 entreprises les plus responsables au Canada de Corporate Knights. De plus, pour une sixième année consécutive, nous figurons au palmarès 2025 des 100 sociétés les plus durables au monde selon Corporate Knights.

Perspectives

Nos équipes ont travaillé fort en 2024 pour protéger et accroître la richesse financière de notre clientèle, et nous tenons à les remercier d'avoir adopté les changements transformationnels que nous avons mis en place pour renforcer et diversifier nos activités de base. Ces mesures ont amélioré l'ensemble de notre offre et continueront de soutenir une solide croissance du bénéfice dans l'avenir, tandis que nous misons sur notre présence mondiale de plus en plus concurrentielle.

Nous savons que 2025 comportera ses défis. Quoi qu'il en soit, nous continuerons d'adopter la même approche réfléchie et prudente pour nos actionnaires et pour notre clientèle. Nous sommes convaincus que de bons conseils professionnels et un portefeuille diversifié sont des atouts importants pour l'ensemble des Canadiens et Canadiennes. Notre gestion professionnelle, notre grand bassin de talents et notre contrôle réfléchi des dépenses assurent un équilibre entre la diversité des occasions et les risques, les événements géopolitiques et les incertitudes du marché.



JAMES O'SULLIVAN

Président et
chef de la direction

Société financière IGM



R. JEFFREY ORR

Président
du conseil

Société financière IGM

Structure de l'entreprise

IGM déploie les stratégies uniques de chacune de ses entreprises tout en maximisant la valeur des connaissances et des ressources partagées.



**POWER CORPORATION
DU CANADA**

Solidité et envergure : les avantages d'appartenir au groupe de sociétés de Power Corporation

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Financière
IGM

Gestion de patrimoine

Gestion d'actifs

Gestion de patrimoine

IG GESTION DE
PATRIMOINE

ROCKEFELLER
CAPITAL MANAGEMENT

Wealthsimple

Gestion d'actifs

 **MACKENZIE**
Placements

 **ChinaAMC**

Northleaf

Nous avons pu constater directement à quel point une meilleure planification et une meilleure gestion de l'argent peuvent changer des vies. C'est ce qui nous motive à faire progresser nos activités.



Gestion de patrimoine

La Société financière IGM a pour mission d'améliorer le bien-être financier de sa clientèle.

IG Gestion de patrimoine a continué de mettre l'accent sur son approche exhaustive de la planification financière et sur l'amélioration du bien-être financier des Canadiens et des Canadiennes.



DAMON MURCHISON
Président et
chef de la direction
IG Gestion de patrimoine



140,4 G\$

Total de l'actif sous services-conseils

14,6 G\$

Entrées brutes des clients

756 M\$

Entrées nettes des clients



Un montant record de **6,8 M\$** recueilli à l'échelle nationale par plus de 26 000 marcheurs dans le cadre de la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.



7 prix LSEG Lipper pour rendement exceptionnel d'un fonds

Classée au **1^{er}** rang dans plusieurs catégories d'après la fiche de pointage des courtiers (Dealers' Report Card) d'Investment Executive en 2024, et au deuxième rang d'après la fiche de pointage en matière de rendement global des courtiers en fonds communs de placement à service complet.

7 nouveaux partenariats annoncés pour soutenir les principaux facteurs de richesse du secteur



11 Trophées FundGrade A+ pour un rendement des placements exceptionnel

ROCKEFELLER CAPITAL MANAGEMENT

Rockefeller Capital Management a été créé en 2018. Rockefeller, un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan, offre des conseils stratégiques aux particuliers et aux familles à valeur élevée et à valeur très élevée, aux institutions et aux sociétés partout aux États-Unis.

Participation de **20,5 %**

Wealthsimple

Wealthsimple a été fondée en 2014. L'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada, Wealthsimple permet à IGM d'innover et d'avoir accès à des marchés à fort potentiel de croissance.

Participation de **27,2 %**

Gestion d'actifs

La Société financière IGM s'engage à offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité.

Placements Mackenzie a continué d'aider les conseillers et les investisseurs à bâtir des portefeuilles solides et à renforcer l'importance de demeurer investi dans tous les cycles des marchés.



LUKE GOULD
Président et
chef de la direction
Placements Mackenzie



213,3 G\$*

Total de l'actif géré

68,7 G\$

Actif géré des fonds
d'investissement

8,5 G\$

Ventes brutes de fonds
communs de placement



11 Trophées

FundGrade A+⁺ pour
un rendement des
placements exceptionnel



L'équipe de compétition du Mont
Adstock d'Adstock, au Québec,
a remporté le quatrième défi
annuel des communautés de ski
Au sommet avec Mackenzie



Désigné commanditaire
principal de la conférence en
personne des Principes pour
l'investissement responsable
de 2024 (les « PIR »)



Célébrant son 25^e anniversaire, la
fondation dirigée et financée par
les employés a fourni, à ce jour, un
montant de 15 M\$ pour soutenir
des causes partout au Canada

**Étude sur le point de vue
des conseillers de 2024**

- 2^e** en ce qui a trait à la valeur
de la marque
- 2^e** en ce qui a trait à la pénétration
des ventes des conseillers
- 4^e** dans le classement global



Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de
gestion de fonds de placement en Chine, China Asset
Management Co. Ltd. maintient une position de chef
de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs.
Notre participation dans ChinaAMC offre à notre
clientèle un accès aux marchés financiers chinois.

Participation de **27,8 %**



Northleaf est une société de placement privé d'envergure
mondiale axée sur les sociétés et les actifs du marché
intermédiaire. Investisseur principal bien établi dans les
secteurs mondiaux du capital-investissement, du crédit
privé et des infrastructures, Northleaf accroît les solutions
de placement que nous offrons à notre clientèle.

Participation de **56%**

* Comprend un montant de 83,4 G\$ se rapportant aux mandats de conseiller à honoraires exécutés par le secteur Gestion de patrimoine.

Nos gens

Chez IGM, nous visons à créer ensemble une culture forte et solidaire axée sur l'entraide, le sens de la responsabilité et l'amélioration constante dans tout ce que nous entreprenons. Nous nous efforçons de donner à nos employés les outils et les ressources dont ils ont besoin pour faire progresser leur carrière et soutenir notre clientèle.

Nous sommes fiers de la reconnaissance obtenue grâce à nos efforts : IGM a été nommée l'un des 100 meilleurs employeurs au Canada (2025), l'un des employeurs les plus écoresponsables au Canada (2024), l'un des meilleurs employeurs au Canada pour la diversité (2024) et l'un des meilleurs employeurs au Manitoba (2024), par Mediacorp Canada dans le cadre de son classement annuel des entreprises qui offrent un milieu de travail exceptionnel à leurs employés.

Résultats du sondage sur l'engagement de 2024

L'an dernier, nous avons lancé un certain nombre d'initiatives efficaces visant à améliorer notre culture et à favoriser notre réussite collective. Ces initiatives ont porté leurs fruits comme en témoignent les excellents résultats de notre sondage annuel sur l'engagement : 81 % des employés ont fourni une réponse positive liée à la mobilisation, comparativement à 78 % à l'exercice précédent, soit un niveau supérieur aux indices de référence canadiens et mondiaux, et nous avons obtenu un impressionnant taux de satisfaction de 91 % en ce qui a trait à l'équilibre travail et vie personnelle.

Nos gens se sentent soutenus et inclus chez IGM. En effet, les meilleurs résultats liés au taux de mobilisation des employés sont attribuables à nos gestionnaires et à nos initiatives sur l'inclusion et sur la durabilité, qui continuent de se classer au-dessus des taux de référence externes.

Promouvoir l'inclusion

Chez IGM, notre culture inclusive est l'une de nos principales forces et elle est au cœur de notre capacité à former des leaders solides, à attirer les meilleurs talents et à offrir une expérience client supérieure. La promotion de l'inclusion dans l'ensemble de notre organisation nous a permis de bâtir une culture collaborative, responsable et solidaire, axée sur l'amélioration continue, afin de donner le meilleur de nous-mêmes pour répondre aux besoins de notre clientèle, de nos actionnaires et de nos collectivités.

Voici les faits saillants du sondage sur l'engagement :

Le taux de mobilisation des employés s'élève à **81 %**, soit un taux plus élevé que les taux de référence canadien et internationaux

91 %

affirment qu'IGM crée un environnement où les gens possédant divers antécédents peuvent réussir

91 %

considèrent que leur gestionnaire appuie leurs efforts pour concilier le travail et la vie personnelle

90 %

estiment que tous les membres de leur équipe sont en mesure de réaliser leur plein potentiel chez IGM, peu importe qui ils sont

88 %

estiment qu'IGM est engagée à assurer le développement durable au sein de son entreprise, et des produits et services qu'elle offre à ses clients

Faits saillants de 2024 :



Inclusion

Publication du Plan d'action pour la réconciliation comprenant des stratégies pour établir des relations significatives, promouvoir la prospérité des Autochtones et favoriser l'inclusion des Autochtones

Ouverture de l'espace protégé Downie Wenjack au bureau de Toronto, pour intégrer véritablement les perspectives autochtones

Lancement d'une nouvelle formation sur l'accessibilité et mise à jour de la politique sur l'accessibilité afin de renforcer l'accès sans obstacle à l'emploi, à l'apprentissage, aux services et aux installations



Leadership et perfectionnement des employés

Lancement du nouveau portail d'apprentissage IGM, qui comprend des cours, des ressources et une formation virtuelle en direct, afin de soutenir l'apprentissage continu

Lancement de nouveaux programmes de perfectionnement à l'intention des dirigeants, y compris en ce qui a trait à l'encadrement du rendement et à la résilience des dirigeants

Lancement d'une nouvelle série Leadership AU PRÉSENT à l'intention des dirigeants à tous les niveaux de l'organisation



Acquisition de talents

Accueil de 181 stagiaires provenant de 34 établissements d'enseignement postsecondaire différents

Nouvelle approche d'acquisition de talents axée sur l'excellence opérationnelle en vue d'offrir une expérience supérieure aux candidats et aux dirigeants

Tenue de webinaires à l'intention des dirigeants qui participent à l'embauche afin de les aider à comprendre les partis pris, à utiliser les pratiques exemplaires et à créer une expérience stimulante pour les candidats



Tout au long de l'année, nous avons organisé des activités et des événements afin de rassembler les employés d'IGM.



Des employés et conseillers de partout au Canada ont pris part à la Marche pour l'Alzheimer IG Gestion de patrimoine.

Notre engagement à l'égard du développement durable

Nous estimons que la construction des bases d'un avenir plus radieux commence aujourd'hui.

La planification à long terme est inscrite dans notre ADN. Chaque action que nous accomplissons et chaque engagement que nous prenons aujourd'hui ouvrent la voie à cet avenir souhaité. Par l'influence que nous exerçons sur notre secteur, nous pouvons contribuer activement à l'amélioration de la vie des gens. Nous avons à cœur de nous réconcilier avec le passé, de soutenir la transition nécessaire pour agir contre les changements climatiques et d'outiller nos communautés.

Notre stratégie de développement durable actualisée est axée sur les mesures que nous pouvons prendre maintenant pour améliorer les choses dans chacun de nos champs d'action. Cette stratégie précise nos engagements en matière de développement durable et la contribution que nous souhaitons apporter.

Agir **maintenant**
pour un meilleur
avenir

IGM  agit




Notre action envers la
réconciliation avec les
Autochtones




Notre action
pour
l'autonomisation
économique




Notre action
contre les
changements
climatiques

Visitez la page [Développement durable](#) pour en savoir plus sur nos efforts en matière de développement durable.

Rapport de gestion

Rapport de gestion

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	20
--	----

Gestion de patrimoine

Revue des activités	35
Revue des résultats d'exploitation par secteur	44

Gestion d'actifs

Revue des activités	52
Revue des résultats d'exploitation par secteur	60

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	66
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	68
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	72
Gestion des risques	78
Le cadre des services financiers	95
Estimations et méthodes comptables critiques	97
Contrôles et procédures de communication de l'information	100
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	100
Autres renseignements	101

Revue financière

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	103
Rapport de l'auditeur indépendant	104
États financiers consolidés	107
Notes annexes	112

Données supplémentaires

Données trimestrielles	151
Rétrospective sur dix ans	153

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2024 et 2023 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités de 2024 de la Société financière IGM (les « états financiers consolidés »). Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 6 février 2025.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2024, Power Corporation du Canada (« Power ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de Power, détenaient, directement ou indirectement, 62,2 % et 3,9 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM », « IGM » ou la « Société ») et, s'il y a lieu, de ses filiales et de ses investissements stratégiques. Les déclarations prospectives sont fournies afin de vous aider à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs, y compris les visées et priorités environnementales, sociales et stratégiques, pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques,

touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, des risques environnementaux et sociaux, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, l'incidence des relations commerciales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosons de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales, ainsi que par ses investissements stratégiques pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Prière de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Nous vous prions également d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas vous fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.secdarplus.ca.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Ce rapport contient des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des ratios non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, ils pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures et ces ratios sont utilisés afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placement des mesures additionnelles pour évaluer le rendement.

Les mesures financières non conformes aux normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice net ajusté », le « bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat », le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente »). Ces mesures ne tiennent pas compte des autres éléments qui sont non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, ces mesures excluent également la quote-part revenant à la Société des éléments que Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

Les ratios non conformes aux normes IFRS comprennent ce qui suit :

Ratio	Numérateur	Dénominateur
Bénéfice ajusté par action (BPA ajusté)	Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution
Rendement (rendement ajusté) des capitaux propres	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle
Rendement des capitaux propres (rendement ajusté des capitaux propres), compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle et de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS, y compris les composantes des ratios non conformes aux normes IFRS, et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1 à 4.

Ce rapport contient également d'autres mesures financières, notamment :

- **L'« actif géré et l'actif sous services-conseils »** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'Investment Planning Counsel (« IPC ») ont été exclus de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils et présentés à titre d'activités abandonnées jusqu'à la vente d'IPC en novembre 2023.
- **L'« actif sous services-conseils »** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de notre entreprise principale du secteur Gestion de patrimoine.
- **L'« actif géré »** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.
- **Le fonds de roulement**, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, à l'exclusion des actifs et des passifs qui ne reflètent pas les activités continues.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers et conseillères et la clientèle qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. Le secteur Gestion de patrimoine de la Société comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »). Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie (« Mackenzie ») et les investissements stratégiques dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »). La Société détient également une participation dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 6.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 256,0 G\$, comparativement à 232,8 G\$ en 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 269,3 G\$, comparativement à 232,1 G\$ au quatrième trimestre de 2023.

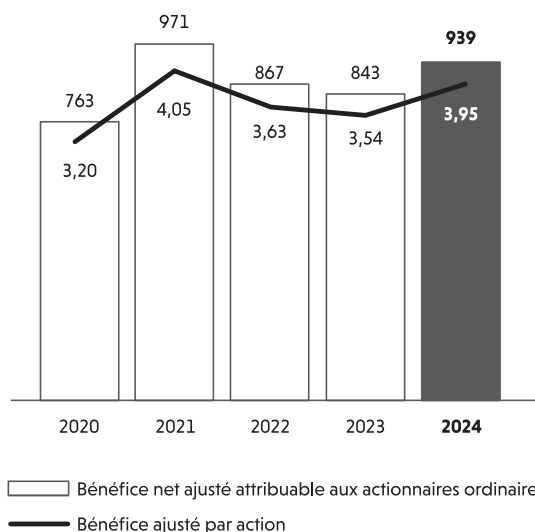
Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est chiffré à 933,5 M\$, ou 3,93 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 1 148,9 M\$, ou 4,82 \$ par action, en 2023, ce qui représente une diminution du bénéfice par action de 18,5 %. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 254,7 M\$, ou 1,07 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 419,6 M\$, ou 1,76 \$ par action, pour la période correspondante de 2023, ce qui représente une diminution de 39,2 % du bénéfice

par action. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2024 s'est établi à 239,2 M\$, ou 1,01 \$ par action.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (une mesure non conforme aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » et au tableau 1), à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 939,0 M\$, ou 3,95 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires

Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹ et bénéfice ajusté par action¹

Pour les exercices (en M\$, sauf les montants par action)



Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice net ajusté par action excluent les montants après impôt suivants :

- 2020 – Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée revenant à la Société et les charges de restructuration et autres charges.
- 2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.
- 2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.
- 2024 – Les autres éléments liés à Lifeco, la consolidation de pertes fiscales et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 1 : Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
<i>(en M\$, sauf le bénéfice par action)</i>					
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	250,0 \$	244,1 \$	204,9 \$	939,0 \$	843,1 \$
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(6,0)	(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	220,7	–	220,7
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	419,6 \$	933,5 \$	1 148,9 \$
Bénéfice ajusté par action¹	1,05 \$	1,03 \$	0,86 \$	3,95 \$	3,54 \$
Consolidation de pertes fiscales	0,02	–	–	0,02	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(0,02)	(0,02)	(0,03)	(0,10)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(0,01)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	0,92	–	0,93
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(0,32)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	0,71
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	0,06
Bénéfice par action²	1,07 \$	1,01 \$	1,76 \$	3,93 \$	4,82 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 304	236 931	238 156	237 609	238 418
BAIIA avant les commissions de vente¹	409,3 \$	398,1 \$	351,8 \$	1 547,3 \$	1 426,6 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(34,4)	(30,0)	(26,7)	(129,7)	(116,7)
BAIIA après les commissions de vente¹	374,9	368,1	325,1	1 417,6	1 309,9
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	34,4	30,0	26,7	129,7	116,7
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(27,3)	(26,7)	(25,2)	(105,5)	(94,2)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(23,7)	(23,0)	(26,5)	(92,7)	(106,5)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	358,3	348,4	300,1	1 349,1	1 225,9
Charges d'intérêts ³	32,5	32,4	38,6	129,4	141,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat – activités poursuivies et activités abandonnées¹	325,8	316,0	261,5	1 219,7	1 084,9
Impôt sur le résultat	75,1	71,2	54,9	276,8	238,2
Bénéfice net ajusté¹	250,7	244,8	206,6	942,9	846,7
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(6,0)	(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	220,7	–	220,7
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	15,1
Bénéfice net	255,4	239,9	421,3	937,4	1 152,5
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	3,9	3,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	419,6 \$	933,5 \$	1 148,9 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Bénéfice dilué par action.

3. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location et, aux deuxième et quatrième trimestres de 2023, elles comprennent aussi les intérêts sur la facilité de crédit.

ordinaires de 843,1 M\$, ou 3,54 \$ par action, en 2023, soit une augmentation de 11,6 % du bénéfice ajusté par action. Pour le quatrième trimestre de 2024, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 250,0 M\$, ou 1,05 \$ par action, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 204,9 M\$, ou 0,86 \$ par action, pour la période correspondante de 2023. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires du trimestre considéré représente une hausse de 1,9 % du bénéfice ajusté par action, par rapport à 244,1 M\$, ou 1,03 \$ par action, pour le trimestre clos le 30 septembre 2024.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.
- La quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco) de (6,9) M\$ (néant au quatrième trimestre). Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, IGM a commencé à exclure la quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement.

Les autres éléments liés à Lifeco peuvent inclure l'incidence liée aux marchés, les variations des hypothèses et la prise de mesures par la direction, l'incidence de la transformation des activités, les profits et les pertes réalisés sur les actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, l'incidence des capitaux propres et des intérêts sur l'évaluation des actifs et des passifs excédentaires, l'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux acquisitions, les charges significatives liées à des questions juridiques, à des pertes de valeur et à l'impôt, l'incidence liée aux acquisitions et aux cessions ainsi que les autres éléments qui, une fois retirés, aident à expliquer les activités sous-jacentes de Lifeco.

- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$, y compris un montant de (6,0) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.
- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Le total des capitaux propres se chiffrait à 7,9 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 6,7 G\$ au 31 décembre 2023. Le rendement ajusté des capitaux propres (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 13,1 %, contre 13,4 % pour la période correspondante de 2023. Le rendement ajusté des capitaux propres, compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,4 %, comparativement à 14,1 % en 2023. En 2024, le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'à la fin de 2023.

Aperçu des marchés

Les rendements des marchés des capitaux ont été positifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 3,8 % au quatrième trimestre de 2024 et de 21,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont augmenté de 2,4 % au quatrième trimestre de 2024 et de 25,0 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont reculé de 2,7 % au quatrième trimestre de 2024 et ont progressé de 8,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont diminué de 6,8 % au quatrième trimestre de 2024 et ont augmenté de 9,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers chinois, représentés par l'indice de rendement total CSI 300 (net), ont diminué de 1,7 % au quatrième trimestre de 2024 et ont augmenté de 17,9 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada est resté stable au quatrième trimestre de 2024 et a augmenté de 4,2 % pour l'exercice.
- Les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement moyen de 2,5 % au quatrième trimestre de 2024 et de 15,5 % pour l'exercice.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 12,6 %, passant de 240,2 G\$ au 31 décembre 2023 à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. Se reporter au tableau 6 pour consulter la ventilation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM.

Secteurs à présenter

Les secteurs à présenter de la Société sont Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres. Ces secteurs tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2, 3 et 4).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en valeurs mobilières, de son

courtier en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur. Ce secteur comprenait auparavant IPC, qui a été vendue le 30 novembre 2023. Les résultats d'IPC pour les périodes correspondantes ont été classés au titre des activités abandonnées.

- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué de la Société est aussi compris dans ce secteur.

L'« actif géré et l'actif sous services-conseils » représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et

Tableau 2 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Trimestres clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Produits								
Gestion de patrimoine	650,3 \$	551,7 \$	– \$	– \$	(2,8)\$	(1,7)\$	647,5 \$	550,0 \$
Gestion d'actifs	–	–	288,3	259,5	(26,7)	(25,2)	261,6	234,3
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(84,0)	(76,0)	(1,2)	(0,7)	(85,2)	(76,7)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	204,3	183,5	(27,9)	(25,9)	176,4	157,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	3,7	8,5	4,0	5,5	2,9	17,3	10,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,8)	29,2	32,3	26,3	25,1	53,1	56,6
	651,2	554,6	242,0	219,8	1,1	0,4	894,3	774,8
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	274,1	232,4	24,2	20,8	–	–	298,3	253,2
Activités et services de soutien	118,4	115,9	97,1	92,7	1,0	0,2	216,5	208,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	43,0	1,6	1,2	(30,9)	(27,5)	21,2	16,7
	443,0	391,3	122,9	114,7	(29,9)	(27,3)	536,0	478,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	208,2	163,3	119,1	105,1	31,0	27,7	358,3	296,1
Charges d'intérêts ²	26,0	26,0	6,5	6,5	–	–	32,5	32,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	137,3	112,6	98,6	31,0	27,7	325,8	263,6
Impôt sur le résultat	49,3	36,6	24,4	20,1	1,4	(0,7)	75,1	56,0
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	100,7	88,2	78,5	29,6	28,4	250,7	207,6
Bénéfice net – activités abandonnées	–	3,5	–	–	–	(4,5)	–	(1,0)
Bénéfice net ajusté¹	132,9	104,2	88,2	78,5	29,6	23,9	250,7	206,6
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	0,7	1,7	–	–	0,7	1,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	104,2 \$	87,5 \$	76,8 \$	29,6 \$	23,9 \$	250,0	204,9
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							–	(6,0)
Profit à la vente d'IPC							–	220,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							254,7 \$	419,6 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Tableau 3 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Cumul annuel

Exercices clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Produits								
Gestion de patrimoine	2 445,6 \$	2 206,2 \$	– \$	– \$	(9,5)\$	(6,5)\$	2 436,1 \$	2 199,7 \$
Gestion d'actifs	–	–	1 108,2	1 051,2	(105,5)	(102,2)	1 002,7	949,0
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(325,3)	(311,4)	(3,9)	(2,7)	(329,2)	(314,1)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	782,9	739,8	(109,4)	(104,9)	673,5	634,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	23,2	12,0	17,4	12,3	53,0	37,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10,1)	(3,3)	133,1	121,4	100,0	89,3	223,0	207,4
	2 447,9	2 216,2	939,2	873,2	(1,5)	(9,8)	3 385,6	3 079,6
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	1 033,9	922,7	86,8	83,5	–	–	1 120,7	1 006,2
Activités et services de soutien	463,0	438,5	372,1	362,7	2,6	1,2	837,7	802,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	5,7	4,6	(119,0)	(111,3)	78,1	65,7
	1 688,3	1 533,6	464,6	450,8	(116,4)	(110,1)	2 036,5	1 874,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	759,6	682,6	474,6	422,4	114,9	100,3	1 349,1	1 205,3
Charges d'intérêts ²	103,3	98,2	26,1	25,0	–	–	129,4	123,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	656,3	584,4	448,5	397,4	114,9	100,3	1 219,7	1 082,1
Impôt sur le résultat	178,6	156,1	94,2	83,8	4,0	(2,0)	276,8	237,9
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	477,7	428,3	354,3	313,6	110,9	102,3	942,9	844,2
Bénéfice net – activités abandonnées	–	15,0	–	–	–	(12,5)	–	2,5
Bénéfice net ajusté¹	477,7	443,3	354,3	313,6	110,9	89,8	942,9	846,7
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2	3,9	3,4	–	–	3,9	3,6
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	477,7 \$	443,1 \$	350,4 \$	310,2 \$	110,9 \$	89,8 \$	939,0	843,1
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							(6,9)	(22,4)
Refinancement de la dette de Rockefeller							(3,3)	–
Profit à la vente d'IPC							–	220,7
Charges de restructuration et autres charges							–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco							–	168,6
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco							–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							933,5 \$	1 148,9 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Tableau 4 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Quatrième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2024

Trimestres clos les (en M\$)	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2024	30 sept. 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	650,3 \$	618,5 \$	– \$	– \$	(2,8)\$	(2,5) \$	647,5 \$	616,0 \$
Gestion d'actifs	–	–	288,3	280,5	(26,7)	(27,1)	261,6	253,4
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(84,0)	(81,8)	(1,2)	(1,0)	(85,2)	(82,8)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	204,3	198,7	(27,9)	(28,1)	176,4	170,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	8,5	5,0	5,5	4,0	17,3	10,1
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,2)	29,2	36,3	26,3	25,3	53,1	61,4
	651,2	619,4	242,0	240,0	1,1	(1,3)	894,3	858,1
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	274,1	258,5	24,2	19,8	–	–	298,3	278,3
Activités et services de soutien	118,4	115,3	97,1	95,7	1,0	0,4	216,5	211,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	1,6	1,4	(30,9)	(30,5)	21,2	20,0
	443,0	422,9	122,9	116,9	(29,9)	(30,1)	536,0	509,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	208,2	196,5	119,1	123,1	31,0	28,8	358,3	348,4
Charges d'intérêts ²	26,0	25,8	6,5	6,6	–	–	32,5	32,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	170,7	112,6	116,5	31,0	28,8	325,8	316,0
Impôt sur le résultat	49,3	45,8	24,4	24,5	1,4	0,9	75,1	71,2
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	124,9	88,2	92,0	29,6	27,9	250,7	244,8
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net ajusté¹	132,9	124,9	88,2	92,0	29,6	27,9	250,7	244,8
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	0,7	0,7	–	–	0,7	0,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	124,9 \$	87,5 \$	91,3 \$	29,6 \$	27,9 \$	250,0	244,1
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Consolidation de pertes fiscales							4,7	–
Autres éléments liés à Lifeco							–	(4,9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							254,7 \$	239,2 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les

mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation. L'actif géré, l'actif sous services-conseils, les ventes, les rachats et les flux nets d'IPC ont été exclus de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils et

Tableau 5 : Taux d'imposition effectif

	Trimestres clos les			Exercices clos les	
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,58 %	26,54 %	26,65 %	26,57 %	26,68 %
Incidence des éléments suivants :					
Quote-part du résultat des entreprises associées ¹	(3,55)	(4,14)	(4,98)	(3,95)	(3,92)
Autres	–	0,08	(0,58)	0,05	(0,46)
Taux d'imposition effectif – avant les autres éléments	23,03	22,48	21,09	22,67	22,30
Consolidation de pertes fiscales	(1,44)	–	–	(0,39)	–
Autres éléments liés à Lifeco ²	–	0,42	0,61	0,15	0,52
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	0,07	–
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	(3,68)
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	(0,35)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net tiré des activités poursuivies	21,59 %	22,90 %	21,70 %	22,50 %	18,79 %

1. Comprend la quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco.

2. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin d'inclure les autres éléments liés à Lifeco.

présentés à titre d'activités abandonnées jusqu'à la vente d'IPC en novembre 2023.

L'«**actif sous services-conseils**» est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

L'«**actif géré**» est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

L'**actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation directe et indirecte dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple.

L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.

Présentation financière

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.

- **Quote-part du bénéfice des entreprises associées** – Il s'agit de la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence, y compris Lifeco, ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à la clientèle du secteur Gestion de patrimoine et d'activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des volumes de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients et clientes, ainsi que le nombre de relations qui existent avec les conseillers et la clientèle.
- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des volumes de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. L'augmentation des charges d'intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 découle de l'incidence de l'émission de débentures à 5,426 % d'un montant de 300 M\$ le 26 mai 2023. Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le

service de la dette est assuré. Les charges d'intérêts liées à la facilité de crédit, qui correspondait au financement temporaire mis en place au deuxième trimestre de 2023 et qui a été remboursée au quatrième trimestre avant la clôture de la vente d'IPC, sont comprises dans les activités abandonnées et ont totalisé 6,0 M\$ et 17,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 5.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

En décembre 2021, l'Organisation de coopération et de développements économiques (« OCDE ») a publié le modèle de règles du Pilier Deux, qui définit la structure d'un nouveau régime prévoyant un impôt minimum mondial de 15 %. Au Canada, un projet de loi lié au Pilier Deux a été adopté le 20 juin 2024 et s'applique rétroactivement au 1^{er} janvier 2024. D'autres pays où la Société exerce ses activités, dont l'Irlande et le Royaume-Uni, avaient auparavant adopté une loi liée au Pilier Deux, également avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024.

L'impôt minimum mondial est de nature complexe et s'appliquera à la Société et à ses filiales en tant que groupe de sociétés liées. À l'heure actuelle, la Société s'attend à ce que l'impôt minimum mondial s'applique au bénéfice en Irlande, où le taux d'imposition prévu par la loi est inférieur à 15 %. Le montant de l'impôt ne devrait pas être significatif pour la Société.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2, 3 et 4, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- La consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$, comptabilisée au quatrième trimestre, relativement à

l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.

- La quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco) de (6,9) M\$.
- La quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller d'un montant de 3,3 M\$, comptabilisés au deuxième trimestre et qui représentent le remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, les autres éléments comprenaient ce qui suit :

- Les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$, y compris un montant de (6,0) M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$ comptabilisé au quatrième trimestre.
- Des charges de restructuration et autres charges de 76,2 M\$ après impôt (103,3 M\$ avant impôt), comptabilisées au deuxième trimestre, découlant d'une rationalisation et d'une simplification plus poussées du modèle opérationnel de la Société afin qu'il s'aligne davantage sur les priorités de l'entreprise.
- Un profit à la vente d'une partie de l'investissement de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$ après impôt (172,9 M\$ avant impôt), comprenant un montant de 174,8 M\$ comptabilisé au premier trimestre et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée sur une base prospective au deuxième trimestre.
- L'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, comptabilisé au deuxième trimestre, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de façon prospective.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 6.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 270,4 G\$, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 12,6 %, comme il est présenté au tableau 6. Au 31 décembre 2024, l'actif géré s'élevait à 253,1 G\$, comparativement à 226,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 11,7 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les sorties nettes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils se sont chiffrées à 1,2 G\$, comparativement à des sorties nettes de 2,0 G\$ en 2023, comme il est présenté au tableau 6. Les rachats nets de fonds d'investissement pour l'exercice se sont chiffrés à 1,8 G\$ en 2024, comparativement à des rachats nets de 4,3 G\$ en 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, les entrées nettes se sont établies à 244 M\$, comparativement à des sorties nettes de 1,2 G\$ pour le quatrième trimestre de 2023, comme il est présenté au tableau 6. Pour le quatrième trimestre, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 7 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,9 G\$ en 2023. Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les rachats nets de fonds d'investissement de la Société financière IGM pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 1,7 G\$, tandis que les rachats nets liés aux comptes à gestion distincte se sont chiffrés à 566 M\$. Cette transaction n'a eu aucune incidence sur l'ensemble des flux nets de la Société financière IGM.

En juin 2024, la Société financière IGM a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par les clients avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital le 25 juin 2024.

La Société tire également parti des actifs gérés sous-jacents des participations de la Société dans des entreprises associées, notamment ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller, et de sa participation dans Wealthsimple, qui est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société a inclus sa quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de ces investissements dans son actif géré et son actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, en fonction de sa participation directe et indirecte dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$), comparativement à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils

	Gestion de patrimoine ¹		Gestion d'actifs ²		Éliminations intersociétés ³		Données consolidées	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
<i>(en M\$)</i>								
Trimestres clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	3 814 \$	2 628 \$	2 188 \$	1 736 \$	– \$	– \$	6 002 \$	4 364 \$
Entrées brutes des courtiers ³	3 917	3 089	–	–	–	–	3 917	3 089
Entrées liées aux activités abandonnées	–	1 196	–	–	–	–	–	1 196
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ⁴	384	(1 052)	(699)	(987)	–	–	(315)	(2 039)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	322	161	–	–	322	161
Ventes nettes de fonds d'investissement	384	(1 052)	(377)	(826)	–	–	7	(1 878)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	–	–	68	(186)	–	–	68	(186)
Ventes nettes des produits d'IGM	384	(1 052)	(309)	(1 012)	–	–	75	(2 064)
Autres flux nets des courtiers	169	824	–	–	–	1	169	825
Total des flux nets ³	553	(228)	(309)	(1 012)	–	1	244	(1 239)
Flux nets liés aux activités abandonnées	–	387	–	–	–	17	–	404
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	553	160	(309)	(1 012)	–	17	244	(835)
Exercices clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	15 126 \$	10 917 \$	8 499 \$	7 270 \$	– \$	– \$	23 625 \$	18 187 \$
Entrées brutes des courtiers ³	14 613	12 650	–	–	–	–	14 613	12 650
Entrées liées aux activités abandonnées	–	4 671	–	–	–	–	–	4 671
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{4, 5}	(230)	(2 254)	(2 700)	(2 314)	–	–	(2 930)	(4 568)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	1 088	245	–	–	1 088	245
Ventes nettes de fonds d'investissement	(230)	(2 254)	(1 612)	(2 069)	–	–	(1 842)	(4 323)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ^{5, 6}	–	–	(389)	192	–	–	(389)	192
Ventes nettes des produits d'IGM	(230)	(2 254)	(2 001)	(1 877)	–	–	(2 231)	(4 131)
Autres flux nets des courtiers	986	2 089	–	–	–	1	986	2 090
Total des flux nets ³	756	(165)	(2 001)	(1 877)	–	1	(1 245)	(2 041)
Flux nets liés aux activités abandonnées	–	728	–	–	–	98	–	826
Total des flux nets, y compris les activités abandonnées ³	756	567	(2 001)	(1 877)	–	95	(1 245)	(1 215)

1. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont présentés dans l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine et dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine.

2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

4. L'actif géré et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine comprennent les comptes à gestion distincte.

5. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

6. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes – Au cours de l'exercice 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.

Tableau 6 : Actif géré et actif sous services-conseils (suite)

	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Éliminations intersociétés ¹		Données consolidées	
	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2024	31 déc. 2023
<i>(en M\$)</i>								
Actif géré et actif sous services-conseils								
IG Gestion de patrimoine								
Actif géré ²	123 200 \$	107 635 \$						
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	17 220	13 588						
Actif sous services-conseils	140 420	121 223						
Placements Mackenzie								
Fonds communs de placement			61 435 \$	56 408 \$				
FNB ³			7 258	5 507				
Fonds d'investissement			68 693	61 915				
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			8 375	7 367				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ⁴			52 879	49 665				
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			61 254	57 032				
Actif géré des tiers			129 947	118 947				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ⁴			83 369	76 758				
Total de l'actif géré			213 316	195 705				
Données consolidées, excluant les activités abandonnées								
Actif géré	123 200 \$	107 635 \$	213 316 \$	195 705 \$	(83 369) \$	(76 758) \$	253 147 \$	226 582 \$
Actif géré et actif sous services-conseils	140 420	121 223	213 316	195 705	(83 369)	(76 758)	270 367	240 170
Investissements stratégiques⁵								
ChinaAMC			135 173	94 792				
Northleaf			17 926	14 912				
Rockefeller	44 542	33 061						
Wealthsimple	17 400	8 905						
Éliminations intersectorielles	(8)	(6)	(361)	(260)				
	61 934	41 960	152 738	109 444	(1 544)	(1 000)	213 128	150 404
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les investissements stratégiques								
	202 354 \$	163 183 \$	366 054 \$	305 149 \$	(84 913) \$	(77 758) \$	483 495 \$	390 574 \$

1. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

2. L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine comprend les comptes à gestion distincte.

3. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 12,9 G\$).

4. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie.

5. La quote-part de l'actif géré des investissements stratégiques comprend 27,8 % (2023 – 27,8 %) de l'actif géré de ChinaAMC, 56 % (2023 – 56 %) de l'actif géré de Northleaf, 20,5 % (2023 – 20,5 %) de l'actif de la clientèle de Rockefeller et 27,2 % (2023 – 28,7 %) de l'actif sous services-conseils de Wealthsimple.

canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,0 G\$, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 20,3 %. La Société financière IGM détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Au 31 décembre 2024, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023, ce qui représente une hausse de 23,8 % (34,7 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 décembre 2024, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 64,0 G\$, comparativement à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 106,4 %. La Société financière IGM détient une participation de 27,2 % dans Wealthsimple.

Les variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

Principales données annuelles

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – À l'exception du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement de l'évolution de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 288,9 G\$ en 2022, et ils ont depuis augmenté pour s'établir à 390,6 G\$ en 2023 puis à 483,5 G\$ en 2024. L'augmentation en

2023 était principalement attribuable à l'augmentation de la quote-part de la participation dans ChinaAMC, à la participation dans Rockefeller et à l'augmentation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des entreprises principales. L'augmentation en 2024 est principalement attribuable aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes, ainsi qu'aux flux nets des investissements stratégiques.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 224,2 G\$ en 2022, et ils ont depuis augmenté pour s'établir à 240,2 G\$ en 2023 puis à 270,4 G\$ en 2024. Les variations sont principalement attribuables aux fluctuations des marchés des capitaux au cours des périodes. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 256,0 G\$, comparativement à 232,8 G\$ en 2023. L'incidence de l'évolution du total de l'actif géré moyen et de l'actif sous services-conseils moyen et des autres éléments pertinents sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats d'exploitation par secteur » dans les sections relatives à IG Gestion de patrimoine et à Mackenzie du rapport de gestion.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,25 \$ en 2024, soit le même montant qu'en 2023 et en 2022.

Sommaire des résultats trimestriels

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 8, au cours des huit derniers trimestres, l'évolution de la moyenne de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

Tableau 7 : Principales données annuelles

	2024	2023	2022
États consolidés du résultat net (en M\$)			
Produits			
Gestion de patrimoine	2 436,1 \$	2 199,7 \$	2 159,9 \$
Gestion d'actifs – produits nets	673,5	634,9	639,6
Produits tirés des placements nets et autres produits	53,0	37,6	22,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	223,0	207,4	210,7
	3 385,6	3 079,6	3 032,5
Charges			
	2 165,9	1 997,5	1 925,4
	1 219,7	1 082,1	1 107,1
Autres éléments liés à Lifeco	(6,9)	(22,4)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	(3,3)	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	(103,3)	–
Profit à la vente de Lifeco	–	172,9	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	15,1	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209,5	1 144,4	1 107,1
Impôt sur le résultat	272,1	215,1	246,0
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	937,4	929,3	861,1
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	223,2	11,4
Bénéfice net	937,4	1 152,5	872,5
Participation ne donnant pas le contrôle	(3,9)	(3,6)	(5,3)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933,5 \$	1 148,9 \$	867,2 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	939,0 \$	843,1 \$	867,2 \$
Autres éléments :			
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–
Autres éléments liés à Lifeco	(6,9)	(22,4)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	(3,3)	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	220,7	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	168,6	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933,5 \$	1 148,9 \$	867,2 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice ajusté par action ¹			
– De base	3,96 \$	3,54 \$	3,64 \$
– Dilué	3,95	3,54	3,63
Bénéfice par action			
– De base	3,93	4,83	3,64
– Dilué	3,93	4,82	3,63
Dividendes par action (\$) – Actions ordinaires			
	2,25 \$	2,25 \$	2,25 \$
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	181,7 \$	164,8 \$	164,0 \$
Actif géré	241,0	220,7	220,8
Actif géré et actif sous services-conseils	256,0	232,8	229,4
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin² (en G\$)			
Actif géré des fonds d'investissement	191,9 \$	169,5 \$	158,9 \$
Actif géré	253,1	226,6	213,6
Actif géré et actif sous services-conseils	270,4	240,2	224,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques² (en G\$)			
	483,5 \$	390,6 \$	288,9 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	20 683 \$	18 663 \$	18 738 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	2 400 \$	2 400 \$	2 100 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	237 879	238 132	237 668
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	237 609	238 418	238 996

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Tableau 8 : Sommaire des résultats trimestriels

	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	647,5 \$	616,0 \$	590,0 \$	582,6 \$	550,0 \$	563,1 \$	552,5 \$	534,1 \$
Gestion d'actifs	261,6	253,4	245,8	241,9	234,3	239,9	238,7	236,1
Charge de rémunération des courtiers	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)	(76,7)	(78,6)	(79,5)	(79,3)
Gestion d'actifs – produits nets	176,4	170,6	164,7	161,8	157,6	161,3	159,2	156,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	17,3	10,1	10,0	15,6	10,6	7,9	8,1	11,0
Quote-part du résultat des entreprises associées	53,1	61,4	55,7	52,8	56,6	49,2	48,8	52,8
	894,3	858,1	820,4	812,8	774,8	781,5	768,6	754,7
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	298,3	278,3	278,5	265,6	253,2	253,3	254,0	245,7
Activités et services de soutien	216,5	211,4	205,9	203,9	208,8	196,4	195,4	201,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,2	20,0	19,1	17,8	16,7	16,8	16,4	15,8
Charges d'intérêts ¹	32,5	32,4	32,2	32,3	32,5	32,5	30,1	28,1
	568,5	542,1	535,7	519,6	511,2	499,0	495,9	491,4
Bénéfice avant les éléments suivants	325,8	316,0	284,7	293,2	263,6	282,5	272,7	263,3
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)	0,2
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	(3,3)	–	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	–	–	–	–	–	(103,3)	–
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	–	–	(6,2)	179,1
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	15,1	–
Bénéfice avant impôt sur le résultat	325,8	311,1	280,5	292,1	257,6	271,8	172,4	442,6
Impôt sur le résultat	70,4	71,2	63,2	67,3	56,0	60,4	35,4	63,3
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	255,4	239,9	217,3	224,8	201,6	211,4	137,0	379,3
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	–	–	–	219,7	(1,5)	1,8	3,2
Bénéfice net	255,4	239,9	217,3	224,8	421,3	209,9	138,8	382,5
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,1	1,4	1,7	0,1	0,6	1,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²	250,0 \$	244,1 \$	220,4 \$	224,5 \$	204,9 \$	220,5 \$	211,4 \$	206,3 \$
Autres éléments :								
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)	0,2
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	(3,3)	–	–	–	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	–	–	220,7	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt (27,1 M\$)	–	–	–	–	–	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt (premier trimestre – 4,3 M\$)	–	–	–	–	–	–	(6,2)	174,8
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$	381,3 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ²								
– De base	1,05 \$	1,03 \$	0,93 \$	0,94 \$	0,86 \$	0,93 \$	0,89 \$	0,87 \$
– Dilué	1,05	1,03	0,93	0,94	0,86	0,92	0,89	0,87
Bénéfice par action								
– De base	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58	1,60
– Dilué	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58	1,60
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 304	236 931	237 397	238 112	238 156	238 550	238 631	238 424
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	192,0 \$	183,8 \$	178,0 \$	173,0 \$	164,0 \$	165,7 \$	165,4 \$	164,2 \$
Actif géré	253,3	243,4	236,3	231,0	219,2	221,5	221,8	220,2
Actif géré et actif sous services-conseils	269,3	258,6	250,9	245,0	232,1	233,7	233,6	231,6
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin³ (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	191,9 \$	188,6 \$	179,4 \$	178,5 \$	169,5 \$	160,9 \$	166,3 \$	165,6 \$
Actif géré	253,1	249,3	237,4	237,7	226,6	215,2	222,6	222,3
Actif géré et actif sous services-conseils	270,4	264,9	252,4	252,2	240,2	227,4	234,7	234,1
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques³ (en G\$)	483,5 \$	461,6 \$	431,7 \$	422,8 \$	390,6 \$	373,8 \$	376,1 \$	349,9 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

3. Comme il est décrit aux définitions de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils, l'actif géré, l'actif géré sous services-conseils, ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées liées à IPC.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine ainsi que les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple.

En 2023, le secteur Gestion de patrimoine comprenait également IPC, qui a été classée dans les activités abandonnées et qui a été vendue au quatrième trimestre de 2023.

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils.
- Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré.

- Les autres produits tirés de la planification financière sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers à la clientèle, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.
- La quote-part du bénéfice des entreprises associées correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence du secteur.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, est une société de gestion de patrimoine de premier plan au Canada. Par l'entremise d'un réseau de conseillers situés partout au pays, IG Gestion de patrimoine fournit à sa clientèle des conseils personnalisés, des services exhaustifs de planification financière, d'assurance et de prêts hypothécaires ainsi que des solutions de placement gérées par des professionnels.

Rockefeller, qui a été fondée en 2018, est un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. L'objectif de Rockefeller est d'être un cabinet de services-conseils de premier plan qui redéfinit et améliore l'expérience liée aux services financiers afin de donner aux particuliers, aux familles, aux institutions et aux sociétés les moyens de réaliser leurs aspirations et d'atteindre leurs objectifs les plus importants.

Wealthsimple, fondée en 2014, est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada qui fournit des outils numériques simples pour gérer et faire fructifier l'argent des épargnants. La mission de Wealthsimple est d'aider chaque personne à atteindre la liberté financière.

Rockefeller Capital Management

Le 3 avril 2023, la Société financière IGM a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Investment Planning Counsel

Le 30 novembre 2023, la Société financière IGM a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC.

Les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le tableau 11, « Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine », du secteur Gestion de patrimoine, ont été classés dans les

activités abandonnées et sont présentés en tant que poste distinct pour les périodes correspondantes considérées.

IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine est l'une des sociétés de planification financière indépendantes les plus importantes au Canada et ses conseillers sont présents dans toutes les collectivités d'un océan à l'autre. Nous sommes animés par notre mission d'inspirer la confiance financière qui peut transformer la vie de notre clientèle et de leurs familles, et nous sommes profondément engagés à améliorer la littératie financière dans les collectivités où nous travaillons et vivons.

Notre réseau exclusif se compose de 3 136 conseillers. Environ un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise forment la clientèle d'IG Gestion de patrimoine.

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 77 % par des ménages qui détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 20 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle aisée. La clientèle de ces secteurs présente généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Stratégie

Notre objectif en tant que principale société de planification financière du Canada est d'aider les Canadiens à atteindre le bien-être financier.

Nous nous efforçons de remplir notre mandat stratégique en faisant ce qui suit :

- 1) mettre l'accent sur les principaux secteurs de la clientèle aisée et à valeur élevée en alignant nos capacités sur les facteurs de richesse du secteur;
- 2) utiliser un modèle de prestation de conseils sectoriel pour harmoniser nos conseils de premier ordre avec les besoins des Canadiens en matière de planification financière dans toute leur complexité;
- 3) tirer parti de l'innovation de pointe pour améliorer l'expérience client et l'efficacité opérationnelle.

IG Gestion de patrimoine a une stratégie axée sur la clientèle, qui met l'accent sur les segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée, que nous définissons comme les ménages détenant plus de 1 M\$ et entre 100 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

IG Gestion de patrimoine s'engage à accroître la confiance financière de tous les Canadiens en tirant parti de ses gens, de son expertise et de ses ressources, car elle croit que cela contribuera à créer des collectivités plus solides et à assurer un avenir meilleur pour tous.

Nous sommes d'avis que les Canadiens méritent d'obtenir des conseils qui satisfont à des normes élevées et qui tiennent compte de toutes les dimensions de leur vie financière dans le cadre de plans financiers conçus pour répondre à leurs besoins et s'y adapter.

Nous nous concentrons sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et de solutions de placement bien élaborées qui sont conçues pour procurer des rendements et une gestion des risques qui sont fondés sur les besoins et les exigences de chaque client et cliente.

Faits nouveaux en 2024

Au troisième trimestre, IG Gestion de patrimoine a annoncé la création d'un nouveau partenariat stratégique avec ClearEstate, une société de technologie financière canadienne de premier plan qui offre des services exhaustifs et modernes de planification et de règlement successoraux adaptés aux besoins individuels de chaque client. Grâce à ce partenariat, les conseillers d'IG peuvent offrir à la clientèle un accès à la plateforme conviviale de pointe de ClearEstate et à ses équipes de professionnels spécialisés qui offrent une expérience améliorée et personnalisée en matière de planification et de règlement successoraux. Pour renforcer davantage cette relation, la Société financière IGM a effectué un placement en titres de capitaux propres dans ClearEstate.

Conseils financiers

Nos conseillers se concentrent sur la prestation de conseils financiers, soit la valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller ajoute aux relations avec la clientèle et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.

Conseillers

IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers dans des collectivités partout au

Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

IG Gestion de patrimoine fournit des conseils par l'intermédiaire des deux canaux suivants :

- Les conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les ménages ayant des besoins plus complexes en mettant l'accent sur les ménages détenant des actifs s'élevant à plus de 250 000 \$.
- Les conseillers du canal organisationnel d'IG Gestion de patrimoine sont axés sur l'offre de services aux ménages dont les besoins sont moins complexes dont l'actif peut atteindre 250 000 \$.

Notre réseau de conseillers entrepreneurs crée un avantage concurrentiel et favorise l'engagement de la clientèle en mettant l'accent sur des solutions exhaustives en matière de planification et de produits financiers. Notre avantage est également consolidé par l'embauche de conseillers de haut calibre, l'approfondissement des compétences, l'amélioration de la technologie, la mise en œuvre d'une approche de segmentation de la clientèle et le renforcement d'une marque solide.

L'actif sous services-conseils comprend les éléments suivants :

- Clientèle disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définie comme la « clientèle à valeur élevée ») – total de 61,8 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 34,8 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 44 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage allant de 100 000 \$ à 1 M\$ (définie comme la « clientèle aisée ») – total de 70,1 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 5,8 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 50 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage de moins de 100 000 \$ (définie comme la « clientèle du marché de masse ») – total de 8,5 G\$ au 31 décembre 2024, soit une diminution de 6,6 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représentait 6 % du total de l'actif sous services-conseils.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examens normalisés,

de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 décembre 2024 :

- 1 633 pratiques de conseillers (1 700 au 31 décembre 2023), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent une clientèle qui représente environ 94 % de l'actif géré.
- 219 nouveaux conseillers (251 au 31 décembre 2023), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 284 conseillers associés et vice-présidents régionaux (1 188 au 31 décembre 2023). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 136 conseillers (3 139 au 31 décembre 2023).

IG Gestion de patrimoine évalue son réseau de conseillers au moyen d'une mesure clé, soit la productivité des conseillers. La productivité est évaluée en fonction des entrées brutes par conseiller et elle est surveillée tant pour les conseillers recrues comptant moins de quatre ans d'expérience que pour les pratiques de conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience. La catégorie des conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience comprend les recrues expérimentées.

- Les entrées brutes des recrues se sont établies à 0,7 M\$ par conseiller, inchangées par rapport à la période correspondante de 2023.
- Les entrées brutes des pratiques de conseillers se sont établies à 2,2 M\$ par pratique, comparativement à 1,6 M\$ pour la période correspondante de 2023.

Les initiatives clés qui ont une incidence sur la productivité des conseillers sont les suivantes :

- Les critères de recrutement ont été resserrés, ce qui a permis d'augmenter les chances de succès tout en améliorant notre culture et notre marque.
- Le canal organisationnel de services-conseils assure des niveaux de service constants à la clientèle dont les besoins sont moins complexes et il crée de la capacité pour les conseillers.

- Des améliorations aux produits et à la tarification ont été apportées en ciblant la clientèle à valeur élevée et aisée.
- Des améliorations aux technologies sont apportées de façon continue, comme le Portail des conseillers hébergé par Salesforce.
- L'expérience client a été bonifiée grâce au Plan vivant IG^{MC} et à d'autres améliorations.
- Une application numérique a été créée pour présenter des propositions de placement personnalisées à la clientèle (propulsée par CapIntel).
- Nous avons établi des partenariats stratégiques, notamment avec ClearEstate, InterVal et Life Design Analysis, afin de soutenir nos activités de planification complexes.

Nous soutenons aussi nos conseillers et notre clientèle au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, de la stratégie de portefeuille et de l'assurance. Dans le cadre du partenariat hypothécaire stratégique, nesto Inc. offre à la clientèle une aide à la planification hypothécaire et au financement par marge de crédit hypothécaire. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive tenant compte de la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client ou d'une cliente. Les conseillers et les spécialistes qui offrent des services à la clientèle détiennent des permis de vente de fonds communs de placement et, pour un certain nombre d'entre eux, de valeurs mobilières.

Expériences client

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à sa clientèle des services exhaustifs de planification qui permettent de synchroniser tous les aspects de leur vie financière. IG Gestion de patrimoine sert des clients et clientes d'un bout à l'autre du Canada. Une des grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché de la clientèle à valeur élevée, IG Gestion privée de patrimoine met l'accent sur les facteurs de richesse du secteur, notamment la planification et l'optimisation fiscales, l'état de préparation à la retraite, le transfert de patrimoine et la planification successorale, la monétisation des petites et moyennes entreprises, la littératie financière et la philanthropie pour la clientèle à valeur élevée ainsi que la planification de l'héritage.

Le Plan vivant IG permet à la clientèle de collaborer avec un conseiller d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre d'une expérience numérique améliorée afin d'élaborer

et de suivre un plan financier conçu en fonction des objectifs propres à chaque client et cliente.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement axés sur des solutions gérées, qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et cliente et les risques et le rendement des investissements;
- des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada;
- des solutions de services bancaires hypothécaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.

Le Programme philanthropique est un programme à vocation arrêlée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracasseries administratives liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le compte de services-conseils IG (le « CSCIG ») est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant à la clientèle de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à toute notre clientèle. Le CSCIG permet d'accroître la transparence des frais et peut comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.

Solutions financières

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible en mettant l'accent sur des solutions gérées qui créent de la valeur pour la clientèle grâce à une gestion active. Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers hautement qualifiés afin que notre clientèle ait accès à une gamme diversifiée de produits et de solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

Nos solutions de placement mettent à profit les relations que nous entretenons avec des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan, y compris Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement

d'envergure mondiale, comme Fidelity Investments Canada, T. Rowe Price (Canada), Sagard Credit Partners, Portage, Beutel Goodman & Company, PanAgora Asset Management, PIMCO Canada Corp., Northleaf Capital Partners (Canada), BristolGate Capital Partners, Aristotle Capital Boston, Putnam Investments Canada, Franklin Templeton Investment Management, Wellington Management Canada, Rockefeller & Co., JP Morgan Asset Management (Canada), BlackRock Asset Management Canada, ClearBridge Investments, Gestion d'actifs 1832 (Dynamique), American Century Investment Management, Manulife Investment Management (US) LLC, Manulife Investment Management (Hong Kong) et ChinaAMC.

Nous fournissons à notre clientèle une gamme complète de solutions financières, bien construite et à des tarifs concurrentiels, qui comprennent des placements sur les marchés publics et privés, ainsi que des stratégies de placement alternatives. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients et aux clientes d'atteindre leurs objectifs. Nous sommes d'avis que des solutions gérées bien conçues représentent le meilleur moyen d'aider les conseillers à se concentrer sur la prestation de conseils financiers à leur clientèle.

Au quatrième trimestre de 2024, IG Gestion de patrimoine a remporté sept prix Lipper 2024 décernés par LSEG pour le rendement de ses fonds dans plusieurs catégories d'actions et de titres à revenu fixe. Les prix Lipper Fund Awards de LSEG sont remis aux gestionnaires de fonds qui se sont distingués de leurs homologues par la constance de leurs rendements solides ajustés en fonction du risque, sur la base d'une méthodologie quantitative et objective.

Nous élaborons des portefeuilles à l'aide de solutions de placement qui font appel à des stratégies de placement sur les marchés publics, les marchés privés et les marchés alternatifs.

Nos solutions de placement comprennent ce qui suit :

- *Les portefeuilles de gestion de patrimoine* sont une gamme de solutions de portefeuille gérées professionnellement par des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan et offrant une diversification exhaustive, y compris l'accès à des catégories d'actifs difficiles à atteindre, comme les biens immobiliers et les placements alternatifs. Ces solutions de fonds offrent des options pour mettre l'accent sur des résultats précis, comme une volatilité moindre, un revenu plus élevé ou un potentiel de croissance du capital plus élevé.

- *Les portefeuilles Profil^{MC}* offrent une expertise et une approche de placement identiques à celles qui sont retenues aux fins de l'élaboration de portefeuilles généralement destinés exclusivement aux plus grands investisseurs. Les portefeuilles mettent de l'avant diverses stratégies de placement sophistiquées, en intégrant notamment des actifs alternatifs et des titres des marchés privés, qui sont hors de la portée des investisseurs individuels. Les portefeuilles offrent une diversification élargie parmi diverses catégories d'actifs afin de réduire le risque et d'optimiser les rendements.
- *Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil^{MC}* sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde.
- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Nous avons intégré des investissements dans des actifs privés dans le cadre de divers mandats grâce à des engagements pris à l'égard des placements gérés par Northleaf, BlackRock, PIMCO et Sagard.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 décembre 2024, 95,2 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine était dans des fonds notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 71,4 % dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,9 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 55,3 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2024. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq

et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds analogues.

Autres produits et services

Fonds distincts

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 décembre 2024, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2023.

Assurance

Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine distribue des produits d'assurance vie au Canada et offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Au 31 décembre 2024, le nombre total de polices en vigueur s'établissait à environ 372 000, pour une valeur assurée de 106 G\$, comparativement à environ 374 000 polices, pour une valeur assurée de 105 G\$ au 31 décembre 2023. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour la clientèle à valeur élevée.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à sa clientèle des services qui complètent les services de planification financière et de placement.

Activités bancaires hypothécaires

Des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, sont offerts à la clientèle par IG Gestion de patrimoine. Des courtiers hypothécaires titulaires d'une licence sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec notre clientèle et ses conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et des stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client et cliente dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 260 M\$ et à 971 M\$, contre 211 M\$ et 833 M\$ en 2023, ce qui constitue une augmentation de 23,2 % et de 16,6 %, respectivement. Au 31 décembre 2024, le total des prêts hypothécaires gérés s'élevait à 6,8 G\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2023.

Services-conseils privés aux entreprises

Les Services-conseils privés aux entreprises consistent en un service exhaustif offert aux propriétaires de petites et moyennes entreprises afin de leur fournir des conseils sur le financement par emprunt et par actions, l'évaluation d'entreprises et la relève.

Actif géré et actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine, comme il est présenté dans les tableaux 9 et 10.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 202,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 163,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif sous services-conseils des investissements stratégiques est fondé sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 15,8 % par rapport au 31 décembre 2023. Le volume de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées de la clientèle, les sorties de la clientèle et les rendements des placements. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, pour lequel nous fournissons des services de gestion de placements, qui sont détenus dans les comptes de notre clientèle. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de notre clientèle. La rémunération de nos conseillers entrepreneurs se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de notre clientèle.

Au 31 décembre 2024, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 23,8 % (34,7 % en

Tableau 9 : Variation de l'actif sous services-conseils – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle	3 917 \$	3 432 \$	3 089 \$	14,1 %	26,8 %
Sorties brutes de la clientèle	3 364	3 102	3 317	8,4	1,4
Flux nets	553	330	(228)	67,6	n.s.
Rendements des placements	3 459	6 362	7 247	(45,6)	(52,3)
Variation de l'actif, montant net	4 012	6 692	7 019	(40,0)	(42,8)
Actif au début	136 408	129 716	114 204	5,2	19,4
Actif sous services-conseils à la fin	140 420 \$	136 408 \$	121 223 \$	2,9 %	15,8 %
Actif sous services-conseils lié aux investissements stratégiques à la fin					
Rockefeller	44 542 \$	41 192 \$	33 061 \$	8,1 %	34,7 %
Wealthsimple	17 400	14 234	8 905	22,2	95,4
Éliminations intersectorielles	(8)	(7)	(6)	(14,3)	(33,3)
	61 934 \$	55 419 \$	41 960 \$	11,8 %	47,6 %
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	202 354 \$	191 827 \$	163 183 \$	5,5 %	24,0 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine	139 352 \$	132 913 \$	117 090 \$	4,8 %	19,0 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle			14 613 \$	12 650 \$	15,5 %
Sorties brutes de la clientèle ¹			13 857	12 815	8,1
Flux nets			756	(165)	n.s.
Rendements des placements			18 441	10 572	74,4
Variation de l'actif, montant net			19 197	10 407	84,5
Actif au début			121 223	110 816	9,4
Actif sous services-conseils à la fin			140 420 \$	121 223 \$	15,8 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine			131 124 \$	116 188 \$	12,9 %

1. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 décembre 2024, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 64,0 G\$, comparativement à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 106,4 %. La Société financière IGM détenait une participation de 27,2 % dans Wealthsimple au 31 décembre 2024, comparativement à 28,7 % au 31 décembre 2023.

Actif géré et actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une

hausse de 15,8 % comparativement à 121,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 123,2 G\$ au 31 décembre 2024, soit une augmentation de 14,5 % comparativement à 107,6 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 18,3 % par rapport à 104,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement a totalisé 116,1 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, en hausse de 11,5 % par rapport à 104,1 G\$ en 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 3,9 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion

Tableau 10 : Variation de l'actif géré – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Ventes	3 814 \$	3 301 \$	2 628 \$	15,5 %	45,1 %
Rachats	3 430	2 988	3 680	14,8	(6,8)
Ventes nettes (rachats nets)	384	313	(1 052)	22,7	n.s.
Rendements des placements	2 028	5 820	6 742	(65,2)	(69,9)
Variation de l'actif, montant net	2 412	6 133	5 690	(60,7)	(57,6)
Actif au début	120 788	114 655	101 945	5,3	18,5
Actif à la fin	123 200 \$	120 788 \$	107 635 \$	2,0 %	14,5 %
Actif géré quotidien moyen	123 288 \$	117 656 \$	104 198 \$	4,8 %	18,3 %
Exercices clos les (en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Ventes ¹			15 126 \$	10 917 \$	38,6 %
Rachats ^{1, 2}			15 356	13 171	16,6
Ventes nettes (rachats nets)			(230)	(2 254)	89,8
Rendements des placements			15 795	10 614	48,8
Variation de l'actif, montant net			15 565	8 360	86,2
Actif au début			107 635	99 275	8,4
Actif à la fin			123 200 \$	107 635 \$	14,5 %
Actif géré quotidien moyen			116 134 \$	104 121 \$	11,5 %

1. Au deuxième trimestre de 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par la clientèle avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.

2. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

de patrimoine, par rapport à 3,1 G\$ en 2023. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 33,1 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 553 M\$, par rapport à des sorties nettes de la clientèle de 228 M\$ pour la période correspondante de 2023. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,5 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 7,2 G\$ au quatrième trimestre de 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 3,8 G\$, soit une hausse de 45,1 % par rapport à la période correspondante de 2023. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,4 G\$, soit une baisse de 6,8 % par rapport à 2023. Pour le quatrième trimestre de 2024, les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 384 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,1 G\$ en 2023. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une

augmentation de 2,0 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 6,7 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2023.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 10,5 % au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 13,4 % au quatrième trimestre de 2023. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'est établi à 12,6 % au 31 décembre 2024, comparativement à 12,2 % au 31 décembre 2023. Le taux de rachat moyen correspondant enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») était d'environ 15,2 % au 31 décembre 2024.

En juin 2024, IG Gestion de patrimoine a enregistré une hausse des ventes brutes de fonds d'investissement, des rachats et d'autres flux nets positifs accrus en raison du déclenchement stratégique de gains en capital par la clientèle avant l'entrée en vigueur des modifications apportées à la politique fiscale canadienne sur les gains en capital.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 14,6 G\$, en hausse de 15,5 % par rapport à 12,7 G\$ pour la période correspondante de 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 31,5 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont établies à 756 M\$ pour l'exercice, par rapport à des sorties nettes de la clientèle de 165 M\$ pour la période correspondante de 2023. En 2024, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 18,4 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 10,6 G\$ en 2023.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 15,1 G\$, soit une hausse de 38,6 % par rapport à 2023. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 15,4 G\$, soit une hausse de 16,6 % par rapport à 2023. Les rachats nets de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 230 M\$, comparativement à des rachats nets de 2,3 G\$ en 2023. En 2024, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 15,8 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 10,6 G\$ en 2023.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Placements Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les entrées nettes de la clientèle et les rachats nets pour l'exercice de 2024 se sont chiffrés à 933 M\$ et à 53 M\$, respectivement.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 2,9 %, comparativement à 136,4 G\$ au 30 septembre 2024. Au 31 décembre 2024, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 123,2 G\$, soit une augmentation de 2,0 %, par rapport à 120,8 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 117,7 G\$ au troisième trimestre de 2024, soit une augmentation de 4,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 3,9 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, par rapport à 3,4 G\$ au trimestre précédent. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 553 M\$, par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 330 M\$ au trimestre précédent. Au cours du quatrième trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 3,5 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 6,4 G\$ au trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,8 G\$, soit une hausse de 15,5 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 3,4 G\$ au quatrième trimestre, ce qui représente une hausse de 14,8 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 10,5 % au quatrième trimestre, comparativement à 9,4 % au troisième trimestre de 2024. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 384 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 313 M\$ au cours du trimestre précédent.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 11 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, le bénéfice lié aux investissements stratégiques et les activités d'IPC.

À la suite de la vente d'IPC conclue le 30 novembre 2023, les résultats d'exploitation d'IPC inclus dans le secteur Gestion de patrimoine ont été classés dans les activités abandonnées et sont présentés dans un poste distinct dans le tableau 11 pour toutes les périodes considérées.

IG Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 135,3 M\$, soit une hausse de 33,0 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 7,8 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 489,7 M\$, soit une hausse de 13,3 % par rapport à 2023.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,2 \$	328,6 \$	301,3 \$	4,1 %	13,6 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	265,7	253,5	224,0	4,8	18,6
	607,9	582,1	525,3	4,4	15,7
Frais de rachat	–	–	–	–	–
Autres produits tirés de la planification financière	42,4	36,4	26,4	16,5	60,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	650,3	618,5	551,7	5,1	17,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	3,7	200,0	(10,8)
Quote-part du résultat des entreprises associées	(2,4)	(0,2)	(0,8)	n.s.	(200,0)
	651,2	619,4	554,6	5,1	17,4
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	178,2	169,5	145,6	5,1	22,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,0	26,5	24,3	1,9	11,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	23,0	19,7	18,7	16,8	23,0
Croissance des affaires	45,9	42,8	43,8	7,2	4,8
	68,9	62,5	62,5	10,2	10,2
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	274,1	258,5	232,4	6,0	17,9
Activités et services de soutien	118,4	115,3	115,9	2,7	2,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	43,0	2,9	17,4
	443,0	422,9	391,3	4,8	13,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	208,2	196,5	163,3	6,0	27,5
Charges d'intérêts	26,0	25,8	26,0	0,8	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	182,2	170,7	137,3	6,7	32,7
Impôt sur le résultat	49,3	45,8	36,6	7,6	34,7
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	132,9	124,9	100,7	6,4	32,0
Bénéfice net – activités abandonnées²	–	–	3,5	–	(100,0)
Bénéfice net ajusté ¹	132,9	124,9	104,2	6,4	27,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	132,9 \$	124,9 \$	104,2 \$	6,4 %	27,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

Tableau 11 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 295,2 \$	1 188,5 \$	9,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	995,7	890,5	11,8
	2 290,9	2 079,0	10,2
Frais de rachat	–	1,0	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	154,7	126,2	22,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 445,6	2 206,2	10,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	(6,8)
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10,1)	(3,3)	(206,1)
	2 447,9	2 216,2	10,5
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	665,6	584,4	13,9
Rémunération fondée sur les ventes	104,3	91,8	13,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	82,1	66,7	23,1
Croissance des affaires	181,9	179,8	1,2
	264,0	246,5	7,1
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 033,9	922,7	12,1
Activités et services de soutien	463,0	438,5	5,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	11,0
	1 688,3	1 533,6	10,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	759,6	682,6	11,3
Charges d'intérêts	103,3	98,2	5,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	656,3	584,4	12,3
Impôt sur le résultat	178,6	156,1	14,4
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies¹	477,7	428,3	11,5
Bénéfice net – activités abandonnées²	–	15,0	(100,0)
Bénéfice net ajusté ¹	477,7	443,3	7,8
Participation ne donnant pas le contrôle	–	0,2	(100,0)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	477,7 \$	443,1 \$	7,8 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Résultats d'exploitation par secteur d'IPC.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 210,8 M\$, soit une hausse de 28,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 7,1 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 770,6 M\$, soit une hausse de 12,2 % par rapport à 2023.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Produits tirés des honoraires

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 342,2 M\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 40,9 M\$, ou 13,6 %, par rapport à 301,3 M\$ en 2023. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les honoraires de conseil se

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,2 \$	328,6 \$	301,3 \$	4,1 %	13,6 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	265,7	253,5	224,0	4,8	18,6
	607,9	582,1	525,3	4,4	15,7
Frais de rachat	–	–	–	–	–
Autres produits tirés de la planification financière	42,4	36,4	26,4	16,5	60,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	650,3	618,5	551,7	5,1	17,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,3	1,1	3,7	200,0	(10,8)
	653,6	619,6	555,4	5,5	17,7
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	178,2	169,5	145,6	5,1	22,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,0	26,5	24,3	1,9	11,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	23,0	19,7	18,7	16,8	23,0
Croissance des affaires	45,9	42,8	43,8	7,2	4,8
	68,9	62,5	62,5	10,2	10,2
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	274,1	258,5	232,4	6,0	17,9
Activités et services de soutien	118,2	115,1	115,7	2,7	2,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	50,5	49,1	43,0	2,9	17,4
	442,8	422,7	391,1	4,8	13,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	210,8	196,9	164,3	7,1	28,3
Charges d'intérêts	26,0	25,8	26,0	0,8	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	184,8	171,1	138,3	8,0	33,6
Impôt sur le résultat	49,5	45,6	36,6	8,6	35,2
Bénéfice net ajusté¹	135,3 \$	125,5 \$	101,7 \$	7,8 %	33,0 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

sont chiffrés à 1 295,2 M\$, en hausse de 106,7 M\$, ou 9,0 %, par rapport à 1 188,5 M\$ en 2023.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 19,0 %, comme l'illustre le tableau 9, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. L'augmentation des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 12,9 %, contrebalancée en partie par la diminution du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil pour le quatrième trimestre s'est établi à 97,7 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,1 points de base en 2023. Le taux moyen des honoraires de conseil pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 98,8 points de base de

l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 102,3 points de base en 2023. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 265,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 18,6 % par rapport à 224,0 M\$ pour l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 18,3 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 10. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 995,7 M\$,

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine (suite)

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion de patrimoine			
Honoraires de conseil	1 295,2 \$	1 188,5 \$	9,0 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	995,7	890,5	11,8
	2 290,9	2 079,0	10,2
Frais de rachat	–	1,0	(100,0)
Autres produits tirés de la planification financière	154,7	126,2	22,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	2 445,6	2 206,2	10,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	12,4	13,3	(6,8)
	2 458,0	2 219,5	10,7
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires			
Rémunération fondée sur l'actif	665,6	584,4	13,9
Rémunération fondée sur les ventes	104,3	91,8	13,6
Autres			
Autres commissions liées aux produits	82,1	66,7	23,1
Croissance des affaires	181,9	179,8	1,2
	264,0	246,5	7,1
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	1 033,9	922,7	12,1
Activités et services de soutien	462,1	437,5	5,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191,4	172,4	11,0
	1 687,4	1 532,6	10,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	770,6	686,9	12,2
Charges d'intérêts	103,3	98,2	5,2
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	667,3	588,7	13,4
Impôt sur le résultat	177,6	156,3	13,6
Bénéfice net ajusté¹	489,7 \$	432,4 \$	13,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

comparativement à 890,5 M\$ en 2023, soit une augmentation de 11,8 % principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 11,5 %. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 85,5 et à 85,6 points de base de l'actif géré moyen, respectivement, comparativement à 85,5 et à 85,7 points de base pour les périodes correspondantes de 2023.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 42,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, ont augmenté de 16,0 M\$ par rapport à 26,4 M\$ en 2023. Pour l'exercice, les autres produits tirés de la planification financière se sont chiffrés à 154,7 M\$, en hausse de 28,5 M\$ par rapport à 126,2 M\$ en 2023. La variation pour le trimestre et l'exercice est attribuable à la hausse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires et à la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance, partiellement contrebalancées par la baisse des produits tirés de la distribution de produits bancaires. La hausse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre est attribuable à l'augmentation des ajustements de la juste valeur et, pour l'exercice, à la hausse des produits d'intérêts sur les prêts hypothécaires détenus avant la titrisation, partiellement contrebalancée par l'augmentation des ajustements négatifs de la juste valeur.

Tableau 13 : Activités bancaires hypothécaires – IG Gestion de patrimoine

<i>Trimestres clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,7 \$	47,3 \$	41,7 \$	5,1 %	19,2 %
Charges d'intérêts	47,0	44,0	39,6	6,8	18,7
Produits d'intérêts nets	2,7	3,3	2,1	(18,2)	28,6
Profits (pertes) sur ventes ¹	0,7	–	(0,8)	n.s.	n.s.
Ajustements de la juste valeur	(0,9)	(4,1)	(9,2)	78,0	90,2
Autres	4,5	6,3	4,6	(28,6)	(2,2)
	7,0 \$	5,5 \$	(3,3)\$	27,3 %	n.s. %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	4 964 \$	4 755 \$	4 694 \$	4,4 %	5,8 %
Autres	1 820	1 981	2 122	(8,1)	(14,2)
	6 784 \$	6 736 \$	6 816 \$	0,7 %	(0,5)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations	434 \$	524 \$	379 \$	(17,2)%	14,5 %
Autres ¹	74	–	38	n.s.	94,7
	508 \$	524 \$	417 \$	(3,1)%	21,8 %
Exercices clos les					
<i>(en M\$)</i>			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			184,1 \$	155,2 \$	18,6 %
Charges d'intérêts			172,3	142,8	20,7
Produits d'intérêts nets			11,8	12,4	(4,8)
Profits (pertes) sur ventes ¹			1,2	(3,6)	n.s.
Ajustements de la juste valeur			(10,4)	(8,0)	(30,0)
Autres			23,4	14,6	60,3
			26,0 \$	15,4 \$	68,8 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations			4 756 \$	4 630 \$	2,7 %
Autres			2 005	2 160	(7,2)
			6 761 \$	6 790 \$	(0,4)%
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations			1 612 \$	1 327 \$	21,5 %
Autres ¹			121	228	(46,9)
			1 733 \$	1 555 \$	11,4 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie, ainsi que les profits (pertes) réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et l'exercice est présenté dans le tableau 13.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte aux profits ou aux pertes latents sur les placements dans des fonds exclusifs enregistrés au cours du trimestre et de l'exercice clos le

31 décembre 2024, aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi qu'aux titres et autres produits qui ne se rapportent pas à nos entreprises principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Activités internes et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

Charges

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme le canal organisationnel, la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers et de conseillères ou de clients et clientes.

La rémunération fondée sur l'actif comprend la rémunération versée au canal de conseillers entrepreneurs et au canal organisationnel. La rémunération liée au canal des conseillers entrepreneurs fluctue principalement en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils et de la composition des produits, tandis que le canal organisationnel fluctue en grande partie en fonction du nombre de clients et de clientes au sein du canal. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, la rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 32,6 M\$ et de 81,2 M\$ par rapport à 2023, pour s'établir à 178,2 M\$ et à 665,6 M\$, respectivement. L'augmentation observée pour le trimestre et l'exercice est principalement attribuable à l'augmentation de l'actif sous services-conseils et à d'autres changements apportés à la rémunération.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs nets versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients et de clientes. La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 27,0 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, soit une hausse de 2,7 M\$ par rapport à 24,3 M\$ en 2023. Pour l'exercice, la rémunération fondée sur les ventes s'est chiffrée à 104,3 M\$, soit une hausse de 12,5 M\$ par rapport à 91,8 M\$ en 2023.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 68,9 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 65,2 M\$ en 2023, soit une hausse de 6,4 M\$ principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance et au calendrier de certains projets et d'autres charges.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 264,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 17,5 M\$, par rapport à 246,5 M\$ en 2023, principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 118,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 115,7 M\$ en 2023, soit une hausse de 2,5 M\$. Pour l'exercice, les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 462,1 M\$ en 2024, comparativement à 437,5 M\$ en 2023, soit une hausse de 24,6 M\$, ou 5,6 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 50,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024, comparativement à 43,0 M\$ en 2023, soit une hausse de 7,5 M\$, ou 17,4 %. Pour l'exercice, les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 191,4 M\$ en 2024, comparativement à 172,4 M\$ en 2023, soit une hausse de 19,0 M\$, ou 11,0 %. La variation observée pour les deux périodes est principalement attribuable aux variations de l'actif géré.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 26,0 M\$ au quatrième trimestre de 2024, inchangées par rapport à 2023. Pour l'exercice, les charges d'intérêts ont totalisé 103,3 M\$, comparativement à 98,2 M\$ en 2023. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière IGM à IG Gestion de patrimoine. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 1,95 G\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 1,7 G\$.

Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 13,6 M\$, ou 4,1 %, au quatrième trimestre de 2024

par rapport au troisième trimestre de 2024, pour s'établir à 342,2 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au quatrième trimestre était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 4,8 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de conseil au quatrième trimestre s'est établi à 97,7 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 98,4 points de base au troisième trimestre. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 265,7 M\$ au quatrième trimestre de 2024, soit une augmentation de 12,2 M\$, comparativement à 253,5 M\$ au troisième trimestre de 2024. L'augmentation tient essentiellement à la hausse de l'actif géré moyen de 4,8 %, comme l'illustre le tableau 10. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'élevait à 85,5 points de base de l'actif géré, inchangé par rapport au troisième trimestre.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 42,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, ont augmenté de 6,0 M\$ par rapport à 36,4 M\$ au troisième trimestre, en raison de l'augmentation du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et de la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance.

Charges

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 274,1 M\$, en hausse de 15,6 M\$ par rapport à 258,5 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la rémunération fondée sur l'actif qui découle de l'accroissement de l'actif sous services-conseils et du caractère saisonnier des charges.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 118,2 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 115,1 M\$ au trimestre précédent.

Tableau 14 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller	(2,5)\$	(0,3)\$	– \$	n.s. %	n.s. %
Autres	0,1	0,1	(0,8)	–	n.s.
	(2,4)	(0,2)	(0,8)	n.s.	(200,0)
Charges					
Activités et services de soutien	0,2	0,2	0,2	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	(2,6)	(0,4)	(1,0)	n.s.	(160,0)
Impôt sur le résultat	(0,2)	0,2	–	n.s.	n.s.
Bénéfice net ajusté¹	(2,4)\$	(0,6)\$	(1,0)\$	n.s. %	(140,0)%
Exercices clos les (en M\$)					
			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller			(10,0)\$	(0,7)\$	n.s. %
Autres			(0,1)	(2,6)	96,2
			(10,1)	(3,3)	(206,1)
Charges					
Activités et services de soutien			0,9	1,0	(10,0)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			(11,0)	(4,3)	(155,8)
Impôt sur le résultat			1,0	(0,2)	n.s.
Bénéfice net ajusté¹			(12,0)\$	(4,1)\$	(192,7)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine est présenté au tableau 14. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à (2,4) M\$, comparativement à (1,0) M\$ en 2023 et à (0,6) M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice s'est établi à (12,0) M\$, comparativement à (4,1) M\$ en 2023.

La quote-part du résultat de Rockefeller revenant à la Société de (10,0) M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 exclut la quote-part revenant à la Société des coûts de refinancement de la dette exceptionnels d'un montant de 3,3 M\$ lié au remboursement anticipé de l'une des facilités de financement de Rockefeller, qui a été reclassée dans les autres éléments comme il est présenté dans le tableau 3.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans ChinaAMC et Northleaf.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds d'investissement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.
- **Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis

en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence dans ChinaAMC et Northleaf.

L'actif géré par Mackenzie pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et d'une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à notre clientèle des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux

des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les fonds négociés en bourse, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. ChinaAMC favorise la croissance grâce à l'innovation en matière de produits et à l'offre de solutions et de services de placement à actifs multiples à un groupe diversifié de clients institutionnels et de particuliers.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto. Northleaf cherche à offrir des rendements absolus ajustés en fonction du risque élevés grâce à l'accès à la création de valeur à l'extérieur des marchés publics.

Placements Mackenzie

Stratégie

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiales et le partenaire commercial préféré au Canada.

Les mandats stratégiques de Mackenzie sont les suivants : devenir le leader dans le marché de détail au Canada, établir des partenariats stratégiques significatifs et établir une présence dans des canaux sous-exploités en adoptant une approche ciblée. Nous accomplissons nos mandats stratégiques en ciblant les aspects clés suivants :

- améliorer la distribution de façon continue au moyen d'une approche sectorielle;
- générer un rendement des placements concurrentiel ajusté en fonction du risque;
- promouvoir un leadership de marque;
- créer des solutions et des produits novateurs et pertinents;
- encourager un avenir durable;
- assurer l'excellence et l'efficacité opérationnelles;
- favoriser une culture axée sur la performance, la diversification et l'excellence.

Les aspects clés que nous ciblons favorisent la croissance future des activités. Nous y parviendrons en nous engageant à assurer la réussite de notre clientèle, en attirant et en formant les meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, en maintenant une approche en matière de placement fondée sur une structure de boutiques de placement, en mettant l'accent sur les produits novateurs et visionnaires et en étant responsables dans tout ce que nous entreprenons.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. En outre, notre participation dans Northleaf accroît nos capacités de placement en offrant à notre clientèle des solutions de placements en actions de sociétés fermées, instruments de crédit privé et infrastructures à l'échelle mondiale, et notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois. Nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs

précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques ainsi que le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leur clientèle. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine et de Lifeco (y compris IPC). Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Mackenzie est également l'un des deux fournisseurs exclusifs de solutions de placement auprès de Les Placements PFSL du Canada Ltée (« Primerica »). À ce titre, elle a lancé une gamme de 27 fonds conçus pour répondre aux besoins particuliers des conseillers de Primerica et de leur clientèle. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons de nouvelles entreprises institutionnelles grâce à nos relations avec des conseillers en régimes de retraite et en gestion.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des volumes de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable pour renforcer ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

Faits nouveaux en 2024

Au cours du troisième trimestre de 2024, Mackenzie a élargi notre partenariat avec CGI afin de transformer nos services de traitement des transactions et d'améliorer la façon dont nous servons notre clientèle et nos conseillers. Dans le cadre de ce partenariat élargi, Mackenzie a transféré certains services administratifs à CGI au cours du quatrième trimestre de 2024 afin d'accélérer notre transformation numérique et d'accroître notre capacité à offrir une expérience client de premier plan dans le secteur.

Gestion de placements

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 83,4 G\$.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Notre équipe de placement se répartit actuellement en 16 boutiques spécialisées. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de

l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

La participation économique de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant à la clientèle des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoint les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments et ChinaAMC. À la suite du lancement de la gamme de 27 Fonds FuturePath pour Primerica, les sous-conseillers tiers suivants ont été ajoutés : Gestion d'actifs 1832, Addenda, Brandywine, BlackRock et T. Rowe Price.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2024, 43,3 %, 56,1 % et 51,4 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 31 décembre 2024, 87,5 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou plus, et 48,0 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,9 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 55,3 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2024.

Produits

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leur clientèle. En 2024, Mackenzie a lancé sept fonds communs de placement et huit FNB et conclu plusieurs fusions de fonds.

Fonds communs de placement

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs. Au cours des trois premiers trimestres de 2024, Mackenzie a lancé quatre fonds communs de placement :

- le Fonds mondial à faible volatilité Mackenzie;
- le Fonds d'actions mondiales charia Mackenzie;
- le Fonds de titres à revenu fixe de sociétés mondiales Mackenzie;

- Le Fonds d'actions des marchés émergents hors Chine Mackenzie.

Au cours du quatrième trimestre de 2024, Mackenzie a lancé trois fonds communs de placement :

- le Fonds de petites capitalisations américaines Mackenzie qui permet aux investisseurs d'ajouter à leur portefeuille des actions de sociétés américaines à petite capitalisation par l'intermédiaire du processus d'investissement de l'équipe des actions quantitatives mondiales Mackenzie;
- le Fonds mondial de dividendes à rendement amélioré Mackenzie et le Fonds mondial de dividendes à rendement amélioré Plus Mackenzie, qui visent à générer un revenu mensuel stable et efficient sur le plan fiscal au moyen d'une combinaison de dividendes et de primes d'options.

Fonds alternatifs

Mackenzie compte actuellement huit fonds alternatifs, y compris quatre produits en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf ») dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés.

Fonds négociés en bourse

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

En 2024, Mackenzie a lancé huit nouveaux FNB pour élargir davantage sa gamme diversifiée de produits :

- le FNB mondial à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB mondial de dividendes Mackenzie;
- le FNB canadien à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB américain à faible volatilité Mackenzie;
- le FNB de croissance nouvelle génération Mackenzie Bluewater;
- le FNB de ressources de base Mackenzie;
- le FNB Actions internationales Mackenzie;
- le FNB d'actions mondiales Mackenzie.

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 51 FNB : 28 FNB actifs et à bêta stratégique et 23 FNB indiciaires traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 15,5 G\$, ce qui comprend des investissements de 8,2 G\$ des produits gérés d'IGM.

Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le huitième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Actif géré du secteur Gestion d'actifs

L'actif géré est un indicateur de rendement clé pour le secteur Gestion d'actifs.

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 15, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 16. L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré.

L'actif géré du secteur Gestion d'actifs, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 366,1 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 305,1 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des investissements stratégiques est fondé sur la participation directe et indirecte de la Société dans ces sociétés.

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 213,3 G\$, soit une hausse de 9,0 % par rapport à 195,7 G\$ pour l'exercice précédent. Le total de l'actif géré des tiers de Mackenzie s'est établi à 129,9 G\$, en hausse de 9,2 % par rapport à 118,9 G\$ pour l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements et les cotisations nettes de ses clients et de ses clientes.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$), comparativement à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars canadiens). Mackenzie détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,0 G\$, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 20,3 %. Mackenzie détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Actif géré de Placements Mackenzie

Variation de l'actif géré – Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, en hausse de 9,0 %, comparativement à 195,7 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré des tiers s'élevait à 129,9 G\$, en hausse de 9,2 %, par rapport à 118,9 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 68,7 G\$, comparativement à 61,9 G\$ au 31 décembre 2023, soit une hausse de 10,9 %. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 61,4 G\$ a augmenté de 8,9 %,

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	Variation				
	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2024	31 déc. 2023
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement	(699)\$	(569)\$	(987)\$	(22,8)%	29,2 %
Créations nettes de parts de FNB	322	273	161	17,9	100,0
Fonds d'investissement ^{1,2}	(377)	(296)	(826)	(27,4)	54,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	68	(306)	(186)	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	(309)	(602)	(1 012)	48,7	69,5
Rendements des placements	1 479	3 734	4 192	(60,4)	(64,7)
Variation de l'actif, montant net	1 170	3 132	3 180	(62,6)	(63,2)
Actif au début	75 898	72 766	66 102	4,3	14,8
Actif à la fin	77 068 \$	75 898 \$	69 282 \$	1,5 %	11,2 %
Actif géré consolidé de Mackenzie					
Fonds communs de placement	61 435 \$	60 951 \$	56 408 \$	0,8 %	8,9 %
FNB	7 258	6 868	5 507	5,7	31,8
Fonds d'investissement ^{1,2}	68 693	67 819	61 915	1,3	10,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	8 375	8 079	7 367	3,7	13,7
	77 068	75 898	69 282	1,5	11,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie ³	52 879	52 608	49 665	0,5	6,5
Actif géré des tiers	129 947	128 506	118 947	1,1	9,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ^{2,3}	83 369	83 584	76 758	(0,3)	8,6
Actif géré consolidé	213 316 \$	212 090 \$	195 705 \$	0,6 %	9,0 %
Actif géré lié aux investissements stratégiques à la fin					
ChinaAMC	135 173 \$	126 324 \$	94 792 \$	7,0 %	42,6 %
Northleaf	17 926	16 588	14 912	8,1	20,2
Éliminations intersectorielles	(361)	(266)	(260)	(35,7)	(38,8)
	152 738 \$	142 646 \$	109 444 \$	7,1 %	39,6 %
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	366 054 \$	354 736 \$	305 149 \$	3,2 %	20,0 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁴					
Actif géré des tiers	129 964 \$	125 705 \$	114 128 \$	3,4 %	13,9 %
Données consolidées	213 890	207 496	189 302	3,1	13,0

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

3. Avec prise d'effet le 30 novembre 2023, les comptes gérés à titre de sous-conseiller de Mackenzie des activités abandonnées, qui étaient auparavant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, sont maintenant présentés au titre des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie.

4. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

comparativement à 56,4 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 31,8 % par rapport à 5,5 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif des FNB, incluant les produits

gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 12,9 G\$ au 31 décembre 2023.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,2 G\$, soit une hausse de 26,0 %

Tableau 15 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Change
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine			
Ventes nettes (rachats nets)			
Fonds communs de placement	(2 700)\$	(2 314)\$	(16,7)%
Créations nettes de parts de FNB	1 088	245	n.s.
Fonds d'investissement ^{1, 2}	(1 612)	(2 069)	22,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ^{3, 4}	(389)	192	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	(2 001)	(1 877)	(6,6)
Rendements des placements	9 787	5 084	92,5
Variation de l'actif, montant net	7 786	3 207	142,8
Actif au début	69 282	66 075	4,9
Actif à la fin	77 068 \$	69 282 \$	11,2 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie⁵			
Actif géré des tiers	124 861 \$	115 436 \$	8,2 %
Données consolidées	205 479	191 637	7,2

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.
4. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes – Au cours de l'exercice 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel.
5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

par rapport à 1,7 G\$ en 2023. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,9 G\$, soit une hausse de 6,0 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 699 M\$, comparativement à des rachats nets de 987 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 322 M\$, comparativement à 161 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 377 M\$, comparativement à des rachats nets de 826 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,3 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 3,7 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 309 M\$, comparativement à des rachats nets de 1,0 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des

placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 1,5 G\$, comparativement à une augmentation de 4,2 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 8,5 G\$, soit une hausse de 16,9 % par rapport à 7,3 G\$ en 2023. Au cours de la période considérée, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 11,2 G\$, soit une hausse de 16,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 se sont établis à 2,7 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,3 G\$ en 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 1,1 G\$, comparativement à 245 M\$ pour l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours de la période considérée se sont élevés à 1,6 G\$, comparativement à des rachats nets de 2,1 G\$ pour l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 8,4 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 4,3 G\$ pour l'exercice précédent.

Tableau 16 : Variation de l'actif géré des fonds d'investissement – Placements Mackenzie¹

<i>Trimestres clos les</i> <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Ventes	2 188 \$	1 812 \$	1 736 \$	20,8 %	26,0 %
Rachats	2 887	2 381	2 723	21,3	6,0
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(699)	(569)	(987)	(22,8)	29,2
Créations nettes de parts de FNB	322	273	161	17,9	100,0
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3}	(377)	(296)	(826)	(27,4)	54,4
Rendements des placements	1 251	3 360	3 741	(62,8)	(66,6)
Variation de l'actif, montant net	874	3 064	2 915	(71,5)	(70,0)
Actif au début	67 819	64 755	59 000	4,7	14,9
Actif à la fin	68 693 \$	67 819 \$	61 915 \$	1,3 %	10,9 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	61 435 \$	60 951 \$	56 408 \$	0,8 %	8,9 %
FNB	7 258	6 868	5 507	5,7	31,8
Fonds d'investissement ³	68 693 \$	67 819 \$	61 915 \$	1,3 %	10,9 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	68 715 \$	66 189 \$	59 848 \$	3,8 %	14,8 %
Exercices clos les					
<i>(en M\$)</i>			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Ventes			8 499 \$	7 270 \$	16,9 %
Rachats			11 199	9 584	16,9
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement			(2 700)	(2 314)	(16,7)
Créations nettes de parts de FNB			1 088	245	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3}			(1 612)	(2 069)	22,1
Rendements des placements			8 390	4 331	93,7
Variation de l'actif, montant net			6 778	2 262	199,6
Actif au début			61 915	59 653	3,8
Actif à la fin			68 693 \$	61 915 \$	10,9 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement			65 608 \$	60 714 \$	8,1 %

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

2. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.

3. Avec prise d'effet en janvier 2023, les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine ont été reclassés hors des fonds d'investissement dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 2,8 G\$ et à 10,9 G\$, respectivement, comparativement à 2,7 G\$ et à 9,5 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le quatrième trimestre de 2024, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,4 %, comparativement à 19,7 % pour le quatrième trimestre de 2023. Au 31 décembre 2024, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 18,7 %, comparativement à 17,1 % pour l'exercice précédent. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les

autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 14,9 % au 31 décembre 2024. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les rachats nets, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion

de patrimoine, ont totalisé 2,0 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,9 G\$ en 2023. Au cours de l'exercice, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 9,8 G\$, comparativement à une augmentation de 5,1 G\$ pour l'exercice précédent.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, Mackenzie a remporté un mandat de 490 M\$ auprès d'un client institutionnel. Compte non tenu de ces deux transactions, les rachats nets ont totalisé 2,2 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à des rachats nets de 2,4 G\$ pour l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2024, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,9 G\$, comparativement à 49,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 76,8 G\$, soit 71,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2023.

Variation de l'actif géré – Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 213,3 G\$, en hausse de 0,6 %, comparativement à 212,1 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif géré des tiers s'élevait à 129,9 G\$, en hausse de 1,1 %, par rapport à 128,5 G\$ au 30 septembre 2024.

L'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 68,7 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 1,3 %, comparativement à 67,8 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 61,4 G\$ au 31 décembre 2024, soit une hausse de 0,8 %, comparativement à 61,0 G\$ au 30 septembre 2024. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 6,9 G\$ au

30 septembre 2024. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'est établi à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 14,9 G\$ au 30 septembre 2024.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,2 G\$, soit une hausse de 20,8 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 2,9 G\$, soit une hausse de 21,3 % par rapport au troisième trimestre de 2024. Les rachats nets de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établis à 699 M\$, comparativement à des rachats nets de 569 M\$ pour le trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 2,8 G\$, comparativement à 2,3 G\$ pour le troisième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,4 % pour le trimestre considéré, comparativement à 15,5 % pour le troisième trimestre.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 322 M\$, comparativement à 273 M\$ au troisième trimestre.

Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 377 M\$, comparativement à des rachats nets de 296 M\$ au troisième trimestre.

Au 31 décembre 2024, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 52,9 G\$, comparativement à 52,6 G\$ au 30 septembre 2024.

Au 31 décembre 2024, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 83,6 G\$, soit 69,2 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 30 septembre 2024.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 17 et comprend les activités de Placements Mackenzie ainsi que le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

Placements Mackenzie

Le bénéfice net ajusté de Placements Mackenzie est présenté dans le tableau 18. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 61,9 M\$, soit une hausse de 25,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 4,2 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 234,5 M\$, soit une hausse de 14,7 % par rapport à 2023.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 90,4 M\$, soit

une hausse de 22,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2023, et une hausse de 3,4 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 344,2 M\$, soit une hausse de 13,4 % par rapport à 2023.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires d'administration tirés de nos fonds

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	256,6 \$	248,9 \$	230,9 \$	3,1 %	11,1 %
Frais de rachat	0,4	0,5	0,6	(20,0)	(33,3)
	257,0	249,4	231,5	3,0	11,0
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(84,0)	(81,8)	(76,0)	2,7	10,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	173,0	167,6	155,5	3,2	11,3
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,3	31,1	28,0	0,6	11,8
Gestion d'actifs – produits nets	204,3	198,7	183,5	2,8	11,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,5	5,0	4,0	70,0	112,5
Quote-part du résultat des entreprises associées	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
	242,0	240,0	219,8	0,8	10,1
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	24,2	19,8	20,8	22,2	16,3
Activités et services de soutien	97,1	95,7	92,7	1,5	4,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,6	1,4	1,2	14,3	33,3
	122,9	116,9	114,7	5,1	7,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	119,1	123,1	105,1	(3,2)	13,3
Charges d'intérêts	6,5	6,6	6,5	(1,5)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	112,6	116,5	98,6	(3,3)	14,2
Impôt sur le résultat	24,4	24,5	20,1	(0,4)	21,4
Bénéfice net ajusté	88,2	92,0	78,5	(4,1)	12,4
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	–	(58,8)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	87,5 \$	91,3 \$	76,8 \$	(4,2)%	13,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs (suite)

<i>Exercices clos les (en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	985,2 \$	934,6 \$	5,4 %
Frais de rachat	2,4	3,0	(20,0)
	987,6	937,6	5,3
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(325,3)	(311,4)	4,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	662,3	626,2	5,8
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	120,6	113,6	6,2
Gestion d'actifs – produits nets	782,9	739,8	5,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	23,2	12,0	93,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	133,1	121,4	9,6
	939,2	873,2	7,6
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	86,8	83,5	4,0
Activités et services de soutien	372,1	362,7	2,6
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	5,7	4,6	23,9
	464,6	450,8	3,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	474,6	422,4	12,4
Charges d'intérêts	26,1	25,0	4,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	448,5	397,4	12,9
Impôt sur le résultat	94,2	83,8	12,4
Bénéfice net ajusté ¹	354,3	313,6	13,0
Participation ne donnant pas le contrôle	3,9	3,4	14,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	350,4 \$	310,2 \$	13,0 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

d'investissement et les honoraires de gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des fonds négociés en bourse et des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de

Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	256,6 \$	248,9 \$	230,9 \$	3,1 %	11,1 %
Frais de rachat	0,4	0,5	0,6	(20,0)	(33,3)
	257,0	249,4	231,5	3,0	11,0
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(84,0)	(81,8)	(76,0)	2,7	10,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	173,0	167,6	155,5	3,2	11,3
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,3	31,1	28,0	0,6	11,8
Gestion d'actifs – produits nets	204,3	198,7	183,5	2,8	11,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	8,5	5,0	4,0	70,0	112,5
	212,8	203,7	187,5	4,5	13,5
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	24,2	19,8	20,8	22,2	16,3
Activités et services de soutien	96,6	95,1	91,7	1,6	5,3
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,6	1,4	1,2	14,3	33,3
	122,4	116,3	113,7	5,2	7,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	90,4	87,4	73,8	3,4	22,5
Charges d'intérêts	6,5	6,6	6,5	(1,5)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	83,9	80,8	67,3	3,8	24,7
Impôt sur le résultat	22,0	21,4	17,9	2,8	22,9
Bénéfice net ajusté¹	61,9 \$	59,4 \$	49,4 \$	4,2 %	25,3 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. À compter du 1^{er} juin 2022, Mackenzie a cessé de vendre des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés, conformément aux modifications réglementaires.

- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseillers tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 173,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 17,5 M\$, ou 11,3 %, comparativement à 155,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation de 13,9 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, en partie contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 52,8 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 54,2 points de base pour la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 662,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 36,1 M\$, ou 5,8 %, comparativement à 626,2 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation

Tableau 18 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie (suite)

Exercices clos les <i>(en M\$)</i>	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits			
Gestion d'actifs			
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	985,2 \$	934,6 \$	5,4 %
Frais de rachat	2,4	3,0	(20,0)
	987,6	937,6	5,3
Charges de rémunération des courtiers			
Rémunération fondée sur l'actif	(325,3)	(311,4)	4,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	662,3	626,2	5,8
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	120,6	113,6	6,2
Gestion d'actifs – produits nets	782,9	739,8	5,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	24,0	12,0	100,0
	806,9	751,8	7,3
Charges			
Services-conseils et croissance des affaires	86,8	83,5	4,0
Activités et services de soutien	370,2	360,3	2,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	5,7	4,6	23,9
	462,7	448,4	3,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	344,2	303,4	13,4
Charges d'intérêts	26,1	25,0	4,4
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	318,1	278,4	14,3
Impôt sur le résultat	83,6	74,0	13,0
Bénéfice net ajusté¹	234,5 \$	204,4 \$	14,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

de 8,2 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 15, contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 52,9 points de base, comparativement à 54,4 points de base pour la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 3,3 M\$, ou 11,8 %, comparativement à 28,0 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 11,6 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,8 points de base, soit le même taux qu'à la période correspondante de 2023.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 120,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 7,0 M\$, ou 6,2 %, comparativement à 113,6 M\$ pour l'exercice

précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 5,8 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 14,9 points de base, soit le même taux qu'à la période correspondante de 2023.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 8,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 4,0 M\$ pour l'exercice précédent, et à 24,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 12,0 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui

comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 24,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 3,4 M\$, ou 16,3 %, par rapport à 20,8 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 86,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une augmentation de 3,3 M\$, ou 4,0 %, par rapport à 83,5 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée au cours du trimestre et de l'exercice est attribuable à la hausse des commissions versées aux intermédiaires, conformément à la hausse des ventes nettes de fonds d'investissement.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 4,9 M\$, ou 5,3 %, par rapport à 91,7 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 370,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une augmentation de 9,9 M\$, ou 2,7 %, par rapport à 360,3 M\$ pour l'exercice précédent.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1,2 M\$ en 2023. Les charges se sont établies à 5,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 4,6 M\$ pour l'exercice précédent.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 6,5 M\$ au quatrième trimestre de 2024, inchangées par rapport à la période correspondante de 2023. Les charges d'intérêts se sont élevées à 26,1 M\$ pour l'exercice, comparativement à 25,0 M\$ en 2023. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme de la Société financière IGM à Mackenzie. L'affectation de la dette a augmenté pour s'établir à 450 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2023, en raison de l'émission de titres d'emprunt à long terme par la Société financière IGM. Auparavant, l'affectation s'établissait à 400 M\$.

Quatrième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2024

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 173,0 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 5,4 M\$, ou 3,2 %, par rapport à 167,6 M\$ au troisième trimestre de 2024. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 130,0 G\$ pour le trimestre considéré, une hausse de 3,4 % par rapport au trimestre précédent.
- Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets s'est établi à 52,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 52,9 points de base pour le troisième trimestre.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,3 M\$, soit une hausse de 0,2 M\$, ou 0,6 %, par rapport à 31,1 M\$ au troisième trimestre. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 83,9 G\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 2,6 % par rapport au trimestre précédent.
- Le taux des honoraires de gestion d'actifs s'est établi à 14,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 15,1 points de base pour le troisième trimestre.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 8,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 5,0 M\$ pour le troisième trimestre.

Charges

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 24,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 19,8 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,6 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 1,5 M\$, ou 1,6 %, comparativement à 95,1 M\$ pour le troisième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,6 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,4 M\$ au troisième trimestre.

Tableau 19 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits	– \$	– \$	– \$	– %	– %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC	25,4	32,9	23,7	(22,8)	7,2
Northleaf	3,8	3,4	8,6	11,8	(55,8)
	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
	29,2	36,3	32,3	(19,6)	(9,6)
Charges					
Activités et services de soutien	0,5	0,6	1,0	(16,7)	(50,0)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	28,7	35,7	31,3	(19,6)	(8,3)
Impôt sur le résultat	2,4	3,1	2,2	(22,6)	9,1
Bénéfice net ajusté ¹	26,3	32,6	29,1	(19,3)	(9,6)
Participation ne donnant pas le contrôle	0,7	0,7	1,7	–	(58,8)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	25,6 \$	31,9 \$	27,4 \$	(19,7)%	(6,6)%
Exercices clos les (en M\$)					
			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits			(0,8)\$	– \$	n.s. %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC			113,5	104,1	9,0
Northleaf			19,6	17,3	13,3
			133,1	121,4	9,6
			132,3	121,4	9,0
Charges					
Activités et services de soutien			1,9	2,4	(20,8)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			130,4	119,0	9,6
Impôt sur le résultat			10,6	9,8	8,2
Bénéfice net ajusté ¹			119,8	109,2	9,7
Participation ne donnant pas le contrôle			3,9	3,4	14,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹			115,9 \$	105,8 \$	9,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 19. Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de 2024 s'est chiffré à 25,6 M\$, comparativement à 27,4 M\$ en 2023 et à 31,9 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté pour l'exercice s'est établi à 115,9 M\$, comparativement à 105,8 M\$ en 2023.

La quote-part du bénéfice des entreprises associées se compose du bénéfice en capitaux propres provenant de ChinaAMC et de Northleaf.

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société s'est chiffrée à 25,4 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 23,7 M\$ pour la période correspondante de 2023, et à 113,5 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 104,1 M\$ en 2023.

La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société s'est chiffrée à 3,8 M\$ au quatrième trimestre de 2024, comparativement à 8,6 M\$ pour la période correspondante de 2023, et à 19,6 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 17,3 M\$ en 2023. Ces résultats ont été contrebalancés par la participation ne donnant pas le contrôle, comme il est présenté dans le tableau.

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les placements de la Société dans Lifeco et Portage Ventures LP (« Portage »). Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice ajusté provenant du secteur Activités internes et autres comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice fondamental de Lifeco, une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Des produits tirés des placements nets liés au capital non attribué ainsi que des écritures d'élimination liées à la consolidation sont également compris dans ce secteur.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Portage consiste en des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de Power.

En plus de Lifeco et des autres placements détenus par la Société, le secteur Activités internes et autres inclut le capital non attribué, qui totalisait 531,3 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 282,3 M\$ au 31 décembre 2023, comme il est présenté dans le tableau 20.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement,

de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Activités internes et autres est présenté dans le tableau 21.

Résultats de 2024 par rapport à ceux de 2023

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, soit une augmentation de 1,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023, et à 100,0 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à 89,3 M\$ en 2023. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, soit une augmentation de 7,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023, et à 93,1 M\$ pour l'exercice 2024, soit une hausse de 26,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats reflètent la quote-part du bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Au quatrième trimestre de 2023 et en 2024, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en fonction du bénéfice réel. Au cours des trois premiers trimestres de 2023, la Société a comptabilisé sa quote-part du résultat de Lifeco en se fondant sur les estimations consensuelles des analystes à l'égard du bénéfice de Lifeco, car celle-ci présentait ses résultats trimestriels après la Société.

Tableau 20 : Total de l'actif – Activités internes et autres

(en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Participations dans une entreprise associée		
Lifeco	633,5 \$	589,3 \$
Investissements à la JVAERG		
Portage et autres investissements	151,6	114,7
Capital non attribué	531,3	282,3
Total de l'actif	1 316,4 \$	986,3 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	1 053,9 \$	970,9 \$

Tableau 21 : Résultats d'exploitation – Activités internes et autres

Trimestres clos les (en M\$)	31 déc. 2024	30 sept. 2024	31 déc. 2023	Variation	
				30 sept. 2024	31 déc. 2023
Produits					
Gestion de patrimoine	(2,8)\$	(2,5)\$	(1,7)\$	(12,0)%	(64,7)%
Gestion d'actifs	(26,7)	(27,1)	(25,2)	1,5	(6,0)
Charge de rémunération des courtiers	(1,2)	(1,0)	(0,7)	20,0	71,4
Gestion d'actifs – produits nets	(27,9)	(28,1)	(25,9)	0,7	(7,7)
Produits tirés des placements nets et autres produits	5,5	4,0	2,9	37,5	89,7
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco	26,3	25,3	25,1	4,0	4,8
	1,1	(1,3)	0,4	n.s.	175,0
Charges					
Activités et services de soutien	1,0	0,4	0,2	150,0	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(30,9)	(30,5)	(27,5)	(1,3)	(12,4)
	(29,9)	(30,1)	(27,3)	0,7	(9,5)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	31,0	28,8	27,7	7,6	11,9
Impôt sur le résultat	1,4	0,9	(0,7)	55,6	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies ¹	29,6	27,9	28,4	6,1	4,2
Bénéfice net – activités abandonnées	–	–	(4,5)	–	100,0
Bénéfice net ajusté¹	29,6 \$	27,9 \$	23,9 \$	6,1 %	23,8 %
Exercices clos les					
(en M\$)			31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Produits					
Gestion de patrimoine			(9,5)\$	(6,5)\$	(46,2)%
Gestion d'actifs			(105,5)	(102,2)	(3,2)
Charge de rémunération des courtiers			(3,9)	(2,7)	44,4
Gestion d'actifs – produits nets			(109,4)	(104,9)	(4,3)
Produits tirés des placements nets et autres produits			17,4	12,3	41,5
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco			100,0	89,3	12,0
			(1,5)	(9,8)	84,7
Charges					
Activités et services de soutien			2,6	1,2	116,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller			(119,0)	(111,3)	(6,9)
			(116,4)	(110,1)	(5,7)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹			114,9	100,3	14,6
Impôt sur le résultat			4,0	(2,0)	n.s.
Bénéfice net ajusté – activités poursuivies ¹			110,9	102,3	8,4
Bénéfice net – activités abandonnées			–	(12,5)	100,0
Bénéfice net ajusté¹			110,9 \$	89,8 \$	23,5 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 5,5 M\$ au quatrième trimestre de 2024, en hausse de 2,6 M\$ par rapport à 2,9 M\$ en 2023. Pour l'exercice, les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 17,4 M\$, en hausse de 5,1 M\$ par rapport à 12,3 M\$ en 2023.

Résultats du quatrième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2024

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$ au quatrième trimestre de 2024, soit une augmentation de 1,0 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2024. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 26,3 M\$, en hausse de 5,9 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2024.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 20,7 G\$, comparativement à 18,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Autres investissements

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 22.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Les profits et les pertes sur les investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple et dans Portage. Ces investissements sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 1 350,4 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 721,4 M\$ au 31 décembre 2023, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Wealthsimple Financial Corp.

Wealthsimple est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est principalement détenu

par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 27,2 % dans Wealthsimple (31 décembre 2023 – 28,7 %).

Au 31 décembre 2024, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple était de 1 219 M\$ (31 décembre 2023 – 607 M\$). La hausse de la juste valeur enregistrée au 31 décembre 2024 est conforme à des transactions secondaires de tierces parties conclues au quatrième trimestre, à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et la révision de ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les investissements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

Le total de l'actif administré de Wealthsimple s'établissait à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024, ce qui représente une augmentation de 106,4 % par rapport à 31,0 G\$ au 31 décembre 2023.

Juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds

Tableau 22 : Autres investissements

(en M\$)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
JVAERG				
Investissements d'entreprise	289,9 \$	1 350,4 \$	264,9 \$	721,4 \$
JVRN				
Titres de capitaux propres	1,8	2,0	12,8	13,1
Fonds d'investissement exclusifs	107,8	116,1	126,5	129,1
	109,6	118,1	139,3	142,2
	399,5 \$	1 468,5 \$	404,2 \$	863,6 \$

d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 23.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels, y compris des marges de crédit hypothécaires, et représentaient 26,4 % du total de l'actif au 31 décembre 2024, comparativement à 27,4 % au 31 décembre 2023.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 décembre 2024, un passif correspondant totalisant 5,0 G\$ a été comptabilisé au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 4,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 405,7 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 375,5 M\$ au 31 décembre 2023.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la «SCHL») ou des banques canadiennes. Au 31 décembre 2024, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 6,7 G\$.

Accords de titrisation

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La

Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les «TH LNH») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le «Programme OHC»), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le «PCAA») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au quatrième trimestre de 2024, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 423,9 M\$, comparativement à 327,7 M\$ en 2023. La rubrique «Risque financier» du présent rapport de gestion et la note 8 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

Tableau 23 : Prêts

(en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Coût amorti	5 463,2 \$	5 109,4 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(0,8)	(0,7)
	5 462,4 \$	5 108,7 \$

Participation dans des entreprises associées

Great-West Lifeco Inc.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

L'investissement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, par rapport à 2023, est présentée dans le tableau 24.

Le 12 janvier 2023, afin de financer partiellement l'acquisition d'une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC, la Société a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de

la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. Le profit comptable à la vente des actions de Lifeco de la Société financière IGM s'élève à 172,9 M\$ avant impôt (168,6 M\$ après impôt), ce qui comprend un montant de 179,1 M\$ comptabilisé au premier trimestre de 2023 et une diminution de 6,2 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre de 2023.

Au cours du deuxième trimestre de 2023, la Société a comptabilisé un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, lequel représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé de manière prospective.

China Asset Management Co., Ltd.

La participation de 27,8 % de la Société dans ChinaAMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le

Tableau 24 : Investissement dans des entreprises associées

(en M\$)	31 décembre 2024						31 décembre 2023					
	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
Trimestres clos les												
Valeur comptable au 1^{er} octobre	619,1 \$	1 956,6 \$	852,0 \$	309,7 \$	59,3 \$	3 796,7 \$	578,8 \$	1 852,9 \$	864,2 \$	293,2 \$	38,8 \$	3 627,9 \$
Entrées	–	–	–	40,0	–	40,0	–	0,6	1,5	–	–	2,1
Dividendes	(12,3)	–	–	–	–	(12,3)	(11,5)	–	–	–	–	(11,5)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2}	26,3	25,4	(2,5)	3,8	0,1	53,1	19,1	23,7	–	8,6	(0,8)	50,6
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	0,4	48,1	53,7	–	–	102,2	2,9	8,1	(20,9)	–	–	(9,9)
Valeur comptable au 31 décembre	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$
Exercices clos les												
Valeur comptable au 1^{er} janvier	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$	939,5 \$	787,2 \$	– \$	284,5 \$	40,1 \$	2 051,3 \$
Entrées	–	–	0,1	40,0	21,5	61,6	–	1 162,4	857,7	–	0,5	2 020,6
Cession	–	–	–	–	–	–	(397,7)	–	–	–	–	(397,7)
Dividendes	(49,2)	(72,9)	–	(7,9)	–	(130,0)	(46,0)	(69,2)	–	–	–	(115,2)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2,3}	93,1	113,5	(13,3)	19,6	(0,1)	212,8	66,9	104,1	(0,7)	17,3	(2,6)	185,0
Ajustement lié à IFRS 17	–	–	–	–	–	–	15,1	–	–	–	–	15,1
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	0,3	104,2	71,6	–	–	176,1	11,5	(99,2)	(12,2)	–	–	(99,9)
Valeur comptable au 31 décembre	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$

1. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs ou Activités internes et autres. La quote-part du bénéfice de Lifeco comprend d'autres éléments liés à Lifeco de néant et de (6,9) M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2024, comparativement à (6,0) M\$ et à (22,4) M\$, respectivement, en 2023.
2. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 3,1 M\$ et à 15,7 M\$, respectivement, pour le trimestre et l'exercice de 2024, comparativement à 6,9 M\$ et à 13,9 M\$, respectivement, en 2023.
3. La quote-part de Rockefeller comprend le refinancement de la dette de Rockefeller de (3,3) M\$ pour l'exercice de 2024.

trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024 est présentée dans le tableau 24. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant positif de 104,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, est attribuable à une appréciation de 5,2 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024, soit une hausse de 35,1 % (42,6 % en dollars canadiens) par rapport à 1 823,6 milliards de RMB¥ (341,0 G\$) au 31 décembre 2023. Les flux nets dans les fonds d'investissement, compte non tenu de l'actif géré des filiales et des investisseurs institutionnels, s'élevaient à 29,7 milliards de RMB¥ et à 324,4 milliards de RMB¥ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2024, respectivement (flux nets obtenus de Wind Information Co., Ltd.).

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis, auprès de Power, une participation additionnelle de 13,9 % dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,15 G\$, ce qui a fait augmenter la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %.

Rockefeller Capital Management

Les résultats financiers de Rockefeller sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable en raison de la représentation au sein du conseil, de la participation au processus d'élaboration des politiques et des initiatives stratégiques communes.

L'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 23,8 % (34,7 % en dollars canadiens), comparativement à 122,1 G\$ US (161,6 G\$) au 31 décembre 2023.

Le 3 avril 2023, la Société a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US).

Northleaf Capital Group Ltd.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation

économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

L'acquisition d'octobre 2020 comprenait une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ à l'échéance de la période de cinq ans qui commence à la date de la transaction, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Au 31 décembre 2024, la juste valeur estimative de la contrepartie additionnelle était de 40,0 M\$ (31 décembre 2023 – néant). La variation de la juste valeur a été comptabilisée à titre d'ajustement du coût de l'investissement de la Société dans Northleaf, dont une tranche de 8,0 M\$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024, ce qui représente une hausse de 5,4 G\$, ou 20,3 %, comparativement à 26,6 G\$ au 31 décembre 2023. L'augmentation au cours de l'exercice est attribuable au montant de 4,9 G\$ affecté à de nouveaux engagements et à l'augmentation de 2,0 G\$ découlant des actifs libellés en dollars américains, facteurs partiellement contrebalancés par une baisse de 1,5 G\$ ayant trait au remboursement du capital.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

Situation de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 910,3 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 544,6 M\$ au 31 décembre 2023.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans les dépôts et certificats.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 605,1 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 358,2 M\$ au 31 décembre 2023 (tableau 25).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;
- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les

commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 547,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1 426,6 M\$ en 2023. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 1 417,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, comparativement à 1 309,9 M\$ en 2023. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 26, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 365,7 M\$ en 2024, comparativement à une diminution de 528,3 M\$ en 2023.

Tableau 25 : Fonds de roulement

Aux 31 décembre (en M\$)	2024	2023
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910,3 \$	544,6 \$
Fonds de clients déposés	3 723,7	3 365,7
Débiteurs et autres actifs	364,7	431,6
Tranche courante des prêts hypothécaires titrisés et autres prêts	1 307,1	1 020,8
	6 305,8	5 362,7
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	797,1	712,9
Dépôts et certificats	3 702,5	3 343,1
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	1 201,1	948,5
	5 700,7	5 004,5
Fonds de roulement	605,1 \$	358,2 \$

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours de l'exercice clos en 2024, par rapport à 2023, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

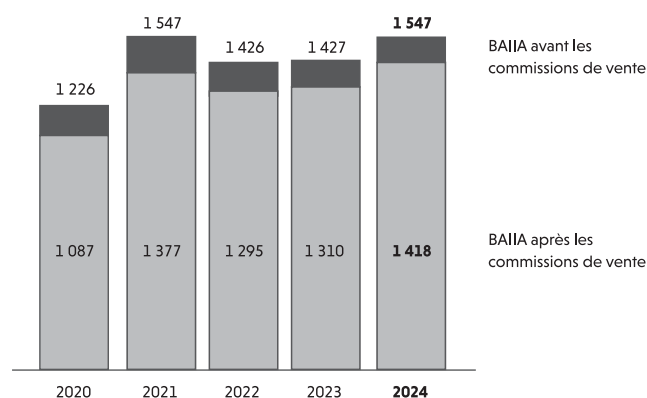
- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- les ajustements pour d'autres éléments en 2023, qui comprennent le profit à la vente partielle de l'investissement de la Société dans Lifeco et le profit à la vente d'IPC;
- la réintégration d'un ajustement exceptionnel en 2023 à l'égard des provisions au titre de la restructuration et autres;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 528,8 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation

Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (« BAIIA »)¹

Pour les exercices (en M\$)



Le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente excluent les éléments suivants :

- 2020 – Le profit à la vente de Personal Capital, le profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements de l'entreprise associée revenant à la Société et les charges de restructuration et autres charges.
- 2021 – La contrepartie additionnelle à recevoir relativement à la vente de Personal Capital en 2020.
- 2023 – Le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente de Lifeco, l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco, les charges de restructuration et autres charges et les autres éléments liés à Lifeco.
- 2024 – Les autres éléments liés à Lifeco et les coûts non récurrents de refinancement de la dette de Rockefeller.

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

de 1 269,5 M\$ en 2024, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 256,0 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 1 217,0 M\$ en 2023;

- le rachat de 3 088 400 actions ordinaires en 2024 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours

Tableau 26 : Flux de trésorerie

Exercices clos les (en M\$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023	Variation
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209,6 \$	1 367,0 \$	(11,5)%
Impôt sur le résultat payé	(194,2)	(222,7)	12,8
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	137,5	(307,0)	n.s.
	1 152,9	837,3	37,7
Activités de financement	(313,4)	(203,8)	(53,8)
Activités d'investissement	(473,8)	(1 161,8)	59,2
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	365,7	(528,3)	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	544,6	1 072,9	(49,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	910,3 \$	544,6 \$	67,2 %

normal des activités de la Société financière IGM au coût de 122,5 M\$. Aucune action n'a été rachetée en 2023;

- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 534,0 M\$ en 2024, comparativement à 535,4 M\$ en 2023.

Les données pour 2023 comprenaient également les éléments suivants :

- le produit net de la facilité de crédit de 550,0 M\$ qui a été remboursé avant la clôture de la vente d'IPC;
- l'émission de débentures d'un montant de 300,0 M\$.

Les activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 par rapport à 2023 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres investissements totalisant 99,4 M\$ et le produit de 108,5 M\$ de la vente d'autres investissements en 2024, comparativement à 86,7 M\$ et à 80,8 M\$, respectivement, en 2023;
- une augmentation des prêts de 1 582,3 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 1 218,1 M\$ en 2024, comparativement à 1 203,2 M\$ et à 1 113,5 M\$, respectivement, en 2023, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et aux acquisitions et autres s'est établie à 87,3 M\$ en 2024, comparativement à 125,0 M\$ en 2023.

Les données pour 2023 comprenaient également les éléments suivants :

- l'investissement dans ChinaAMC de 1 162,4 M\$;

- l'investissement de 857,7 M\$ dans Rockefeller, qui comprenait une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ et les coûts de transaction;
- la vente des actions de Lifeco qui a généré un produit de 552,7 M\$;
- la vente d'IPC qui a généré un produit de 555,0 M\$, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments de bénéfice global totalisait 1,1 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 0,3 G\$ au 31 décembre 2023, comme l'illustre le tableau 27.

Les autres éléments du bénéfice global au titre des avantages du personnel en 2024 découlent d'une augmentation d'environ 0,10 % du taux d'actualisation et d'une hausse du rendement des placements liés aux actifs des régimes de retraite enregistrés.

Le profit lié aux autres investissements en 2024 est principalement attribuable à une variation d'environ 100 % de la juste valeur de Wealthsimple. La variation est conforme à des transactions secondaires de tierces parties conclues au quatrième trimestre, à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et la révision de ses attentes en matière de produits.

Les autres éléments du bénéfice global à l'égard des participations dans des entreprises associées en 2024 découlent essentiellement de l'écart de change ayant trait à l'investissement de la Société dans ChinaAMC et dans Rockefeller.

Tableau 27 : Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

(en M\$)	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2024				
Solde au 1^{er} janvier	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	48,1	523,3	182,4	753,8
Solde au 31 décembre	34,1 \$	917,3 \$	118,7 \$	1 070,1 \$
2023				
Solde au 1 ^{er} janvier	4,4 \$	309,6 \$	48,8 \$	362,8 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(18,4)	85,1	(96,5)	(29,8)
Cession d'une participation dans une entreprise associée	-	-	(16,0)	(16,0)
Sortie d'éléments à la JVAERG	-	(0,7)	-	(0,7)
Solde au 31 décembre	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$

Sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solide. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres, lesquels totalisaient 10,2 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 9,1 G\$ au 31 décembre 2023. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire les besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

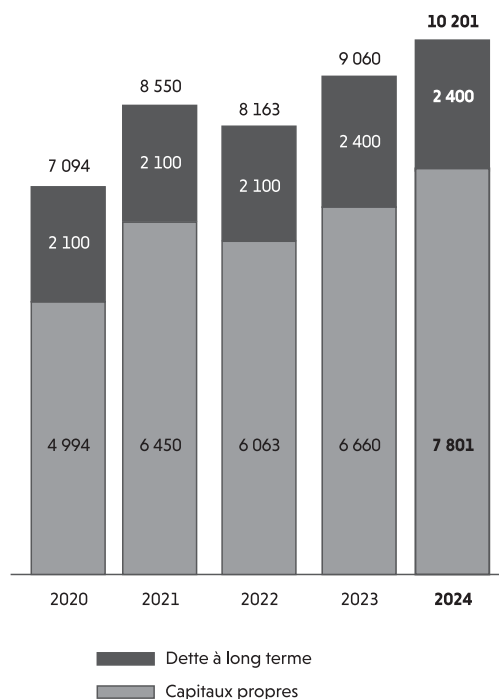
La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2024, inchangée par rapport au 31 décembre 2023. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a racheté 3 088 400 actions ordinaires à un coût de 122,5 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 19 des états financiers consolidés).

Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 5 millions de ses actions ordinaires aux fins d'annulation afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Société a pris fin le 20 décembre 2024, et la Société était autorisée à racheter jusqu'à 3 millions de ses actions ordinaires.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

En 2024, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 533,9 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang

de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Morningstar DBRS aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société à remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements

financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par Morningstar DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de Morningstar DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide, mais leur qualité de crédit est inférieure à la notation AA. Les entreprises qui obtiennent la notation « A (élevée) » pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Instruments financiers

Le tableau 28 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers,

Tableau 28 : Instruments financiers

(en M\$)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres investissements				
– JVAERG	1 350,4 \$	1 350,4 \$	721,4 \$	721,4 \$
– JVRN	118,1	118,1	142,2	142,2
Instruments financiers dérivés	36,0	36,0	42,7	42,7
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 462,4	5 491,9	5 108,7	5 070,8
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	25,7	25,7	49,6	49,6
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	3 702,5	3 702,5	3 344,2	3 344,2
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 024,9	5 098,4	4 687,8	4 695,7
Dettes à long terme	2 400,0	2 485,4	2 400,0	2 453,4

les créiteurs et charges à payer, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence

sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 25 des états financiers consolidés, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

Cadre de gestion des risques

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques exhaustif, qui comporte quatre principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de gestion des risques est approuvé par le conseil d'administration.

Gouvernance du risque

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir l'appétit pour le risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.
- Le comité des ressources humaines supervise les pratiques et les politiques en matière de ressources humaines et de talents, y compris en ce qui concerne la rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef de l'information, du chef des ressources humaines et du chef de la gestion des risques, qui relève du chef de la direction de la Société financière IGM. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de la gestion des risques.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit :

- i) mettre en œuvre et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques;
- ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques;
- iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques;
- iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité exécutif de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques, supervisé par le chef de la gestion des risques, assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité exécutif de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit :

- i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques;
- ii) gérer le processus de gestion des risques;
- iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

Appétit pour le risque

L'appétit de la Société pour divers types de risques est établi au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque, qui est approuvé par le conseil d'administration. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Le cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque facilite l'alignement de la stratégie d'affaires sur le degré d'appétence pour le risque, soutient l'évaluation du déploiement du capital et soutient la détection, l'atténuation et la gestion des risques.

Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de gestion

des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de gestion des risques présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité des risques.

Culture de gestion des risques

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de l'organisation. Le service de gestion des risques organise des ateliers sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin de les sensibiliser à cette question et d'intégrer notre cadre de gestion des risques dans les activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, et sont souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

Principaux risques de l'entreprise

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence

au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Les risques sont déterminés en fonction de notre méthodologie établie, qui tient compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique et d'entreprise.

1) Risque financier

Il s'agit du risque de perte financière lié à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils, au risque de liquidité et de financement, au risque de crédit ou au risque de marché.

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissaient à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 240,2 G\$ au 31 décembre 2023. L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 390,6 G\$ au 31 décembre 2023.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les volumes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils subissent l'incidence des ventes nettes et des variations du marché.

De par leur nature, les marchés mondiaux sont assujettis à l'incertitude et à divers risques. Les fluctuations des cours boursiers, des taux de change, de la valeur des actifs immobiliers, des taux d'intérêt et des écarts de taux ou

Tableau 29 : Actif géré de la Société financière IGM – Composition en fonction de l'actif et en fonction de la devise

Au 31 décembre 2024	Fonds d'investissement	Total
Trésorerie	2,4 %	3,3 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	2,8	2,9
Autres titres à revenu fixe	21,8	22,0
Actions canadiennes	18,0	23,1
Actions étrangères	52,9	47,1
Biens immeubles	2,1	1,6
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	47,6 %	54,2 %
Dollars américains	38,1	34,0
Autres	14,3	11,8
	100,0 %	100,0 %

d'autres valeurs liés aux actifs pourraient faire diminuer l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice de la Société. Un ralentissement économique général, la volatilité des marchés, le rééquilibrage des placements de la clientèle, un faible rendement des placements ou un manque de confiance des investisseurs pourraient également entraîner une baisse des ventes, une hausse des niveaux de rachat et une baisse de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils.

La Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de sa clientèle sera avantageuse à long terme pour les résultats financiers et correspond aux attentes des parties prenantes. Par conséquent, la Société n'entreprend habituellement pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société au risque du marché concorde avec l'expérience de sa clientèle. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

Les titres de capitaux propres canadiens et étrangers sont exposés au risque actions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice. Le risque actions se divise en deux catégories : le risque actions général et le risque propre à l'émetteur. Les gestionnaires de fonds internes et externes de la Société réduisent l'exposition au risque propre à l'émetteur grâce à la diversification.

Les titres à revenu fixe sont exposés au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse du cours de marché des titres à revenu fixe, tandis qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne une hausse du cours de

marché, ce qui a une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Les titres libellés en devises sont exposés au risque de change. La dépréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une baisse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, tandis que l'appréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une hausse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, ce qui aura une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Risque de liquidité et de financement

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;

Tableau 30 : Obligations contractuelles

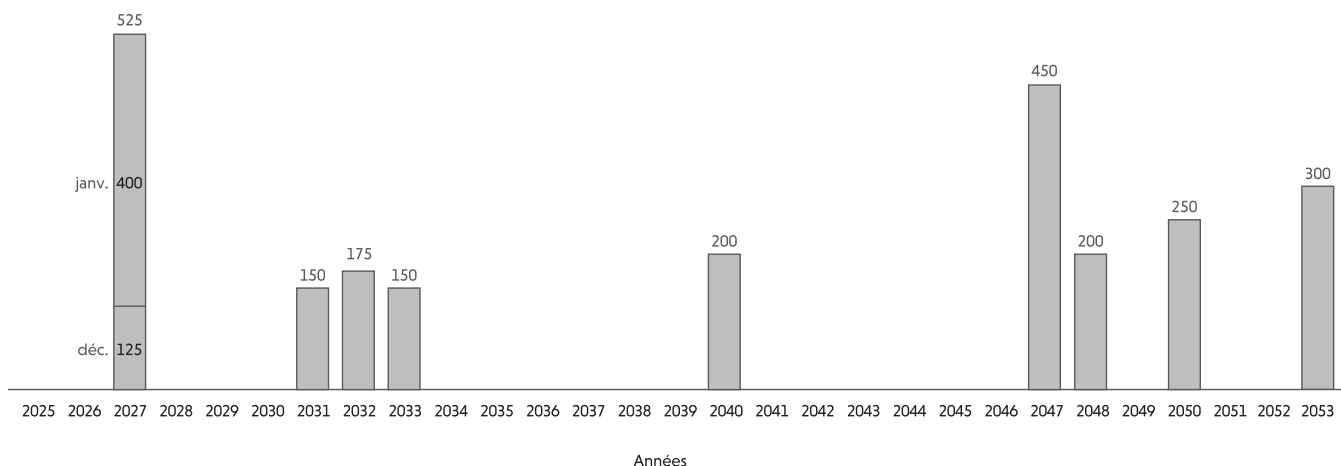
Au 31 décembre 2024 (en M\$)	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Après 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	10,5 \$	15,2 \$	– \$	25,7 \$
Dépôts et certificats ¹	3 702,5	–	–	–	3 702,5
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 190,6	3 815,8	18,5	5 024,9
Contrats de location ²	–	29,3	92,0	107,3	228,6
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	3 702,5 \$	1 230,4 \$	4 448,0 \$	2 000,8 \$	11 381,7 \$

1. Les dépôts et les certificats payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



- la supervision des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels

au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 30.

L'échéancier de la dette à long terme de 2,4 G\$ est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2024, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Les marges de crédit au 31 décembre 2024 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Société n'avait prélevé

aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

En 2023, les banques à charte canadiennes de l'annexe I ont fourni à la Société une facilité d'emprunt à terme non renouvelable liée au produit de la vente d'IPC. La facilité d'emprunt à terme a été remboursée avant la vente d'IPC au quatrième trimestre de 2023.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2022, a été finalisée en 2023. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 70,5 M\$, comparativement à un excédent de 14,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 127,4 M\$, comparativement à 95,0 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2025. Au cours de l'exercice, la Société n'était pas tenue de verser des cotisations en trésorerie (2023 – 3,7 M\$). À la suite de l'évaluation déposée en 2023, la Société financière IGM a reçu un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine évaluation actuarielle, qui devrait avoir lieu au 31 décembre 2025. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de

remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le risque de marché sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 910,3 M\$ (2023 – 544,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 545,0 M\$ (2023 – 216,5 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 365,3 M\$ (2023 – 328,1 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 37,9 M\$ (2023 – 0,5 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 289,5 M\$ (2023 – 36,4 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme et d'acceptations bancaires de 37,9 M\$ (2023 – 291,2 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et

aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, les fonds de clients déposés d'IG Gestion de patrimoine, qui s'élevaient à 3,7 G\$ (31 décembre 2023 – 3,4 G\$), étaient déposés dans des banques à charte de l'annexe I et environ 92 % des dépôts de clients étaient assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »).

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires résidentiels, (incluant les marges de crédit hypothécaire) de 5,5 G\$ (2023 – 5,1 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,1 G\$ (2023 – 4,7 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 405,7 M\$ (2023 – 375,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,2 M\$ (2023 – 11,5 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen d'un réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client ou d'une cliente.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,5 G\$ (2023 – 2,4 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,6 G\$ (2023 – 2,3 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont

la juste valeur s'élevait à 62,7 M\$ (2023 – 58,0 M\$) et à 38,0 M\$ (2023 – 37,0 M\$), respectivement, au 31 décembre 2024. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2024, une proportion de 48,9 % (2023 – 50,7 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,5 M\$, comparativement à 3,1 M\$ au 31 décembre 2023. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,1 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 2,8 M\$ au 31 décembre 2024.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 0,7 M\$ par rapport au 31 décembre 2023, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients et nos clientes; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir

le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la section « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 40,4 M\$ (2023 – 51,2 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 20,6 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 3,7 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2024. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2023.

Se référer aux notes 2, 7, 8 et 24 des états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc. pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas,

financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2024, ce swap avait une juste valeur négative de 3,6 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur positive de 7,7 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (31 décembre 2023 – 0,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2024, ces swaps avaient une juste valeur négative de 4,3 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 12,5 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (31 décembre 2023 – 1,4 G\$). Au 31 décembre 2024, la juste valeur négative nette de 7,9 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 4,8 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,7 G\$ (31 décembre 2023 – 1,6 G\$).

- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,1 M\$ (31 décembre 2023 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 166,0 M\$ au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 – 181,5 M\$).

Au 31 décembre 2024, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,5 M\$ (31 décembre 2023 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de

taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées, lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2024, la juste valeur des autres investissements était de 1,5 G\$ (31 décembre 2023 – 0,9 G\$), comme l'illustre le tableau 22, et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 4,0 G\$ au 31 décembre 2024 (31 décembre 2023 – 3,7 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2024, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 137,8 M\$ (152,3 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 4,8 M\$ (5,3 M\$).

2) Risque opérationnel

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances

ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou des événements externes.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes liés à l'information, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des défaillances de tiers clés, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent du service de gestion des risques, du service de la conformité et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus de gouvernance de l'assurance qui comprend la supervision par le comité directeur en matière d'assurance et par les hauts dirigeants. Dans le cadre de ce processus, la nature et l'étendue de la couverture d'assurance de la Société font régulièrement l'objet d'examen afin de s'assurer que la protection demeure appropriée et qu'elle est conforme aux lois, aux règlements et aux ententes contractuelles pertinents.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

Cyberrisque et risque lié aux technologies

Il s'agit du risque de défaillance ou d'utilisation inappropriée des systèmes liés à l'information et à la technologie qui permettent la mise en œuvre des activités et des stratégies d'affaires, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités et des occasions manquées.

La technologie est à la base de nos activités et de l'expérience client, des employés et des conseillers. Par conséquent, nous sommes exposés à des risques liés à la cybersécurité, comme le vol d'identité, les brèches dans les systèmes technologiques et les attaques de logiciels malveillants. À l'échelle mondiale, le volume de ces activités a augmenté et pourrait compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de sa clientèle ou d'autres parties prenantes, et pourrait également entraîner d'autres conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru

ou des dommages à la réputation. Notre politique de gestion des risques liés à la technologie fournit un cadre de gestion du risque lié aux technologies, et nos programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, nos processus de comparaison de nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur ainsi que nos méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et les moyens dont nous nous sommes dotés pour intervenir en cas de besoin assurent notre résilience dans le cadre de la gestion de ce risque.

Risque lié aux relations avec des tiers

Il s'agit du risque qui existe du fait de recourir à des tiers externes pour soutenir ou exécuter entièrement les tâches nécessaires aux activités et à la stratégie de l'entreprise.

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficacité. Notre exposition au risque lié aux relations avec des tiers peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources spécialisées, incluant des politiques en matière de gestion du risque lié aux relations avec des tiers, d'approvisionnement et de contrats, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux relations avec des tiers. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers et de manière continue. Tandis que nous nous fions de plus en plus à des tiers, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

Risque lié aux modèles

Il s'agit du risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation découlant de conclusions et de décisions fondées sur des modèles incorrects ou mal utilisés.

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

Risque juridique et réglementaire

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées. Ce risque est lié à la réglementation portant sur la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités, y compris dans les territoires étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences d'un organisme d'autorégulation, l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »). Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit

régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Risque lié à la protection de la vie privée

Le risque lié à la protection de la vie privée est le risque que les renseignements personnels soient accessibles, recueillis, utilisés, transférés, divulgués et conservés en violation des lois, des règlements ou des normes éthiques applicables. Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services à la clientèle, et lorsque nous avons obtenu son consentement.

Si nous devons partager les renseignements personnels avec des tiers, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de mesures contractuelles et d'autres mesures qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise lié à la protection de la vie privée pour gérer le risque lié à la protection de la vie privée. Notre chef de la protection des renseignements personnels dirige et supervise notre programme en matière de protection de la vie privée, en partenariat avec des équipes interfonctionnelles, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des normes et des contrôles à l'échelle de l'entreprise concernant la gestion et la protection des renseignements personnels. L'équipe responsable de la protection de la vie privée de l'entreprise, qui relève ultimement du chef de la protection des renseignements personnels, travaille avec les unités d'exploitation de première ligne pour traiter des questions de protection de la vie privée.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite.

La formation aborde nos obligations, nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié au personnel

Ce risque se rapporte à l'incapacité potentielle à attirer ou à maintenir en poste du personnel ou des conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, à avoir une main-d'œuvre diversifiée, équitable et inclusive, à offrir des occasions de perfectionnement pour atteindre les objectifs d'affaires actuels et futurs, à soutenir le bien-être et la mobilisation des employés et à soutenir la planification continue de la relève et de la transition du personnel ou des affaires.

Nous gérons ce risque au moyen d'une rémunération et d'une gamme d'avantages concurrentiels, de programmes de formation et de perfectionnement, ainsi que de sondages périodiques auprès du personnel et des conseillers et conseillères.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion pour favoriser une

expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et employées, nos conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, ainsi que pour notre clientèle, ce qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en nous assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

Gestion de la continuité des activités

Il s'agit du risque que l'organisation ne puisse pas rétablir et maintenir efficacement les processus d'affaires critiques en cas d'interruption (circonstances internes, externes, physiques ou naturelles) ou réagir à une crise ou à un événement d'urgence.

Un programme de gestion de la continuité des activités assure le maintien des processus critiques de la Société en cas d'interruption des activités.

Le plan d'intervention en cas de crise de la Société décrit les politiques et les procédures à suivre pour faire face aux situations qui pourraient avoir des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. Une équipe chargée de l'évaluation des crises, composée de hauts dirigeants, est responsable d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société teste les plans de continuité des activités et de reprise après sinistre et effectue des exercices de simulation de crise sur une base régulière.

3) Risque stratégique et risque d'entreprise

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant de facteurs liés à l'environnement externe, à la stratégie ou à des activités commerciales précises de la Société.

Conjoncture commerciale générale

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, l'inflation et les facteurs démographiques peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, leurs niveaux de revenus et leur épargne. En outre, le risque géopolitique, l'instabilité gouvernementale, des tensions commerciales soutenues, y compris des mesures tarifaires et d'autres mesures gouvernementales, ainsi que d'autres facteurs peuvent influencer sur l'inflation, les taux d'intérêt, la croissance économique mondiale et la conjoncture des marchés au sein desquels la Société exerce ses activités. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et de services de la Société financière IGM ou amener les investisseurs à demander le rachat de leurs placements. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la section « Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec la clientèle et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers du secteur Gestion de patrimoine et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 31 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

Tableau 31 : Taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme

	31 déc. 2024	31 déc. 2023
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	12,6 %	12,2 %
Mackenzie	18,7 %	17,1 %

Établissement de la stratégie

Il s'agit du risque de ne pas parvenir à établir ou à atteindre les objectifs stratégiques appropriés, ce qui aurait une incidence sur le rendement de l'entreprise.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par deux sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

Risque lié à la concurrence

Produits et services offerts

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et

services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM, y compris ses filiales et les investissements stratégiques, évolue dans un environnement hautement concurrentiel et livre concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et de clientes et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons aux conseillers du secteur Gestion de patrimoine, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le volume de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions. Notre politique de gestion du risque des placements contient également des dispositions visant à réduire ce risque.

Relations d'affaires/relations avec la clientèle

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec la clientèle

ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement la clientèle et les conseillers et conseillères d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, la clientèle des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et sous-conseillères et les autres fournisseurs de produits.

Toutes les ventes de fonds d'investissement, les souscriptions d'assurance, ainsi que les souscriptions de prêts hypothécaires et bancaires d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec la clientèle, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers ou de conseillères clés, elle pourrait perdre des clients ou des clientes, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives, ainsi que sur notre culture et notre capacité à attirer des conseillers et des conseillères clés. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et de conseillères et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de sa clientèle.

La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers et les conseillères financières offrent à leur clientèle des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service

ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

Risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société, y compris dans les pays étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et de la clientèle. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal, l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

Risque lié aux acquisitions

Ce risque se rapporte au risque que les objectifs visés ne soient pas atteints dans le cadre des acquisitions et des investissements stratégiques de la Société. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition.

Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition et des investissements stratégiques de la Société repose sur le maintien de l'actif géré, de la clientèle et des employés clés de la société acquise.

Catastrophes naturelles ou causées par l'humain

Il s'agit du risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société. La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue de la couverture d'assurance appropriée lorsqu'elle souhaite déterminer la protection adéquate nécessaire contre les pertes imprévues et lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Risques environnementaux et sociaux

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant de l'incapacité de la Société à gérer les enjeux environnementaux ou sociaux en évolution liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable, ou à y répondre, et, de plus en plus, à la conformité à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur la clientèle, les entités émettrices et les fournisseurs.

L'environnement réglementaire en matière de durabilité et de questions liées aux changements climatiques évolue rapidement. En décembre 2024, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (« CCNID ») a publié ses Normes canadiennes d'information sur la durabilité volontaires définitives, qui sont pour la plupart alignées sur celles du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité

(International Sustainability Standards Board – ISSB). Les règles définitives des Autorités canadiennes en valeurs mobilières détermineront l'applicabilité pour la Société financière IGM.

Compte tenu de la diversité des points de vue de nos parties prenantes et de nos collectivités sur les questions environnementales et sociales, certaines personnes pourraient considérer nos actions ou nos inactions dans la gestion de ces questions de façon défavorable. Cela pourrait éventuellement accroître nos risques en matière environnemental et social.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'utilisation du sol, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et les répercussions sur la collectivité.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, nos sociétés en exploitation ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant la durabilité. Ce rapport sur le développement durable peut être consulté sur notre site Web. La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions. Les informations à fournir sont fondées sur des normes et des référentiels reconnus à l'échelle mondiale élaborés par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC »), le Sustainability Accounting Standards Board (« SASB ») et la Global Reporting Initiative (« GRI »), entre autres.

Gouvernance

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui

comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG.

Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG et aux changements climatiques soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Ses responsabilités consistent notamment à s'assurer que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques environnementaux et sociaux et de définir la tolérance au risque, à s'assurer que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques et à examiner régulièrement le processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques environnementaux et sociaux revient essentiellement à la haute direction de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux. Le comité directeur du développement durable est chargé d'assurer la gouvernance centrale de la gestion en matière de durabilité dans l'ensemble d'IGM, notamment en ce qui a trait aux politiques et aux stratégies, aux objectifs et aux cibles, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'examen des rapports et des informations à fournir au public. Notre chef de la gestion des risques supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable et de gestion des risques de l'entreprise, en faisant rapport au président et chef de la direction. Le chef des services financiers est responsable de la présentation de l'information financière, y compris de la surveillance de toutes informations financières à fournir en lien avec la durabilité future.

D'autres comités de gestion et groupes de travail supervisent également la gouvernance liée aux questions environnementales et sociales dans l'ensemble de la Société.

Risque lié au climat

Stratégie

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques.

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de

tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie carboneutre. Nous mettons également davantage l'accent sur la sensibilisation et la communication avec la clientèle et les conseillers et conseillères à propos de l'investissement durable et des changements climatiques.

Par conséquent, la stratégie mise à jour portant sur la durabilité de la Société financière IGM présente l'action pour le climat comme l'une des trois grandes priorités. Par l'intermédiaire des activités de gestion d'actifs et de patrimoine de la Société financière IGM, cette stratégie vise l'investissement dans des solutions à long terme qui sont bonnes pour le climat afin de soutenir un avenir carboneutre.

Nos sociétés en exploitation participent activement à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à réduire les émissions et à élargir les informations financières sur les changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe spécialisée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, laquelle sensibilise aux facteurs ESG et aux changements climatiques les groupes responsables de la gestion d'actifs. Afin de soutenir directement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, Mackenzie a élargi sa gamme de fonds d'investissement au moyen de l'acquisition de Greenchip, une boutique de placement qui se concentre exclusivement sur les investissements thématiques visant à lutter contre les changements climatiques, de Northleaf Capital Partners, une société de capital-investissement qui détient des placements dans les infrastructures d'énergie renouvelable, du lancement de l'équipe Betterworld en 2021, qui investit dans des sociétés ayant une incidence positive sur la population et la planète, et de fonds accordant la priorité aux titres d'emprunt qui favorisent la durabilité et qui tiennent compte des facteurs ESG, y compris les obligations vertes.

IG Gestion de patrimoine a intégré les questions environnementales et climatiques à ses processus de sélection et de surveillance de sous-conseillers, ainsi qu'à sa stratégie de développement de produits. En 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir à la clientèle la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie carboneutre et de profiter des occasions qui en découlent.

Nous avons mis en place pour nos fonds d'investissement des outils destinés à améliorer notre évaluation quantitative des risques et des occasions liés au climat. Ces outils analysent les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons, aux catégories d'actifs et aux portefeuilles. Ce système nous permet de modéliser d'éventuels scénarios de transition et de suivre nos portefeuilles en fonction de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce système examine également le caractère suffisant des réductions d'émissions au fil du temps pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous explorons des outils d'analyse de scénarios avec l'aide de fournisseurs externes de données afin de réaliser une analyse de scénarios liés aux changements climatiques dans l'ensemble de nos activités.

Gestion des risques

Le risque climatique est pris en compte dans les risques stratégiques et d'entreprise, mais nous reconnaissons la relation entre le risque climatique et les autres risques.

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de notre clientèle, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification au sein de l'ensemble de nos portefeuilles de placements nous aide à gérer notre exposition à une société, à un secteur ou à une région géographique qui pourrait être exposé aux risques liés au climat. Nous sommes également exposés à l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens, dont les activités pourraient être perturbées, et sur les évaluations des immeubles de placement et des prêts hypothécaires de la clientèle, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nos sociétés en exploitation se sont engagées à maintenir des programmes et des politiques d'investissement durable qui tiennent particulièrement compte des risques liés au climat.

Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour

les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, sur les mesures et les cibles, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à l'élaboration de notre information financière relative aux changements climatiques, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. Nous avons mis l'accent sur l'élaboration de ressources et d'outils afin d'évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour nos portefeuilles de titres de capitaux propres gérés par Mackenzie. Grâce à ces outils, nous pouvons évaluer le lien entre les données historiques sur les émissions de gaz à effet de serre et les températures du portefeuille afin de repérer les émetteurs les plus importants et d'orienter les activités d'engagement auprès des sociétés qui font face à des risques liés à la transition. À IG Gestion de patrimoine, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

Afin de maximiser les efforts de gérance, Mackenzie s'engage dans des discussions directes entre les gestionnaires de portefeuille et les sociétés et les émetteurs, dans ses engagements à l'échelle de l'entreprise, ainsi que dans des collaborations avec des pairs à l'égard d'initiatives pour lesquelles la voix des investisseurs collectifs exerce une plus grande influence. Au sein d'IG Gestion de patrimoine, les sous-conseillers en gestion des placements, dont Mackenzie, sont responsables des activités relatives à l'engagement, et IG Gestion de patrimoine surveille leurs pratiques dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Placements Mackenzie est un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques.

Mesures et cibles

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP, dans notre rapport sur le développement durable d'IGM et dans notre rapport sur l'investissement durable de Placements Mackenzie, disponibles sur nos sites Web. À Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de l'intégration des facteurs ESG dans son processus de placement, y compris la détermination des émissions de GES appropriées et d'autres mesures pour évaluer les risques et les occasions liés au climat dans les stratégies

de placement. Les équipes ont accès aux outils et aux mesures de données ESG pour appuyer leur évaluation.

Actuellement, nous signalons des émissions de GES du périmètre 1, du périmètre 2 et du périmètre 3, dans la mesure du possible, dont une partie de nos émissions du périmètre 3 et l'intensité carbonique moyenne pondérée. Nous continuons de nous efforcer de donner des évaluations et des renseignements plus complets sur nos émissions relativement à nos portefeuilles de placements, à mesure que les outils se perfectionnent et que les renseignements se précisent.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 60 % (4,0 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,4 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 61 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec la clientèle à définir et à réaliser ses objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 36 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,4 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2023, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres

catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 74 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 192 G\$ au 31 décembre 2024, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées

dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 47 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 décembre 2024.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 72 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 71 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 décembre 2024. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;
- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'environnement concurrentiel

Le secteur Gestion de patrimoine de la Société financière IGM est en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Son secteur Gestion d'actifs est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements en ce qui a trait à l'actif géré, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des clients et des clientes.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de

distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences de la clientèle pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour sa clientèle et ses actionnaires. Nous travaillons notamment à la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à notre clientèle. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec sa clientèle, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir l'une des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

Une vaste gamme de produits

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille

novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour la clientèle.

Des relations durables avec la clientèle

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers et conseillères ont tissées avec la clientèle. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

Sommaire des estimations comptables critiques

Pour rédiger des états financiers conformément aux normes IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'application de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après :

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des dépôts et des certificats, des obligations à l'égard d'entités de titrisation et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. Lorsque les cours de marché ne sont pas disponibles, la juste valeur des instruments financiers, y compris les investissements d'entreprise et les dérivés relatifs

aux prêts titrisés de la Société, est déterminée au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements importants sur le plan du bénéfice net.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 13 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable,

des démarches d'évaluation sont utilisées. Celles-ci comprennent l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie et l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables. Les hypothèses et les estimations utilisées tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, des taux d'actualisation, ainsi que des multiples de capitalisation.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 1^{er} avril 2024 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de perte de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les états consolidés du résultat net. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré, et l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du présent rapport de gestion et à la note 17 des états financiers consolidés.
- *Commissions de vente inscrites à l'actif* – Les commissions versées directement par le client, calculées à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine, sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la

valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société, entre autres, effectue le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2024, les commissions de vente inscrites à l'actif ne montraient aucun signe de dépréciation.

- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime de retraite à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes de retraite à prestations définies est le 31 décembre. En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une note AA. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui

calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société constate les écarts actuariels de tous ses régimes de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global.

Les taux d'actualisation ont augmenté depuis le 31 décembre 2023. Le taux d'actualisation du RRE de la Société au 31 décembre 2024 s'établissait à 4,75 %, comparativement à 4,65 % au 31 décembre 2023. L'actif des régimes de retraite a augmenté pour s'établir à 593,7 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 536,0 M\$ au 31 décembre 2023, en raison de l'appréciation du marché. Le total de l'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies a augmenté pour s'établir à 476,2 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 474,4 M\$ au 31 décembre 2023. Le régime de retraite à prestations définies a présenté un actif au titre des prestations constituées de 117,4 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à un actif au titre des prestations constituées de 61,6 M\$ au 31 décembre 2023. Les écarts actuariels comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global, y compris au titre du régime de retraite à prestations définies, du RRSD et du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, ont représenté des gains de 65,7 M\$ (48,1 M\$ après impôt) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Une diminution de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2024 entraînerait une variation de 20,0 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 18,1 M\$ des autres éléments du résultat global et de 1,9 M\$ au titre de la charge de retraite.

Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société du régime de retraite et des avantages complémentaires de retraite et des sensibilités connexes sont présentés aux notes 2 et 16 des états financiers consolidés.

Changements de méthodes comptables

IAS 12 *Impôts sur le résultat*

La Société a adopté les modifications des normes IFRS pour IAS 12 *Impôts sur le résultat* et elle a appliqué l'exemption relative à la comptabilisation des actifs et des passifs d'impôt différé et à la présentation de l'information à ce sujet selon le modèle de règles du Pilier Deux par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 9 *Instruments financiers* et IFRS 7 *Instruments financiers* : *Informations à fournir, modifications*

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers*, et à IFRS 7 *Instruments financiers* : *Informations à fournir*. Les modifications introduisent des obligations d'information supplémentaires visant à accroître la transparence à l'égard des variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et à clarifier le moment de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, et une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications.

IFRS 18 *États financiers* : *Présentation et informations à fournir*

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers* : *Présentation et informations à fournir* (IFRS 18). IFRS 18, qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*, introduit de nouvelles exigences pour présenter les catégories spécifiées et les sous-totaux définis dans les états du résultat net, de nouvelles informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction et des exigences additionnelles concernant le regroupement et la ventilation des informations. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, et une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

Autres

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable a) que l'information importante relative à la Société est communiquée au président et chef de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes, particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs

mobilières est constatée, traitée, résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2024, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS. La direction de la Société est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié.

Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

La direction de la Société, sous la supervision du président et chef de la direction ainsi que du chef des services financiers, a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société suivant les critères de l'Internal Control – Integrated Framework

(le cadre COSO de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. La Société a adopté progressivement le cadre COSO de 2013 au cours de 2014. En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2024, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux normes IFRS.

Compte non tenu de ce qui précède, au cours du quatrième trimestre de 2024, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

Transactions entre parties liées

La Société financière IGM conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco qui, elle, est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2024 et en 2023, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 60,4 M\$ (2023 – 51,7 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 62,0 M\$ (2023 – 59,8 M\$) et a versé un montant de 5,3 M\$ (2023 – 19,6 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le résultat en 2024, la Société a conclu une transaction de consolidation de pertes fiscales avec une filiale de Power, aux termes de laquelle les actions d'une société liée ayant généré des pertes fiscales ont été acquises le 20 décembre 2024. La Société a comptabilisé l'avantage découlant des pertes fiscales réalisées au quatrième trimestre de 2024.

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'IPC à la Canada Vie.

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis une participation additionnelle dans ChinaAMC auprès de Power et a vendu une partie de sa participation dans Lifeco à Power.

Les transactions d'acquisition et de vente ont été comptabilisées à la juste valeur.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 3, 10 et 28 des états financiers consolidés de la Société.

Données liées aux actions en circulation

Au 31 décembre 2024, il y avait 237 878 838 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 décembre 2024, il y avait 8 026 118 options sur actions en cours; de ce nombre, 4 786 815 pouvaient être exercées. Au 31 janvier 2025, il y avait 237 389 346 actions ordinaires en circulation et 7 833 110 options sur actions en cours, dont 4 593 807 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedarplus.ca.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière	103
Rapport de l'auditeur indépendant	104
États consolidés du résultat net	107
États consolidés du résultat global	108
Bilans consolidés	109
États consolidés des variations des capitaux propres	110
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	111
Notes annexes	
Note 1. Information sur la Société	112
Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives	112
Note 3. Activités abandonnées	118
Note 4. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients	119
Note 5. Charges	120
Note 6. Autres investissements	120
Note 7. Prêts	121
Note 8. Titrisations	121
Note 9. Autres actifs	122
Note 10. Participation dans des entreprises associées	123
Note 11. Immobilisations	126
Note 12. Commissions de vente inscrites à l'actif	126
Note 13. Goodwill et immobilisations incorporelles	127
Note 14. Dépôts et certificats	128
Note 15. Autres passifs	128
Note 16. Avantages du personnel	128
Note 17. Impôt sur le résultat	132
Note 18. Dette à long terme	134
Note 19. Capital social	134
Note 20. Gestion du capital	135
Note 21. Paiements fondés sur des actions	136
Note 22. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	138
Note 23. Gestion des risques	138
Note 24. Instruments financiers dérivés	142
Note 25. Juste valeur des instruments financiers	143
Note 26. Bénéfice par action ordinaire	146
Note 27. Passifs éventuels et garanties	147
Note 28. Transactions entre parties liées	147
Note 29. Information sectorielle	148

Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. ont été préparés par la direction, qui doit s'assurer de l'intégrité, de l'objectivité et de la fiabilité de l'information présentée. La direction est donc tenue de choisir des principes comptables appropriés, de porter des jugements et d'établir des estimations. Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board. L'information financière présentée dans les autres sections de ce rapport annuel est conforme à celle qui est présentée dans les états financiers consolidés pour les périodes correspondantes.

La direction de la Société s'est dotée de systèmes de contrôles internes et d'autres procédés à l'appui en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que la totalité de l'actif sous le contrôle de la Société est convenablement préservée. Ces contrôles et procédés à l'appui comprennent l'établissement de normes de qualité touchant l'embauche et la formation des employés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une définition précise des responsabilités et des exigences de rendement, et la communication aux employés des politiques et des directives de l'entreprise. Les contrôles internes font également l'objet de révisions et d'évaluations approfondies menées par l'auditeur interne et sont également soumis à l'examen minutieux de l'auditeur externe.

La responsabilité ultime des états financiers consolidés incombe au conseil d'administration, qui s'en acquitte avec l'aide d'un comité d'audit formé uniquement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit revoit les états financiers consolidés et en recommande l'approbation au conseil d'administration. Il étudie également les recommandations de l'auditeur interne et de l'auditeur externe en vue d'améliorer les contrôles internes et s'assure que la direction donne suite à ces recommandations. Dans l'exercice de ses fonctions, le comité d'audit rencontre régulièrement la direction, l'auditeur interne et de l'auditeur externe afin de fixer la portée et le calendrier de leurs audits respectifs, d'étudier leurs conclusions et de s'assurer qu'ils se sont bien acquittés de leurs tâches.

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été audités par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., auditeur indépendant nommé par les actionnaires, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada; par suite de cet audit, l'auditeur a formulé son opinion dans le rapport de l'auditeur indépendant. L'auditeur externe peut à son gré rencontrer le comité d'audit afin de discuter de ses conclusions.



James O'Sullivan
Le président et
chef de la direction



Keith Potter
Le vice-président exécutif et
chef des services financiers

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de la Société financière IGM Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société financière IGM Inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2024 et 2023, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Une question clé de l'audit est une question qui, selon notre jugement professionnel, a été des plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Cette question a été traitée dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur cette question.

Autres investissements – Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») (se reporter aux notes 2, 6 et 25 des états financiers)

Description de la question clé de l'audit

Le solde des autres investissements de la Société comprend un placement en titres de capitaux propres dans Wealthsimple, qui est comptabilisé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Étant donné que Wealthsimple est une société fermée, la direction doit faire preuve d'un degré élevé de jugement pour déterminer la juste valeur de l'investissement. À cette fin, la direction a tenu compte d'une approche par le marché fondée sur des paramètres d'évaluation observables, incluant les multiples des produits, et de l'analyse des flux de trésorerie actualisés.

La direction a dû porter des jugements importants pour déterminer les démarches d'évaluation les plus appropriées et les données d'entrées utilisées pour chacune d'entre elles, y compris les multiples des produits connexes à appliquer dans le cadre de l'approche par le marché. L'audit de la juste valeur de Wealthsimple a exigé un degré élevé de jugement de la part de l'auditeur, ce qui a donné lieu à un travail d'audit plus étendu, dont le recours à des spécialistes en juste valeur.

Façon dont la question clé de l'audit a été traitée dans le cadre de l'audit

Avec l'aide de spécialistes en juste valeur, nos procédures d'audit relatives à la juste valeur de Wealthsimple comprenaient, entre autres, les éléments suivants :

- Nous avons évalué le caractère approprié des approches liées à la juste valeur et avons élaboré des estimations de la juste valeur indépendantes dans le cadre d'une approche par le marché indépendante, en analysant les transactions secondaires de tierces parties et les multiples des produits de sociétés ouvertes comparables en fonction des données sur les produits fournies à la Société par Wealthsimple.
- Nous avons évalué les transactions secondaires de tierces parties afin de déterminer si l'estimation de leur juste valeur aux dates de transaction était appropriée.
- Nous avons évalué l'information interne et externe pertinente, y compris les données sur le secteur, ainsi que le caractère raisonnable des données non observables dans les cas où ces données étaient plus subjectives.
- Nous avons comparé l'estimation de la juste valeur indépendante à l'estimation de la juste valeur établie par la direction.
- Nous avons effectué une évaluation rétrospective indépendante et avons analysé la performance financière de Wealthsimple au moyen de données sur les produits fournies à la Société par Wealthsimple afin de déterminer l'incidence sur la détermination de la juste valeur.
- Nous avons évalué les autres informations disponibles et avons examiné si ces informations étayaient ou contredisaient les conclusions de la Société.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées

comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est David Dalziel.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 15 février 2024

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens sauf les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2024	2023
Produits		
Gestion de patrimoine (note 4)	2 436 102 \$	2 199 681 \$
Gestion d'actifs	1 002 682	949 041
Charge de rémunération des courtiers	(329 168)	(314 107)
Gestion d'actifs – produits nets (note 4)	673 514	634 934
Produits tirés des placements nets et autres produits	53 041	37 646
Profit à la vente des actions de Lifeco (note 10)	–	172 977
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 10)	212 777	200 137
	3 375 434	3 245 375
Charges (note 5)		
Services-conseils et croissance des affaires	1 120 730	1 006 252
Activités et services de soutien	837 656	905 704
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	78 059	65 731
Charges d'intérêts (note 18)	129 379	123 231
	2 165 824	2 100 918
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209 610	1 144 457
Impôt sur le résultat (note 17)	272 171	215 077
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	937 439	929 380
Bénéfice net tiré des activités abandonnées (note 3)	–	223 131
Bénéfice net	937 439	1 152 511
Participation ne donnant pas le contrôle (notes 3 et 10)	(3 925)	(3 619)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933 514 \$	1 148 892 \$
Bénéfice par action (en \$) (note 26)		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires tiré des activités poursuivies		
– De base	3,93 \$	3,89 \$
– Dilué	3,93 \$	3,88 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires		
– De base	3,93 \$	4,83 \$
– Dilué	3,93 \$	4,82 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2024	2023
Bénéfice net	937 439 \$	1 152 511 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt		
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 6), déduction faite de l'impôt de (80 662) \$ et de (12 315) \$	523 303	85 054
Avantages du personnel		
Gains actuariels (pertes actuarielles) nets, déduction faite de l'impôt de (17 661) \$ et de 6 767 \$	48 070	(18 378)
Participation dans des entreprises associées – avantages du personnel et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de néant	3 229	1 472
Éléments qui pourraient être reclassés subséquemment en résultat net		
Participation dans des entreprises associées et autres		
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt de (9 448) \$ et de 6 751 \$	179 127	(97 913)
	753 729	(29 765)
Total du bénéfice global	1 691 168	1 122 746
Participation ne donnant pas le contrôle	(3 925)	(3 619)
Total du bénéfice global attribuable aux actionnaires ordinaires	1 687 243 \$	1 119 127 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 décembre	2024	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	910 278 \$	544 633 \$
Autres investissements (note 6)	1 468 457	863 598
Fonds de clients déposés	3 723 661	3 365 722
Débiteurs et autres montants à recevoir	268 413	335 552
Impôt sur le résultat à recouvrer	1 281	38 292
Prêts (note 7)	5 462 405	5 108 696
Instruments financiers dérivés (note 24)	36 022	42 729
Autres actifs (note 9)	187 139	112 474
Participation dans des entreprises associées (note 10)	3 979 744	3 659 174
Immobilisations (note 11)	309 119	306 961
Commissions de vente inscrites à l'actif (note 12)	418 996	394 736
Impôt sur le résultat différé (note 17)	3 486	3 232
Immobilisations incorporelles (note 13)	1 277 200	1 250 712
Goodwill (note 13)	2 636 771	2 636 771
Total de l'actif	20 682 972 \$	18 663 282 \$
Passif		
Créditeurs et charges à payer	492 326 \$	444 690 \$
Impôt sur le résultat à payer	33 464	9 535
Instruments financiers dérivés (note 24)	25 721	49 580
Dépôts et certificats (note 14)	3 702 514	3 344 190
Autres passifs (note 15)	409 524	394 926
Obligations à l'égard d'entités de titrisation (note 8)	5 024 916	4 687 827
Obligations locatives	160 804	169 940
Impôt sur le résultat différé (note 17)	563 297	442 186
Dettes à long terme (note 18)	2 400 000	2 400 000
Total du passif	12 812 566	11 942 874
Capitaux propres		
Capital social (note 19)		
Actions ordinaires	1 785 233	1 690 626
Surplus d'apport	54 589	57 926
Bénéfices non distribués	4 890 896	4 595 620
Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 22)	1 070 057	316 290
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	7 800 775	6 660 462
Participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	69 631	59 946
Total des capitaux propres	7 870 406	6 720 408
Total du passif et des capitaux propres	20 682 972 \$	18 663 282 \$

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et l'autorisation de publication a été donnée le 6 février 2025.



James O'Sullivan
Administrateur

(Se reporter aux notes annexes.)



John McCallum
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social – Actions ordinaires (note 19)	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale) (note 22)	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
2024						
Solde au début	1 690 626 \$	57 926 \$	4 595 620 \$	316 290 \$	59 946 \$	6 720 408 \$
Bénéfice net	–	–	933 514	–	3 925	937 439
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	753 729	–	753 729
Total du bénéfice global (de la perte globale)	–	–	933 514	753 729	3 925	1 691 168
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	116 857	–	–	–	–	116 857
Rachetées aux fins d'annulation	(22 250)	–	–	–	–	(22 250)
Options sur actions						
Charge de la période	–	3 364	–	–	–	3 364
Exercées	–	(6 701)	–	–	–	(6 701)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(533 875)	–	–	(533 875)
Dividendes aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	(2 240)	(2 240)
Émission d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	–	–	–	–	8 000	8 000
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	(38)	38	–	–
Prime à l'annulation d'actions ordinaires et autres	–	–	(104 325)	–	–	(104 325)
Solde à la fin	1 785 233 \$	54 589 \$	4 890 896 \$	1 070 057 \$	69 631 \$	7 870 406 \$
2023						
Solde au début	1 672 799 \$	54 134 \$	3 973 456 \$	362 766 \$	66 677 \$	6 129 832 \$
Bénéfice net	–	–	1 148 892	–	3 619	1 152 511
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale), déduction faite de l'impôt	–	–	–	(29 765)	–	(29 765)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	–	–	1 148 892	(29 765)	3 619	1 122 746
Actions ordinaires						
Émises en vertu du régime d'options sur actions	17 827	–	–	–	–	17 827
Options sur actions						
Charge de la période	–	4 744	–	–	–	4 744
Exercées	–	(952)	–	–	–	(952)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	(535 703)	–	–	(535 703)
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 10)	–	–	(2 017)	(16 008)	–	(18 025)
Sortie d'éléments à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	–	703	(703)	–	–
Autres	–	–	10 289	–	(10 350)	(61)
Solde à la fin	1 690 626 \$	57 926 \$	4 595 620 \$	316 290 \$	59 946 \$	6 720 408 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2024	2023
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt sur le résultat tiré des activités poursuivies et des activités abandonnées	1 209 610 \$	1 366 999 \$
Impôt sur le résultat payé	(194 228)	(222 681)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation		
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	105 452	94 160
Commissions de vente inscrites à l'actif versées	(129 712)	(116 646)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	92 675	106 487
Quote-part du résultat des entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	(82 805)	(84 912)
Régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	10 057	3 864
Provisions au titre de la restructuration et autres	-	103 266
Profit à la vente des actions de Lifeco (note 10)	-	(172 977)
Profit à la vente d'Investment Planning Counsel (note 3)	-	(220 703)
Variation des actifs et passifs d'exploitation et autres	170 108	37 143
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant les versements liés à la provision au titre de la restructuration	1 181 157	894 000
Versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration	(28 318)	(56 720)
	1 152 839	837 280
Activités de financement		
Diminution nette des dépôts et des certificats	(1 408)	(96)
Augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation	1 528 847	1 256 041
Remboursement des obligations à l'égard d'entités de titrisation et autres	(1 269 454)	(1 217 004)
Remboursements d'obligations locatives	(25 061)	(24 142)
Produit net de la facilité de crédit	-	550 000
Remboursement de la facilité de crédit	-	(550 000)
Émission de débentures	-	300 000
Émission d'actions ordinaires	110 156	16 875
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(122 476)	-
Dividendes sur actions ordinaires versés	(534 028)	(535 443)
	(313 424)	(203 769)
Activités d'investissement		
Achat d'autres investissements	(99 430)	(86 741)
Produit de la vente d'autres investissements	108 506	80 835
Augmentation des prêts	(1 582 255)	(1 203 239)
Remboursement des prêts et autres	1 218 063	1 113 531
Entrées d'immobilisations, montant net	(31 281)	(28 763)
Trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et autres	(87 373)	(125 012)
Investissement dans ChinaAMC (note 10)	-	(1 162 369)
Investissement dans Rockefeller (note 10)	-	(857 690)
Produit de la vente des actions de Lifeco (note 10)	-	552 655
Produit de la vente d'Investment Planning Counsel, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie tirés des activités abandonnées (note 3)	-	555 023
	(473 770)	(1 161 770)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	365 645	(528 259)
Trésorerie et équivalents de trésorerie tirés des activités poursuivies et des activités abandonnées, au début	544 633	1 072 892
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	910 278 \$	544 633 \$
Trésorerie	544 990 \$	216 501 \$
Équivalents de trésorerie	365 288	328 132
	910 278 \$	544 633 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts et dividendes reçus	350 946 \$	305 617 \$
Intérêts versés	303 470 \$	275 743 \$

(Se reporter aux notes annexes.)

Notes annexes

Aux 31 décembre 2024 et 2023 (en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)

Note 1. Information sur la Société

La Société financière IGM Inc. (la « Société ») est une société cotée en bourse (TSX : IGM), constituée en société par actions et établie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est la suivante : 447, avenue Portage, Winnipeg (Manitoba) Canada. La Société est sous le contrôle de Power Corporation du Canada (« Power »).

La Société financière IGM Inc. est une société de gestion d'actifs et de patrimoine qui répond aux besoins financiers des Canadiens par l'intermédiaire de ses principales filiales, qui exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers. Le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie ») sont les principales filiales entièrement détenues de la Société.

Note 2. Sommaire des méthodes comptables significatives

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). À moins d'avis contraire, les méthodes décrites ci-dessous ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes présentées.

Utilisation du jugement, d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers en vertu des normes IFRS exige de la direction qu'elle exerce son jugement lors de l'application des méthodes comptables et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés. Les principaux secteurs pour lesquels la direction a dû exercer son jugement comprennent l'établissement des actifs financiers qui doivent être décomptabilisés, l'évaluation du classement approprié pour les instruments financiers, y compris ceux classés à la juste valeur par le biais du résultat net, et l'établissement de l'existence d'une influence notable pour ce qui est de la participation de la Société dans des entreprises associées. Les composantes clés de ces états financiers nécessitant de la direction qu'elle fasse des estimations comprennent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill, les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente inscrites à l'actif, les provisions et les avantages du personnel. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Pour plus de détails sur les jugements et les estimations, se reporter au reste de la note 2 et aux notes 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, 17 et 25.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Société et de toutes les filiales sur une base consolidée, après élimination des opérations et des soldes intersociétés. Les filiales sont des entités que la Société contrôle lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Les participations de la Société dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et dans Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les participations ont initialement été inscrites au coût, et les valeurs comptables sont augmentées ou réduites afin de constater la quote-part revenant à la Société du bénéfice global (de la perte globale) des participations et les dividendes reçus depuis la date d'acquisition.

Changements de méthodes comptables

IAS 12 Impôts sur le résultat

La Société a adopté les modifications des normes IFRS pour IAS 12 *Impôts sur le résultat*, et elle a appliqué l'exemption relative à la comptabilisation et à la présentation de l'information sur les actifs et les passifs d'impôt différé découlant

de la publication du modèle de règles du Pilier Deux par l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'« OCDE »).

Comptabilisation des produits

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les produits tirés des honoraires de conseils financiers, ainsi que des honoraires de gestion de placement et des honoraires d'administration connexes, sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement ou d'autres actifs sous services-conseils et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus. Les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance sont également comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement, tandis que les honoraires de distribution liés aux opérations sur fonds d'investissement et sur titres sont comptabilisés à la date de transaction.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs sont fondés sur la valeur liquidative des fonds d'investissement et des autres actifs gérés et sont comptabilisés à mesure que les services sont rendus.

Instruments financiers

Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et sont ultérieurement classés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti en fonction de l'évaluation par la Société du modèle économique au moyen duquel l'actif financier est géré et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Un actif financier est évalué au coût amorti si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose sur la détention d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie contractuels, et que ces flux de trésorerie sont composés uniquement de remboursements de principal et de versements d'intérêts. Un actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si sa détention s'inscrit dans un modèle économique qui repose à la fois sur la perception de flux de trésorerie contractuels et sur la vente d'actifs, ou s'il fait l'objet d'une désignation irrévocable en ce sens, dans le cas d'instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Tous les autres actifs financiers sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Un actif financier qui serait autrement évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global peut être désigné irrévocablement comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net si cela permet d'éliminer ou de réduire considérablement une non-concordance comptable.

Les actifs financiers peuvent uniquement être reclassés lorsqu'il y a eu un changement au modèle économique au moyen duquel ils sont gérés. Ces reclassements sont appliqués de façon prospective.

Les passifs financiers sont classés soit comme évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur.

Les profits et les pertes latents sur les actifs financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les montants des autres éléments du résultat global, incluant les profits et les pertes de change latents sur conversion liés à la participation de la Société dans ses entreprises associées, sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global, déduction faite de l'impôt. Le cumul des autres éléments du résultat global fait partie des capitaux propres.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires composés de placements hautement liquides échéant à court terme. Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les états consolidés du résultat net.

Autres investissements

Les autres investissements, qui sont comptabilisés à la date de transaction, sont classés soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, soit à la juste valeur par le biais du résultat net.

La Société a choisi de classer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global certains placements en titres de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les profits et les pertes latents sur ces investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et transférés directement dans les bénéfices non distribués lorsqu'ils sont réalisés sans être comptabilisés par le biais du résultat net. Les dividendes déclarés sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Les investissements à la juste valeur par le biais du résultat net sont détenus à des fins de transaction et comprennent les placements à revenu fixe, les placements en titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes réalisés et latents, les dividendes déclarés ainsi que les produits d'intérêts sur ces investissements sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Prêts

Les prêts sont classés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit au coût amorti, en fonction de l'évaluation réalisée par la Société du modèle économique au moyen duquel le prêt est géré. Les produits tirés des activités de prêts hypothécaires sont inclus au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

Les variations de la juste valeur des prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les prêts évalués au coût amorti sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement au moyen du taux d'intérêt effectif pour tous les prêts et sont comptabilisés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société applique une approche de dépréciation en trois étapes afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur des prêts : 1) au moment de leur montage, une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir est établie; 2) les pertes de crédit attendues pour toute leur durée de vie sont comptabilisées lorsqu'il existe une dégradation importante de la qualité du crédit; et 3) un prêt est considéré comme déprécié lorsqu'il n'y a plus d'assurance raisonnable qu'il soit recouvré.

Décomptabilisation

La Société conclut des transactions au cours desquelles elle transfère des actifs financiers comptabilisés dans son bilan. La décision quant à la décomptabilisation des actifs financiers est prise en fonction de la mesure dans laquelle les risques et les avantages inhérents à la propriété sont transférés. Les profits et les pertes et les produits tirés des frais de gestion liés aux actifs financiers qui sont décomptabilisés sont présentés au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net. Les transactions relatives aux actifs financiers qui ne sont pas décomptabilisés sont comptabilisées à titre de transactions de financement garanti.

Commissions de vente

Les commissions sont versées à la vente des produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client ou lorsqu'elle reçoit des honoraires directement du fonds d'investissement.

Les commissions versées à la vente de produits de placement lorsque la Société perçoit des honoraires auprès d'un client sont inscrites à l'actif et amorties sur leur durée d'utilité estimée, ne dépassant pas une période de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente inscrites à l'actif à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société effectue, entre autres, le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente inscrites à l'actif par rapport à sa valeur comptable.

Toutes les autres commissions versées à la vente des produits de placement sont passées en charges à mesure qu'elles sont engagées.

Immobilisations

Les immobilisations comprennent les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation.

Immobilisations corporelles

Les immeubles, le mobilier et le matériel sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, qui varie de 3 à 17 ans pour le matériel et le mobilier, et qui est de 10 à 50 ans pour les immeubles et leurs composants. Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Un actif au titre du droit d'utilisation correspondant aux contrats de location de la Société est amorti selon la méthode linéaire sur une période allant de la date du début jusqu'à la fin du contrat. Il est comptabilisé au poste Charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien.

Contrats de location

Pour les contrats qui comportent un contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Les intérêts imputés à l'obligation locative sont comptabilisés au poste Charges d'intérêts.

Les paiements de loyers qui sont pris en compte pour l'évaluation de l'obligation locative comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des paiements ou pénalités liés à la résiliation du contrat de location, le cas échéant. Les paiements de loyers sont actualisés au taux d'emprunt marginal de la Société, lequel s'applique aux portefeuilles de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires.

La Société ne comptabilise pas d'actif au titre du droit d'utilisation ou d'obligation locative pour les contrats de location qui, à la date de début, sont assortis d'une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise les paiements liés à ces contrats de location comme des charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

Goodwill et immobilisations incorporelles

La Société soumet la valeur comptable du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut s'être déprécié. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de sortie et sa valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie).

Les contrats de gestion de fonds d'investissement sont considérés comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisque les droits contractuels relatifs à la gestion des actifs n'ont pas de durée déterminée.

Les appellations commerciales sont considérées comme ayant une durée d'utilité indéterminée, puisqu'elles génèrent des produits au sein de l'ensemble des activités intégrées de gestion de l'actif de la Société et que cette dernière prévoit les utiliser dans un avenir prévisible.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels sont amortis sur une période d'au plus sept ans, et les contrats de distribution et autres contrats de gestion sont amortis sur une période d'au plus 20 ans. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Avantages du personnel

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies et un régime de retraite à cotisations définies accessibles aux employés admissibles. En vertu des normes IFRS, ces régimes constituent des parties liées. Les régimes à prestations définies offerts par la Société comprennent un régime de retraite

à prestations définies capitalisé accessible aux employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

Le régime de retraite à prestations définies offre des prestations de retraite proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale.

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des années de service, des hypothèses de la direction concernant les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés, la mortalité et l'estimation des coûts liés aux soins de santé. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable de l'actif au titre des régimes de retraite. L'actif ou le passif au titre des prestations constituées de la Société relatif aux régimes à prestations définies est calculé séparément pour chacun des régimes en actualisant le montant des prestations acquises par les employés en échange de leurs services au cours de la période considérée et des périodes antérieures et en déduisant la juste valeur des actifs du régime. La Société définit la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'actif ou le passif au titre des prestations constituées au début de la période annuelle au montant net de l'actif ou du passif au titre des prestations constituées. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les actifs ou les passifs sont établis à partir d'une courbe de rendement de titres d'emprunt de sociétés ayant une notation de AA.

Si les prestations au titre du régime sont modifiées ou si un régime fait l'objet d'une réduction, les coûts des services passés ou les gains ou les pertes découlant de la réduction sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

Les coûts des services rendus de l'exercice, les coûts des services passés et les gains et les pertes découlant de la réduction sont compris au poste Charges sous Activités et services de soutien.

Les réévaluations découlant des régimes à prestations définies représentent les écarts actuariels et le rendement réel de l'actif des régimes, moins l'intérêt calculé au taux d'actualisation. Les réévaluations sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global et ne sont pas reclassées en résultat net.

L'actif au titre des prestations constituées représente l'excédent lié au régime de retraite à prestations définies et est inclus au poste Autres actifs. Le passif au titre des prestations constituées représente le déficit lié au RRSD et au régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie et est inclus au poste Autres passifs.

Les montants versés aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Paiements fondés sur des actions

La Société utilise la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées aux employés. La juste valeur des options sur actions est déterminée à chaque date d'attribution. La charge de rémunération est constatée sur la période durant laquelle les droits sur les options sur actions deviennent acquis, ce qui se traduit par une hausse proportionnelle du surplus d'apport. Lorsque des options sur actions sont exercées, le produit et le montant enregistrés au surplus d'apport sont ajoutés au capital social.

La Société comptabilise un passif au titre des attributions réglées en trésorerie, y compris celles qui sont octroyées en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, du régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions et du régime d'unités d'actions différées. La charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits, déduction faite des couvertures connexes. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière.

Provisions

Une provision est constatée si, par suite d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle pouvant faire l'objet d'une estimation fiable, et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation.

Impôt sur le résultat

La Société utilise la méthode du report variable pour comptabiliser l'impôt sur le résultat, en vertu de laquelle les actifs et les passifs d'impôt différé reflètent les incidences fiscales futures prévues des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale et les reports en avant de pertes fiscales. Les actifs et les passifs

d'impôt différé sont mesurés en fonction des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer à la date de résorption prévue des différences temporaires.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est déterminé de la même façon que le bénéfice de base par action, à l'exception du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation qui inclut l'effet dilutif potentiel des options sur actions en circulation attribuées par la Société, tel qu'il a été déterminé par la méthode des actions propres.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par la Société pour gérer le risque actions et le risque de taux d'intérêt. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

La Société documente officiellement toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de gestion des risques et la stratégie sous-jacente des diverses opérations de couverture. Ce processus inclut le rapprochement entre tous les dérivés et des actifs et des passifs précis aux bilans consolidés ou des opérations futures prévues. La Société évalue aussi officiellement, au moment de la mise en place de la couverture et sur une base continue par la suite, le degré d'efficacité des dérivés utilisés dans les opérations de couverture à contrebalancer les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Les instruments financiers dérivés sont constatés à leur juste valeur dans les bilans consolidés.

Les instruments financiers dérivés précisément désignés comme instruments de couverture et respectant les critères d'efficacité de couverture contrebalancent les variations de la juste valeur ou les flux de trésorerie des éléments couverts. Une couverture est désignée soit comme une couverture de flux de trésorerie, soit comme une couverture de juste valeur. Une couverture de flux de trésorerie exige que la variation de la juste valeur du dérivé, dans la mesure où elle est efficace, soit comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, qui sont reclassés dans les états consolidés du résultat net lorsque l'élément couvert a une incidence sur le bénéfice. La variation de la juste valeur de la partie inefficace du dérivé de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Une couverture de juste valeur exige que la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert lié au risque couvert soient toutes deux comptabilisées dans les états consolidés du résultat net.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire. Ces swaps nécessitent l'échange périodique de versements d'intérêts nets sans l'échange du capital notionnel sur lequel les versements sont fondés. Les swaps conclus dans le but de couvrir les coûts des fonds de certaines activités de titrisation sont désignés comme instruments de couverture (se reporter à la note 24). La partie efficace des variations de la juste valeur est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et est par la suite comptabilisée au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Les swaps liés aux prêts hypothécaires restants ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement au poste Produits sous Gestion de patrimoine des états consolidés du résultat net.

La Société conclut également des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré afin de gérer son exposition aux fluctuations du rendement total de ses actions ordinaires liées à des ententes de rémunération différée. Les swaps de rendement total et les contrats à terme de gré à gré nécessitent l'échange de versements contractuels nets périodiquement ou à l'échéance, sans l'échange du notionnel sur lequel les versements sont fondés. Certains de ces dérivés ne sont pas désignés comme des instruments de couverture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Charges sous Activités et services de soutien des états consolidés du résultat net.

Les dérivés continuent d'être utilisés conformément aux politiques de gestion des risques de la Société, laquelle surveille leur efficacité en tant que couvertures économiques même si les exigences propres à la comptabilité de couverture ne sont pas respectées.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté dans les bilans consolidés lorsque la Société possède le droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

Modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers* : informations à fournir

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 7 *Instruments financiers* : *informations à fournir*. Les modifications introduisent des obligations d'information supplémentaires visant à accroître la transparence à l'égard des modifications de la juste valeur des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et à clarifier le moment de la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces modifications.

IFRS 18 *États financiers* : présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers* : *présentation et informations à fournir* (IFRS 18). IFRS 18 remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*, et prévoit de nouvelles dispositions concernant la présentation de catégories et sous-totaux précis dans l'état du résultat net, de nouvelles obligations d'information sur les mesures de la performance définies par la direction, ainsi que des exigences supplémentaires relatives au regroupement et à la ventilation des informations.

Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

Note 3. Activités abandonnées

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'Investment Planning Counsel Inc. (« IPC ») à La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie ») pour un produit de 575 M\$ plus les ajustements. La Canada Vie est une filiale de la société liée de la Société, Lifeco, qui, elle, est une filiale de Power.

En vertu d'IFRS 5 *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées du secteur Gestion de patrimoine.

Au 30 novembre 2023, le total de l'actif d'IPC s'élevait à 692,6 M\$, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 30,6 M\$, et le total du passif se chiffrait à 345,7 M\$.

Les résultats liés aux activités abandonnées sont inclus jusqu'au 30 novembre 2023.

Bénéfice net tiré des activités abandonnées

	2023
Produits	
Gestion de patrimoine	284 678 \$
Gestion d'actifs – produits nets	15 186
Produits tirés des placements nets et autres produits	3 265
	303 129
Charges ¹	300 288
Bénéfice avant impôt sur le résultat	2 841
Impôt sur le résultat	413
Bénéfice net	2 428
Profit à la vente	220 703
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	223 131
Participation ne donnant pas le contrôle	(150)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires tiré des activités abandonnées	222 981 \$

1. Comprend une affectation des charges d'intérêts de 17,9 M\$ en 2023.

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux de trésorerie de la Société comprennent les montants suivants qui sont attribuables aux activités abandonnées :

	2023
Trésorerie nette (affectée aux) provenant des :	
Activités d'exploitation	53 083 \$
Activités de financement	(32 599)
Activités d'investissement	(29 113)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(8 629)\$

Note 4. Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

	2024	2023
Honoraires de conseil	1 295 224 \$	1 188 503 \$
Honoraires liés aux produits et aux programmes	986 138	883 958
	2 281 362	2 072 461
Frais de rachat	–	1 031
Autres produits tirés de la planification financière	154 740	126 189
Gestion de patrimoine	2 436 102	2 199 681
Gestion d'actifs	1 002 682	949 041
Charge de rémunération des courtiers	(329 168)	(314 107)
Gestion d'actifs – produits nets	673 514	634 934
Produits nets des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients	3 109 616 \$	2 834 615 \$

Les produits du secteur Gestion de patrimoine sont gagnés dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Les honoraires de conseil se rapportant à la planification financière ont trait à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils. Les honoraires liés aux produits et aux programmes se rapportant à la gestion des placements et aux services administratifs ont trait à l'actif géré. Les autres produits tirés de la planification financière comprennent les produits et les services bancaires et d'assurance, ainsi que les activités de prêts hypothécaires.

Les produits du secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs dépendent du volume et de la composition de l'actif géré.

Note 5. Charges

	2024	2023
Commissions	829 713 \$	737 602 \$
Salaires et avantages du personnel	631 282	584 373
Charges de restructuration et autres charges	–	103 266
Charges locatives	22 594	22 899
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	92 675	90 544
Autres	382 122	373 272
	1 958 386	1 911 956
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	78 059	65 731
Charges d'intérêts	129 379	123 231
	2 165 824 \$	2 100 918 \$

En 2023, la Société a engagé des charges de restructuration et autres charges de 103,3 M\$ (76,2 M\$ après impôt) en raison de la rationalisation et de la simplification des activités afin de les aligner plus efficacement sur les priorités de l'entreprise.

Note 6. Autres investissements

	2024		2023	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)				
Investissements d'entreprise	289 904 \$	1 350 376 \$	264 915 \$	721 379 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)				
Titres de capitaux propres	1 772	1 974	12 778	13 140
Fonds d'investissement exclusifs	107 782	116 107	126 550	129 079
	109 554	118 081	139 328	142 219
	399 458 \$	1 468 457 \$	404 243 \$	863 598 \$

À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portage Ventures III LP (« Portage »). Portage est un fonds qui investit dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers innovatives. Portage est sous le contrôle de la société mère de Power.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 1 350,4 M\$ (2023 – 721,4 M\$), est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Investissement dans Wealthsimple

Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple ») est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de la Société dans Wealthsimple est principalement détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient (directement et indirectement) une participation de 27,2 % dans Wealthsimple (2023 – 28,7 %).

Au 31 décembre 2024, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple s'élevait à 1 219 M\$ (31 décembre 2023 – 607 M\$). La hausse de la juste valeur enregistrée au 31 décembre 2024 est conforme à des transactions secondaires de tierces parties conclues au quatrième trimestre, à la hausse des évaluations de sociétés ouvertes analogues, ainsi qu'à la performance des activités de Wealthsimple et la révision de ses attentes en matière de produits. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres de placement,

le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

À la juste valeur par le biais du résultat net

Fonds d'investissement exclusifs

La Société gère et offre des services et tire des honoraires de gestion et d'administration relatifs aux fonds d'investissement qui ne sont pas comptabilisés dans les bilans consolidés. Au 31 décembre 2024, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 191,9 G\$ (2023 – 169,5 G\$). La Société effectue des investissements dans des fonds d'investissement exclusifs qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net dans ses bilans consolidés. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un nouveau fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. L'exposition maximale au risque de perte de la Société se limite à son investissement direct dans les fonds d'investissement exclusifs.

Certains fonds d'investissement sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Au 31 décembre 2024, les placements sous-jacents liés à ces fonds d'investissement consolidés étaient constitués principalement de trésorerie et de placements à court terme de 8,9 M\$ (2023 – 9,0 M\$), de titres de capitaux propres de 51,1 M\$ (2023 – 43,6 M\$) et de titres à revenu fixe de 21,7 M\$ (2023 – 19,3 M\$). Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisés à la juste valeur.

Note 7. Prêts

	Échéance contractuelle			Total 2024	Total 2023
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus		
Coût amorti					
Prêts hypothécaires résidentiels	1 291 008 \$	4 167 257 \$	4 923 \$	5 463 188 \$	5 109 433 \$
Moins : correction de valeur pour pertes de crédit attendues				783	737
				5 462 405 \$	5 108 696 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit attendues a varié comme suit :					
Solde au début				737 \$	815 \$
Radiations, déduction faite des recouvrements				(111)	204
Variation des pertes de crédit attendues				157	(282)
Solde à la fin				783 \$	737 \$

Au 31 décembre 2024, les prêts douteux totalisaient 3 462 \$ (31 décembre 2023 – 3 131 \$).

Les produits d'intérêts sur les prêts ont totalisé 205,4 M\$ (2023 – 170,3 M\$). Les charges d'intérêts découlant des obligations à l'égard d'entités de titrisation, pour ce qui est des prêts titrisés, ont totalisé 172,3 M\$ (2023 – 142,8 M\$). Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 1,2 M\$ (2023 – pertes de 3,6 M\$). Les ajustements de la juste valeur liés aux activités bancaires hypothécaires ont totalisé un montant négatif de 10,4 M\$ (2023 – montant négatif de 8,0 M\$). Ces montants ont été inscrits dans les produits du secteur Gestion de patrimoine. Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent également les autres éléments liés aux activités bancaires hypothécaires, y compris les couvertures d'assurance de portefeuille, les frais d'émission, ainsi que d'autres éléments.

Note 8. Titrisations

La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») et par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. Ces transactions ne satisfont pas aux exigences de décomptabilisation, puisque la Société conserve le

risque lié aux paiements anticipés et certains éléments du risque de crédit. Par conséquent, la Société continue de comptabiliser ces prêts hypothécaires dans ses bilans et a constaté des passifs correspondants au titre du produit net reçu sous forme d'obligations à l'égard d'entités de titrisation, lesquels sont comptabilisés au coût amorti.

La Société tire des intérêts des prêts hypothécaires et verse des intérêts relativement aux obligations à l'égard d'entités de titrisation. Dans le cadre des transactions conclues en vertu du Programme OHC, la Société conclut un swap en vertu duquel elle paie les coupons sur les OHC et reçoit le rendement des placements dans les TH LNH et celui résultant du réinvestissement du principal remboursé sur le prêt hypothécaire. Une composante de ce swap, liée à l'obligation de payer les coupons dans le cadre du Programme OHC et de recevoir des rendements de placements résultant du principal remboursé sur le prêt hypothécaire, et le swap de couverture utilisé pour gérer l'exposition aux variations du rendement des placements à taux variable sont comptabilisés à titre de dérivés dont la juste valeur négative s'élevait à 7,9 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – juste valeur négative de 4,8 M\$).

Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Dans le cadre des transactions de PCAA, la Société a établi des réserves en trésorerie aux fins du rehaussement de crédit, lesquelles sont comptabilisées au coût. Le risque de crédit est limité à ces réserves en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, puisque les fiduciaires de PCAA n'ont aucun recours sur les autres actifs de la Société en cas de défaut de paiement à l'échéance.

	Prêts hypothécaires titrisés	Obligations à l'égard d'entités de titrisation	Montant net
2024			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 494 701 \$	2 475 814 \$	18 887 \$
PCAA commandité par des banques	2 551 546	2 549 102	2 444
Total	5 046 247 \$	5 024 916 \$	21 331 \$
Juste valeur	5 078 431 \$	5 098 441 \$	(20 010)\$
2023			
Valeur comptable			
TH LNH et Programme OHC	2 408 639 \$	2 389 389 \$	19 250 \$
PCAA commandité par des banques	2 313 806	2 298 438	15 368
Total	4 722 445 \$	4 687 827 \$	34 618 \$
Juste valeur	4 690 885 \$	4 695 738 \$	(4 853)\$

La valeur comptable des obligations à l'égard d'entités de titrisation, qui est comptabilisée déduction faite des frais d'émission, comprend les paiements de principal reçus sur les prêts hypothécaires titrisés dont le règlement n'est pas prévu avant la fin de la période de présentation de l'information financière. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de vie de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Note 9. Autres actifs

	2024	2023
Actif au titre des prestations constituées (note 16)	117 447 \$	61 592 \$
Charges différées et payées d'avance	59 268	48 834
Autres	10 424	2 048
	187 139 \$	112 474 \$

D'autres actifs totalisant 39,9 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 34,9 M\$) devraient être réalisés d'ici un an.

Note 10. Participation dans des entreprises associées

	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
2024						
Solde au début	589 288 \$	1 885 223 \$	844 795 \$	301 845 \$	38 023 \$	3 659 174 \$
Entrées	–	–	85	40 000	21 456	61 541
Dividendes	(49 143)	(72 926)	–	(7 903)	–	(129 972)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice (perte)	93 079	113 442	(13 303)	19 623 ¹	(64)	212 777
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	251	104 342	71 631	–	–	176 224
Solde à la fin	633 475 \$	2 030 081 \$	903 208 \$	353 565 \$	59 415 \$	3 979 744 \$
2023						
Solde au début	939 567 \$	787 171 \$	– \$	284 499 \$	40 066 \$	2 051 303 \$
Entrées	–	1 162 369	857 690	–	542	2 020 601
Cession	(397 705)	–	–	–	–	(397 705)
Dividendes	(46 045)	(69 180)	–	–	–	(115 225)
Quote-part des éléments suivants :						
Bénéfice (perte)	66 908	104 094	(724)	17 346 ¹	(2 585)	185 039
Ajustement lié à IFRS 17	15 098	–	–	–	–	15 098
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	11 465	(99 231)	(12 171)	–	–	(99 937)
Solde à la fin	589 288 \$	1 885 223 \$	844 795 \$	301 845 \$	38 023 \$	3 659 174 \$

1. La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 15 698 \$ (2023 – 13 877 \$).

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans des entreprises associées, dont Lifeco, ChinaAMC, Rockefeller et Northleaf, puisqu'elle exerce une influence notable sur celles-ci.

Le 12 janvier 2023, la Société a conclu la transaction visant l'acquisition de la participation de 13,9 % de Power dans ChinaAMC pour une contrepartie en trésorerie de 1,16 G\$, y compris les coûts de transaction, ce qui a entraîné une hausse de la participation de la Société dans ChinaAMC, laquelle est passée de 13,9 % à 27,8 %. Afin de financer partiellement la transaction, la Société financière IGM a vendu 15 200 662 actions ordinaires de Lifeco à Power pour une contrepartie en trésorerie de 553 M\$, ce qui a réduit la participation de la Société dans Lifeco, la faisant passer de 4,0 % à 2,4 %. En 2023, la Société a comptabilisé un profit à la vente des actions de Lifeco de 172,9 M\$ avant impôt (168,6 M\$ après impôt).

La Société a comptabilisé un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$ en 2023, ce qui représente un changement d'estimation qui a été comptabilisé sur une base prospective.

Le 3 avril 2023, la Société a acquis une participation de 20,5 % dans Rockefeller pour un coût total de 858 M\$, qui comprenait une contrepartie en trésorerie de 835 M\$ (622 M\$ US) et les coûts de transaction.

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Lifeco est une société cotée en bourse constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Elle est sous le contrôle de Power. Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans les secteurs de l'assurance vie, de l'assurance maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait 22 136 471 actions de Lifeco (2023 – 22 136 471), ce qui représentait une participation de 2,4 % (2023 – 2,4 %). L'influence notable de la Société tient à plusieurs éléments, notamment le contrôle commun exercé sur Lifeco par Power; des administrateurs siégeant à la fois au conseil de la Société et à celui de Lifeco; certaines alliances stratégiques communes et d'importantes opérations intersociétés qui ont une incidence sur les politiques financières et opérationnelles des deux sociétés. La quote-part du résultat de Lifeco revenant à la Société est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net.

La juste valeur de l'investissement de la Société dans Lifeco totalisait 1 053,9 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 970,9 M\$).

Au 31 décembre 2024, Lifeco détenait directement 9 200 000 actions de la Société (2023 – 9 200 000).

Pour obtenir l'information financière sur Lifeco au 31 décembre 2024, il y a lieu de consulter les informations qu'elle a publiées.

China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »)

ChinaAMC est une société de gestion d'actifs située à Beijing, en Chine, qui est sous le contrôle de CITIC Securities Company Limited.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 27,8 % dans ChinaAMC (2023 – 27,8 %). L'influence notable de la Société tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques, à des initiatives stratégiques communes, y compris le lancement conjoint de produits, ainsi qu'à la collaboration entre la direction et les équipes de placement.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de ChinaAMC :

(en millions)	2024		2023	
	Dollars canadiens	Yuan chinois	Dollars canadiens	Yuan chinois
Aux 31 décembre				
Total de l'actif	3 992,1	20 234,4	3 514,2	18 794,3
Total du passif	1 243,2	6 301,5	1 055,0	5 642,3
Pour les exercices clos les 31 décembre				
Produits	1 532,7	8 031,0	1 398,0	7 326,9
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	411,2	2 158,0	384,2	2 013,0
Total du bénéfice global	415,6	2 180,8	386,9	2 027,9

Rockefeller Capital Management (« Rockefeller »)

Rockefeller est un cabinet de services-conseils financiers indépendant aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée.

Au 31 décembre 2024, la Société détenait une participation de 20,5 % dans Rockefeller (2023 – 20,5 %). L'exercice d'une influence notable découle d'une représentation au sein du conseil d'administration, de la participation au processus d'élaboration de politiques et d'importantes opérations intersociétés.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Rockefeller :

(en millions)	2024		2023	
	Dollars canadiens	Dollars américains	Dollars canadiens	Dollars américains
Aux 31 décembre				
Total de l'actif	2 222,8	1 543,5	1 791,4	1 353,3
Total du passif	1 499,5	1 041,3	1 116,2	843,3
Pour les exercices clos les 31 décembre¹				
Produits	1 344,2	980,5	779,6	578,0
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(72.3)	(53.1)	(60.8)	(45.2)
Total du bénéfice global (de la perte globale)	(72.3)	(53.1)	(60.9)	(45.2)

1. Exclut le bénéfice du premier trimestre de 2023, car l'acquisition a eu lieu le 3 avril 2023.

Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »)

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

Au moyen d'un instrument d'acquisition détenu par la filiale de la Société, Mackenzie, la Société détient un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. L'instrument d'acquisition appartient à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco.

Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation économique et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans qui commence à la date d'acquisition et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %.

L'acquisition conclue en octobre 2020 prévoyait une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ à l'échéance de la période de cinq ans suivant la date d'acquisition, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de cette période. Au 31 décembre 2024, la juste valeur estimative de la contrepartie additionnelle s'établissait à 40,0 M\$ (31 décembre 2023 – néant). La variation de la juste valeur a été comptabilisée à titre d'ajustement du coût de la participation de la Société dans Northleaf, dont un montant de 8,0 M\$ a été attribué à la participation ne donnant pas le contrôle.

Le tableau suivant présente un sommaire de certaines données financières de Northleaf :

<i>(en millions)</i>	2024	2023
Aux 31 décembre		
Total de l'actif	200,0 \$	152,9 \$
Total du passif	148,8	84,3
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Produits	173,8 \$	151,6 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	32,1	28,8
Total du bénéfice global	32,1	28,8

Note 11. Immobilisations

	Mobilier et matériel	Immeubles et composants	Actifs au titre de droits d'utilisation	Total
2024				
Coût	372 329 \$	76 011 \$	289 155 \$	737 495 \$
Moins : amortissement cumulé	(257 831)	(23 410)	(147 135)	(428 376)
	114 498 \$	52 601 \$	142 020 \$	309 119 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$
Entrées	28 210	3 072	15 923	47 205
Cessions	(1 162)	–	(1 791)	(2 953)
Amortissement	(14 945)	(1 804)	(25 345)	(42 094)
Solde à la fin	114 498 \$	52 601 \$	142 020 \$	309 119 \$
2023				
Coût	350 551 \$	72 939 \$	277 648 \$	701 138 \$
Moins : amortissement cumulé	(248 156)	(21 606)	(124 415)	(394 177)
	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$
Variation des immobilisations :				
Solde au début	100 816 \$	49 677 \$	175 795 \$	326 288 \$
Entrées	24 161	3 347	14 678	42 186
Cessions	(977)	–	–	(977)
Amortissement	(15 407)	(1 691)	(27 446)	(44 544)
Vente d'IPC	(6 198)	–	(9 794)	(15 992)
Solde à la fin	102 395 \$	51 333 \$	153 233 \$	306 961 \$

Note 12. Commissions de vente inscrites à l'actif

	2024	2023
Coût	823 148 \$	701 308 \$
Moins : amortissement cumulé	(404 152)	(306 572)
	418 996 \$	394 736 \$
Variation des commissions de vente inscrites à l'actif		
Solde au début	394 736 \$	372 173 \$
Variations attribuables à ce qui suit :		
Ventes de fonds d'investissement	129 712	117 385
Amortissement	(105 452)	(94 160)
Vente d'IPC	–	(662)
	24 260	22 563
Solde à la fin	418 996 \$	394 736 \$

Note 13. Goodwill et immobilisations incorporelles

	À durée de vie déterminée		À durée de vie indéterminée		Total des immobilisations incorporelles	Goodwill
	Logiciels	Contrats de distribution et autres contrats de gestion	Contrats de gestion de fonds d'investissement	Appellations commerciales		
2024						
Coût	417 648 \$	220 854 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 641 183 \$	2 636 771 \$
Moins : amortissement cumulé	(264 791)	(99 192)	–	–	(363 983)	–
	152 857 \$	121 662 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 277 200 \$	2 636 771 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$
Entrées	45 624	31 638	–	–	77 262	–
Cessions	–	(193)	–	–	(193)	–
Amortissement	(36 364)	(14 217)	–	–	(50 581)	–
Solde à la fin	152 857 \$	121 662 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 277 200 \$	2 636 771 \$
2023						
Coût	372 039 \$	189 410 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 564 130 \$	2 636 771 \$
Moins : amortissement cumulé	(228 442)	(84 976)	–	–	(313 418)	–
	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$
Variation du goodwill et des immobilisations incorporelles						
Solde au début	161 839 \$	176 067 \$	740 559 \$	285 177 \$	1 363 642 \$	2 802 173 \$
Entrées	38 076	91 374	–	–	129 450	–
Cessions	(6)	(617)	–	–	(623)	–
Amortissement	(42 478)	(15 836)	–	–	(58 314)	–
Vente d'IPC	(13 834)	(146 554)	(23 055)	–	(183 443)	(165 402)
Solde à la fin	143 597 \$	104 434 \$	717 504 \$	285 177 \$	1 250 712 \$	2 636 771 \$

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée constitués de contrats de gestion de fonds d'investissement et d'appellations commerciales sont attribués à chacune des unités génératrices de trésorerie, comme l'illustre le tableau qui suit :

	2024		2023	
	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée
Gestion de patrimoine	1 346 245 \$	– \$	1 346 245 \$	– \$
Gestion d'actifs	1 290 526	1 002 681	1 290 526	1 002 681
Total	2 636 771 \$	1 002 681 \$	2 636 771 \$	1 002 681 \$

La Société vérifie si le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ont subi une dépréciation en évaluant leur valeur comptable en comparaison avec leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de la Société est fondée sur la meilleure indication disponible de la juste valeur, déduction faite des coûts de sortie.

Aux fins de l'évaluation de la valeur recouvrable, la Société utilise des démarches d'évaluation comprenant l'application aux paramètres financiers et opérationnels de multiples de capitalisation fondés sur des acquisitions réalisées antérieurement et des données de transactions comparables et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les multiples de valorisation peuvent inclure le ratio cours/bénéfice ou d'autres mesures utilisées de façon

conventionnelle par les gestionnaires de placements ou d'autres fournisseurs de services financiers (multiples de valorisation de l'actif géré, des produits, ou d'autres mesures de rentabilité). Cette évaluation pourrait tenir compte de diverses considérations pertinentes, notamment la croissance attendue, le risque et la conjoncture des marchés financiers, entre autres. Les multiples de valorisation utilisés pour évaluer la juste valeur constituent des données d'entrée de niveau 2. Les hypothèses et les estimations utilisées pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie tiennent compte des variations futures de l'actif géré découlant des ventes nettes et du rendement des placements, des modifications de la tarification et des marges de profit, ainsi que des taux d'actualisation, ce qui constitue des données d'entrée de niveau 3.

La juste valeur, déduction faite des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie de la Société, a été comparée à la valeur comptable et il a été déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de dépréciation. Les modifications apportées aux hypothèses et aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie peuvent donner lieu à d'importants ajustements lors de l'évaluation de ces unités génératrices de trésorerie.

Note 14. Dépôts et certificats

Les dépôts et les certificats sont classés dans les autres passifs financiers évalués au coût amorti.

Les actifs figurant dans les bilans consolidés comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés et les prêts totalisant 3 702,5 M\$ (2023 – 3 344,2 M\$), liés aux dépôts et aux certificats. Les dépôts et les certificats au 31 décembre 2024 étaient tous payables à vue.

Note 15. Autres passifs

	2024	2023
Dividendes à payer	133 817 \$	133 949 \$
Intérêts à payer	33 199	40 250
Passif au titre des prestations constituées (note 16)	85 370	85 188
Provisions	32 281	65 933
Autres	124 857	69 606
	409 524 \$	394 926 \$

La Société constitue des provisions au titre de la restructuration relativement aux acquisitions et aux dessaisissements d'entreprises et à d'autres éléments, ainsi que d'autres provisions dans le cours normal de ses activités. En 2024, les changements apportés aux provisions comprenaient des estimations supplémentaires de 5,6 M\$ (2023 – 107,1 M\$), des reprises de provisions de 1,3 M\$ (2023 – 1,2 M\$) et des paiements de 37,9 M\$ (2023 – 58,3 M\$).

D'autres passifs totalisant 300,4 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 271,7 M\$) devraient être réglés d'ici un an.

Note 16. Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel et d'avantages postérieurs à l'emploi, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes de retraite supplémentaires à l'intention des dirigeants (les « RRSD ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi d'assurance maladie, d'assurance dentaire et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles.

À compter du 1^{er} juillet 2012, le régime de retraite à prestations définies a cessé d'être offert aux nouveaux employés. La Société a un régime de retraite enregistré à cotisations définies à l'intention des employés admissibles embauchés après le 1^{er} juillet 2012.

Le régime de retraite à prestations définies est une fiducie distincte qui est juridiquement séparée de la Société, et il est enregistré en vertu de la *Loi sur les prestations de pension du Manitoba* (la « Loi ») et de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « LIR »). Comme l'exige la Loi, le régime de retraite à prestations définies est dirigé par un comité de retraite, composé d'employés actifs et à la retraite. Le comité de retraite assume certaines responsabilités décrites dans la Loi, mais peut déléguer certaines activités à la Société. La LIR régit la capacité de l'employeur à verser des cotisations et établit des paramètres que le régime doit respecter en ce qui a trait aux placements en biens étrangers.

Le régime de retraite à prestations définies prévoit des prestations de retraite pour la durée de la vie en fonction des années de service et du salaire moyen en fin de carrière pour tous les employés admissibles, selon les limites établies par la LIR. Des prestations en cas de décès sont versées au décès d'un membre actif ou à la retraite.

Les employés qui ne sont pas des cadres supérieurs doivent verser des cotisations annuelles correspondant à un certain pourcentage de leur salaire, jusqu'à concurrence d'un plafond défini.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2022, a été finalisée en 2023. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un excédent de solvabilité de 70,5 M\$, comparativement à un excédent de solvabilité de 14,4 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2021. L'amélioration de la situation de capitalisation découle essentiellement de la hausse des taux d'intérêt. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 127,4 M\$, comparativement à 95,0 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2025. Au cours de l'exercice, la Société n'était pas tenue de verser des cotisations (2023 – 2,8 M\$). À la suite de l'évaluation déposée en 2023, la Société financière IGM a reçu un congé de cotisation et n'est pas autorisée à verser des cotisations au régime de retraite avant la prochaine évaluation actuarielle, qui devrait avoir lieu au 31 décembre 2025. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

Les RRSD sont des régimes de retraite à prestations définies non enregistrés et non contributifs, qui offrent des avantages supplémentaires à certains hauts dirigeants retraités.

Le régime d'avantages postérieurs à l'emploi est un régime non contributif qui fournit aux employés admissibles le remboursement de leurs frais médicaux ou un montant fixe par année, afin de couvrir les frais médicaux au cours de leur retraite.

Les RRSD et le régime d'avantages postérieurs à l'emploi sont administrés par la Société, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels tels que le risque de mortalité, qui correspond à l'espérance de vie et influe sur le calcul des obligations; le risque de taux d'intérêt, qui a une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer les obligations et le rendement réel de l'actif des régimes; le risque lié au salaire, puisque les augmentations de salaire estimatives servent au calcul des obligations; et le risque d'investissement, puisque la nature des placements influe sur le rendement réel de l'actif des régimes. Un suivi régulier des régimes, des règlements applicables et de divers autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les charges et les flux de trésorerie de la Société permet d'assurer la gestion de l'exposition à ces risques.

Actifs du régime, obligations au titre des prestations et situation de capitalisation :

	2024			2023		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime						
Solde au début	536 031 \$	– \$	– \$	510 730 \$	– \$	– \$
Cotisations des employés	1 506	–	–	1 677	–	–
Cotisations de l'employeur	–	–	–	2 801	–	–
Prestations versées	(22 733)	–	–	(29 771)	–	–
Produits d'intérêts	24 482	–	–	26 388	–	–
Réévaluations :						
Rendement des actifs du régime	54 367	–	–	24 206	–	–
Solde à la fin	593 653	–	–	536 031	–	–
Obligation au titre des prestations constituées						
Solde au début	474 439	59 462	25 726	423 951	56 084	25 283
Prestations versées	(22 733)	(3 568)	(2 130)	(29 771)	(4 029)	(2 404)
Coût des services rendus de l'exercice	13 479	1 260	173	12 143	1 228	206
Modification du régime	–	–	–	–	35	–
Cotisations des employés	1 506	–	–	1 677	–	–
Charges d'intérêts	21 618	2 566	1 142	21 780	2 825	1 268
Réévaluations :						
Écarts actuariels						
Hypothèses démographiques	(4 038)	–	(1 420)	(4 592)	–	–
Ajustements liés à l'expérience	(131)	1 993	(529)	5 184	144	158
Hypothèses financières	(7 934)	513	182	44 067	3 175	1 215
Solde à la fin	476 206	62 226	23 144	474 439	59 462	25 726
Actif (passif) au titre des prestations constituées	117 447 \$	(62 226)\$	(23 144)\$	61 592 \$	(59 462)\$	(25 726)\$

Hypothèses actuarielles importantes utilisées pour calculer l'obligation au titre des prestations définies :

	2024			2023		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Taux d'actualisation	4,75 %	4,25 %– 4,65 %	4,55 %	4,65 %	4,60 %– 4,65 %	4,65 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	s.o.	3,75 %	3,75 %	s.o.
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé ¹	s.o.	s.o.	5,20 %	s.o.	s.o.	5,30 %
Taux de mortalité à 65 ans pour les retraités actuels	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans	23,1 ans

1. Tend vers 0,00 % en 2040 et reste à un taux identique par la suite.

La durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies des régimes de retraite à la fin de la période de présentation de l'information financière est de 16,9 années (2023 – 17,3 années).

Charge au titre des avantages :

	2024			2023		
	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite à prestations définies	RRSD	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Coût des services rendus de l'exercice	13 479 \$	1 260 \$	173 \$	12 143 \$	1 228 \$	206 \$
Modification du régime	-	-	-	-	35	-
Coûts financiers nets	(2 864)	2 566	1 142	(4 608)	2 825	1 268
	10 615 \$	3 826 \$	1 315 \$	7 535 \$	4 088 \$	1 474 \$

Analyse de sensibilité :

Le calcul du passif au titre des prestations constituées et de la charge connexe au titre des avantages du personnel est sensible aux hypothèses actuarielles importantes. Le tableau suivant présente l'analyse de sensibilité :

	2024		2023	
	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge	Augmentation (diminution) du passif	Augmentation (diminution) de la charge
Régime de retraite à prestations définies				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(18 850)\$	(1 895)\$	(19 196)\$	(1 873)\$
Diminution	20 007	1 900	20 416	1 889
Taux de croissance de la rémunération (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	4 888	464	5 174	582
Diminution	(4 843)	(460)	(5 128)	(575)
Mortalité				
Augmentation de un an	12 068	1 067	7 804	539
RRSD				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(1 147)	75	(1 149)	64
Diminution	1 188	(79)	1 192	(68)
Taux de croissance de la rémunération (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	12	4	12	4
Diminution	(12)	(3)	(11)	(4)
Mortalité				
Augmentation de un an	1 060	49	1 033	51
Autres avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation (+ / - 0,25 %)				
Augmentation	(451)	29	(520)	31
Diminution	469	(31)	540	(32)
Taux tendanciel des coûts liés aux soins de santé (+ / - 1,00 %)				
Augmentation	250	11	558	26
Diminution	(224)	(10)	(491)	(23)
Mortalité				
Augmentation de un an	500	24	655	33

Les analyses de sensibilité se fondent sur la variation d'une hypothèse, en supposant que toutes les autres hypothèses demeurent constantes. Dans la pratique, un tel scénario est improbable, puisqu'il peut exister des corrélations entre les variations de certaines hypothèses.

Répartition de l'actif du régime de retraite à prestations définies par catégorie d'actif :

	2024	2023
Titres de capitaux propres	49,2 %	49,9 %
Titres à revenu fixe	31,0	30,8
Stratégies alternatives	18,6	17,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1,2	2,1
	100,0 %	100,0 %

Le régime de retraite à prestations définies adhère aux dispositions de son énoncé sur les politiques et procédures en matière de placement, qui comprend les objectifs en matière de placement, les lignes directrices relatives à la répartition de l'actif ainsi que les limites de placement pour chaque catégorie d'actif. L'actif du régime de retraite à prestations définies est investi dans des fonds d'investissement, à l'exception de la trésorerie en dépôt auprès de banques à charte canadiennes de l'annexe I.

Régimes de retraite à cotisations définies

La Société offre plusieurs régimes de retraite à cotisations définies à ses employés admissibles. La charge comptabilisée sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien a totalisé 10,1 M\$ (2023 – 10,2 M\$).

Régime d'épargne-retraite (« RER ») collectif

La Société offre un RER collectif à ses employés admissibles. Les cotisations de la Société sont comptabilisées en charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 10,7 M\$ (2023 – 10,1 M\$).

Note 17. Impôt sur le résultat

Charge d'impôt sur le résultat liée aux activités poursuivies

	2024	2023
Impôt sur le résultat comptabilisé sur le bénéfice net tiré des activités poursuivies		
Impôt exigible		
Impôt sur le résultat de l'exercice considéré	260 309 \$	210 696 \$
Impôt sur le résultat en vertu des règles du Pilier Deux	154	–
Ajustements au titre des exercices antérieurs	917	(167)
	261 380	210 529
Impôt différé	10 791	4 548
	272 171 \$	215 077 \$

Taux d'imposition effectif sur les activités poursuivies :

	2024	2023
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,57 %	26,68 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat des entreprises associées (note 10)	(3,73)	(3,40)
Profit à la vente des actions de l'entreprise associée	–	(3,68)
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée (note 10)	–	(0,35)
Consolidation de pertes fiscales	(0,39)	–
Autres éléments	0,05	(0,46)
Taux d'imposition effectif	22,50 %	18,79 %

En décembre 2021, l'OCDE a publié le modèle de règles du Pilier Deux, qui définit la structure d'un nouveau régime prévoyant un impôt minimum mondial de 15 %. Au Canada, un projet de loi lié au Pilier Deux a été adopté le 20 juin 2024 et s'applique rétroactivement au 1^{er} janvier 2024. D'autres pays où la Société exerce ses activités, dont l'Irlande et le Royaume-Uni, avaient auparavant adopté une loi liée au Pilier Deux, également avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2024.

L'impôt minimum mondial est de nature complexe et s'appliquera à la Société et à ses filiales en tant que groupe de sociétés liées. À l'heure actuelle, la Société s'attend à ce que l'impôt minimum mondial s'applique au bénéficiaire en Irlande, où le taux d'imposition prévu par la loi est inférieur à 15 %. Le montant de l'impôt ne devrait pas être significatif pour la Société.

Impôt sur le résultat différé

Sources de l'impôt sur le résultat différé :

	Passifs au titre des prestations constituées	Reports en avant de pertes	Commissions de vente inscrites à l'actif	Immobilisations incorporelles	Autres investissements	Autres	Total
2024							
Solde au début	6 328 \$	4 422 \$	(104 953)\$	(282 475)\$	(59 314)\$	(2 962)\$	(438 954)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice tiré des activités poursuivies	2 698	11 789	(6 281)	(6 217)	(1 452)	(11 328)	(10 791)
Autres éléments de bénéfice global	(17 661)	–	–	–	(82 956)	(9 448)	(110 065)
Capitaux propres	–	–	–	–	6	–	6
Fluctuation des taux de change et autres	–	–	–	–	(1)	(6)	(7)
Solde à la fin	(8 635)\$	16 211 \$	(111 234)\$	(288 692)\$	(143 717)\$	(23 744)\$	(559 811)\$
2023							
Solde au début	(1 495)\$	6 687 \$	(98 876)\$	(290 489)\$	(46 095)\$	(19 318)\$	(449 586)\$
Comptabilisé dans les éléments suivants :							
Bénéfice tiré des activités poursuivies	1 056	1 179	(6 077)	(9 538)	(86)	8 918	(4 548)
Bénéfice tiré des activités abandonnées	–	(399)	47	260	–	(1 155)	(1 247)
Autres éléments de bénéfice global	6 767	–	–	–	(13 024)	6 751	494
Capitaux propres	–	–	–	–	(109)	–	(109)
Vente d'IPC – activités abandonnées	–	(3 031)	(47)	17 292	–	1 839	16 053
Fluctuation des taux de change et autres	–	(14)	–	–	–	3	(11)
Solde à la fin	6 328 \$	4 422 \$	(104 953)\$	(282 475)\$	(59 314)\$	(2 962)\$	(438 954)\$

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont présentés dans les bilans consolidés de la façon suivante :

	2024	2023
Actifs d'impôt différé	3 486 \$	3 232 \$
Passifs d'impôt différé	(563 297)	(442 186)
	(559 811)\$	(438 954)\$

Au 31 décembre 2024, la Société et ses filiales avaient des différences temporaires déductibles liées à ses participations dans des entreprises associées qui s'élevaient à 18,4 M\$ (2023 – 57,8 M\$) pour lesquelles les avantages n'ont pas été comptabilisés.

Note 18. Dette à long terme

Échéance	Taux	2024	2023
26 janvier 2027	3,44 %	400 000 \$	400 000 \$
13 décembre 2027	6,65 %	125 000	125 000
9 mai 2031	7,45 %	150 000	150 000
31 décembre 2032	7,00 %	175 000	175 000
7 mars 2033	7,11 %	150 000	150 000
10 décembre 2040	6,00 %	200 000	200 000
25 janvier 2047	4,56 %	200 000	200 000
9 décembre 2047	4,115 %	250 000	250 000
13 juillet 2048	4,174 %	200 000	200 000
21 mars 2050	4,206 %	250 000	250 000
26 mai 2053	5,426 %	300 000	300 000
		2 400 000 \$	2 400 000 \$

La dette à long terme comprend les débetures non garanties qui sont rachetables en tout temps par la Société, en tout ou en partie, à la valeur nominale ou en fonction d'une formule de prix fondée sur le rendement au moment du rachat, selon le plus élevé des deux montants.

La dette à long terme est classée dans les autres passifs financiers et est comptabilisée au coût amorti.

Les charges d'intérêts liées à la dette à long terme se sont chiffrées à 123,0 M\$ (2023 – 116,3 M\$).

Le 26 mai 2023, la Société a émis des débetures à 5,426 % d'une durée de 30 ans d'un montant de 300 M\$. Ce placement a été effectué dans le cadre d'un supplément de prospectus au prospectus préalable de base simplifié de la Société daté du 7 décembre 2022.

Note 19. Capital social

Autorisé

En nombre illimité :

Actions privilégiées de premier rang, pouvant être émises en série

Actions privilégiées de second rang, pouvant être émises en série

Actions de catégorie 1, sans droit de vote

Actions ordinaires, sans valeur nominale

Nombre d'actions émises et en circulation

	2024		2023	
	Actions	Valeur attribuée	Actions	Valeur attribuée
Actions ordinaires				
Solde au début	238 131 738	1 690 626 \$	237 668 062	1 672 799 \$
Émises en vertu du régime d'options sur actions (note 21)	2 835 500	116 857	463 676	17 827
Rachetées aux fins d'annulation	(3 088 400)	(22 250)	–	–
Solde à la fin	237 878 838	1 785 233 \$	238 131 738	1 690 626 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui demeurera en vigueur jusqu'au 22 décembre 2025, date d'expiration de l'offre, ou jusqu'à une date antérieure à laquelle la Société aura effectué ses rachats conformément à l'avis d'intention déposé auprès de la TSX. En vertu de cette offre, la Société peut racheter jusqu'à 5,0 millions de ses actions ordinaires en circulation au 9 décembre 2024, soit 2,1 % de celles-ci.

Le 21 décembre 2023, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui est demeurée en vigueur jusqu'au 20 décembre 2024. En vertu de cette offre, la Société était autorisée à racheter jusqu'à 3 millions de ses actions ordinaires en circulation au 7 décembre 2023, soit 1,3 % de celles-ci.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, 3 088 400 actions ont été rachetées à un coût de 122,5 M\$. Aucune action ordinaire n'a été rachetée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les primes versées pour acquérir les actions en excédent de la valeur attribuée ont été imputées aux bénéfices non distribués.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

Note 20. Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 décembre 2024, inchangée par rapport au 31 décembre 2023. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a racheté 3 088 400 actions ordinaires à un coût de 122,5 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 19). Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat aux fins d'annulation d'au plus 5 millions de ses actions ordinaires afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital.

En 2024, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 533,9 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,25 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaires sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

Note 21. Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société sont régulièrement attribuées à des employés à un prix n'étant pas inférieur au cours moyen pondéré par action ordinaire à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de négociation précédant la date d'attribution. Les options sont assujetties à certaines conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé, établies à la date d'attribution. Les droits sur les options sont acquis au cours d'une période d'au plus 7,5 ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être exercées au plus tard 10 ans après la date d'attribution. Au 31 décembre 2024, 14 852 203 actions ordinaires (2023 – 17 687 703) étaient réservées aux fins d'émission en vertu du régime.

En 2024, la Société a attribué 673 814 options à des salariés (2023 – 662 606). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 a été estimée à 4,15 \$ l'option (2023 – 5,56 \$) selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Aux dates d'attribution, le cours moyen pondéré de clôture de l'action était de 35,57 \$ (2023 – 42,36 \$). Les autres hypothèses utilisées par ces méthodes d'évaluation comprennent ce qui suit :

	2024	2023
Prix d'exercice	35,68 \$	42,53 \$
Taux d'intérêt sans risque	3,61 %	3,44 %
Durée de vie attendue des options	7 ans	7 ans
Volatilité attendue	24,00 %	23,00 %
Taux de rendement attendu de l'action	6,33 %	5,31 %

La volatilité attendue a été estimée en fonction de la volatilité historique du cours des actions de la Société sur sept années, qui reflète la durée de vie attendue des options. Le prix d'exercice moyen s'est établi à 38,68 \$ en 2024 (2023 – 38,43 \$).

La Société a comptabilisé une charge de rémunération de 3,4 M\$ liée à son régime d'options sur actions (2023 – 4,7 M\$).

	2024		2023	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début	10 902 118	39,74 \$	11 725 342	39,98 \$
Attribuées	673 814	35,68	662 606	42,53
Exercées	(2 835 500)	38,85	(463 676)	36,39
Frappées de déchéance	(714 314)	51,35	(1 022 154)	45,86
Solde à la fin	8 026 118	38,68 \$	10 902 118	39,74 \$
Pouvant être exercées à la fin	4 786 815	38,07 \$	6 924 596	39,80 \$

Options en circulation au 31 décembre 2024	Date d'expiration	Prix d'exercice (\$)	Options en circulation	Options pouvant être exercées
	2025	43,28 – 43,97	220 375	220 375
	2026	34,88 – 38,17	387 151	387 151
	2027	39,71 – 41,74	562 135	562 135
	2028	37,58 – 40,10	721 661	721 661
	2029	34,29 – 36,91	747 122	747 122
	2030	31,85 – 38,65	1 511 324	1 110 519
	2031	35,01 – 46,02	1 125 028	508 730
	2032	36,57 – 45,56	1 414 902	529 122
	2033	39,02 – 42,54	662 606	–
	2034	35,65 – 38,10	673 814	–
			8 026 118	4 786 815

Régimes d'unités d'actions

La Société s'est dotée de régimes d'unités d'actions à l'intention de certains employés admissibles en vue de les maintenir en poste et d'harmoniser encore davantage les intérêts de la haute direction et ceux des actionnaires. Parmi ces régimes figurent un régime d'unités d'actions liées au rendement, un régime d'unités d'actions différées et un régime d'unités d'actions restreintes. En vertu des régimes, les unités d'actions sont attribuées chaque année et sont assujetties à des conditions d'acquisition des droits relatives au temps écoulé. En outre, le régime d'unités d'actions liées au rendement et le régime d'unités d'actions différées sont assujettis à des conditions d'acquisition des droits relatives au rendement. La valeur de chaque unité d'action se fonde sur le cours des actions ordinaires de la Société. Les unités d'actions liées au rendement et les unités d'actions restreintes sont réglées en trésorerie et les droits sont acquis sur une période de trois ans. Au moment de l'attribution, certains employés peuvent choisir de recevoir une partie de leurs unités d'actions liées au rendement sous forme d'unités d'actions différées, dont les droits sont acquis sur une période de trois ans. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées et seront acquittées au moyen d'un montant forfaitaire, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Des unités d'actions supplémentaires sont émises à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur des unités d'actions à la date de versement des dividendes. La Société a comptabilisé une charge de rémunération, excluant l'incidence des couvertures, de 37,9 M\$ en 2024 (2023 – 23,7 M\$) et un passif de 57,6 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 37,4 M\$).

Régimes d'achat d'actions

En vertu des régimes d'achat d'actions de la Société, les employés admissibles peuvent choisir chaque année qu'un pourcentage de leur rémunération annuelle soit retenu, jusqu'à concurrence d'un plafond préétabli, afin d'acheter des actions ordinaires de la Société. La Société verse un montant équivalant à 50 % de la cotisation de l'employé ou du conseiller. Toutes les cotisations sont utilisées par le fiduciaire du régime pour faire l'acquisition d'actions ordinaires sur le marché libre. Les droits aux actions achetées grâce aux cotisations de la Société sont acquis après une période maximale de deux ans suivant la date de l'achat. Les cotisations de la Société sont comptabilisées en charges sous Services-conseils et croissance des affaires et Activités et services de soutien lorsqu'elles sont versées et ont totalisé 4,6 M\$ (2023 – 4,9 M\$).

Régime d'unités d'actions différées

La Société a établi un régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs de la Société dans le but de promouvoir un meilleur alignement entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société. Aux termes de ce régime, les administrateurs doivent recevoir 50 % de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil sous forme d'unités d'actions différées et peuvent choisir de recevoir le solde de leur rémunération annuelle à titre de membre du conseil en trésorerie ou en unités d'actions différées. Les administrateurs peuvent choisir de recevoir certains de leurs honoraires sous forme de combinaison d'unités d'actions différées et de trésorerie. Le nombre d'unités d'actions différées attribuées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq derniers jours du trimestre de l'exercice (la « valeur d'une unité d'action différée »). L'administrateur qui choisit de recevoir des unités d'actions différées recevra d'autres unités à l'égard des dividendes à payer sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une telle unité à la date de versement des dividendes. Les unités d'actions différées sont rachetables au moment où un participant cesse d'être un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ou d'une de ses sociétés liées, et seront acquittées au moyen de versements en trésorerie, selon la valeur d'une unité d'action différée à ce moment. Au 31 décembre 2024, la juste valeur des unités d'actions différées en circulation était de 45,4 M\$ (2023 – 31,1 M\$). Tout écart entre la variation de la juste valeur du régime d'unités d'actions différées et la variation de la juste valeur du swap de rendement total, qui constitue un instrument de couverture économique pour le régime d'unités d'actions différées, est comptabilisé au poste Charges sous Activités et services de soutien dans la période au cours de laquelle la variation a lieu.

Note 22. Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2024				
Solde au début	(13 995)\$	393 956 \$	(63 671)\$	316 290 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	48 070	523 303	182 356	753 729
Sortie des éléments à la JVAERG	–	38	–	38
Solde à la fin	34 075 \$	917 297 \$	118 685 \$	1 070 057 \$
2023				
Solde au début	4 383 \$	309 605 \$	48 778 \$	362 766 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(18 378)	85 054	(96 441)	(29 765)
Cession d'une participation dans une entreprise associée (note 10)	–	–	(16 008)	(16 008)
Sortie des éléments à la JVAERG	–	(703)	–	(703)
Solde à la fin	(13 995)\$	393 956 \$	(63 671)\$	316 290 \$

Les montants sont comptabilisés déduction faite de l'impôt.

La Société a comptabilisé des profits après impôt de 523,3 M\$ dans les autres éléments du résultat global (2023 – 85,1 M\$) en raison des variations de la juste valeur des placements de la Société principalement liées aux ajustements de la juste valeur relativement à Wealthsimple.

Note 23. Gestion des risques

La Société gère activement ses risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité et de financement lié aux instruments financiers

Le risque de liquidité et de financement correspond au risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la surveillance des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds

communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes, et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »).

Certaines filiales de la Société sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal.

La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les échéances contractuelles de certains passifs financiers de la Société sont les suivantes :

Au 31 décembre 2024 (en M\$)	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	10,5 \$	15,2 \$	– \$	25,7 \$
Dépôts et certificats ¹	3 702,5	–	–	–	3 702,5
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 190,6	3 815,8	18,5	5 024,9
Contrats de location ²	–	29,3	92,0	107,3	228,6
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des échéances contractuelles	3 702,5 \$	1 230,4 \$	4 448,0 \$	2 000,8 \$	11 381,7 \$

1. Les dépôts et certificats sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 décembre 2024, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Les marges de crédit au 31 décembre 2024 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque de crédit lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements. La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 910,3 M\$ (2023 – 544,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 545,0 M\$ (2023 – 216,5 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 365,3 M\$ (2023 – 328,1 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 37,9 M\$ (2023 – 0,5 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 289,5 M\$ (2023 – 36,4 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme et d'acceptations bancaires de 37,9 M\$ (2023 – 291,2 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles définissent les paramètres et les limites

de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

Les fonds de clients déposés, qui s'élevaient à 3,7 G\$ (2023 – 3,4 G\$), étaient détenus dans des banques à charte de l'annexe I.

Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires résidentiels (incluant les marges de crédit hypothécaires) de 5,5 G\$ (2023 – 5,1 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,1 G\$ (2023 – 4,7 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 405,7 M\$ (2023 – 375,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,2 M\$ (2023 – 11,5 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG^{MC} d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,5 G\$ (2023 – 2,4 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,6 G\$ (2023 – 2,3 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 62,7 M\$ (2023 – 58,0 M\$) et à 38,0 M\$ (2023 – 37,0 M\$), respectivement, au 31 décembre 2024. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 décembre 2024, une proportion de 48,9 % (2023 – 50,7 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 décembre 2024, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,5 M\$, comparativement à 3,1 M\$ au 31 décembre 2023. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,1 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 2,8 M\$ au 31 décembre 2023.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 décembre 2024, comparativement à 0,7 M\$ au 31 décembre 2023, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les fluctuations récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché ».

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 40,4 M\$ (2023 – 51,2 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 20,6 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 3,7 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 décembre 2024. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2023.

Risque de marché lié aux instruments financiers

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 décembre 2024, ce swap avait une juste valeur négative de 3,6 M\$ (2023 – juste valeur positive de 7,7 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (2023 – 0,2 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 décembre 2024, ces swaps avaient une juste valeur négative de 4,3 M\$ (2023 – juste valeur négative de 12,5 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (2023 – 1,4 G\$). Au 31 décembre 2024, la juste valeur nette d'un montant négatif de 7,9 M\$ (2023 – montant négatif de 4,8 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,7 G\$ (2023 – 1,6 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,1 M\$ (2023 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 166,0 M\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 181,5 M\$).

Au 31 décembre 2024, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une augmentation d'environ 0,5 M\$ (2023 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2023.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres (se reporter à la note 6) classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées (se reporter à la note 10), qui sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 décembre 2024, la juste valeur des autres investissements était de 1,5 G\$ (2023 – 0,9 G\$), et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 4,0 G\$ au 31 décembre 2024 (2023 – 3,7 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2024, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 137,8 M\$ (152,3 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 4,8 M\$ (5,3 M\$).

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

Les risques liés au rendement des marchés des actions, aux fluctuations des taux d'intérêt et aux variations des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur le volume et la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Ces variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils ont une incidence directe sur les résultats.

Note 24. Instruments financiers dérivés

La Société conclut des contrats dérivés qui sont négociés sur les bourses ou sur le marché hors cote sur une base diversifiée avec des banques à charte de l'annexe I ou des fiduciaires de titrisation commanditées par des banques canadiennes qui sont des contreparties dans les opérations de titrisation de la Société. Dans tous les cas, les contrats dérivés sont tous utilisés à des fins autres que de négociation. Les swaps de taux d'intérêt sont des ententes contractuelles dans le cadre desquelles deux parties échangent, pour une période déterminée, des versements d'intérêt calculés en fonction d'un montant notionnel et d'un taux de référence déterminés. Les swaps de rendement total sont des ententes contractuelles visant l'échange de paiements calculés en fonction d'un montant notionnel déterminé et du titre sous-jacent pour une période déterminée. Les options sont des ententes contractuelles qui donnent le droit, sans que ce soit une obligation, d'acheter ou de vendre des instruments financiers précis à un prix fixe à une date ultérieure. Les contrats à terme de gré à gré sont des ententes contractuelles visant l'achat ou la vente d'un instrument financier à une date ultérieure à un prix fixe.

Certains des instruments financiers dérivés de la Société sont assujettis à des conventions cadres de compensation et sont présentés sur une base brute. Le montant assujéti au risque de crédit est limité à la juste valeur actuelle des instruments qui sont en position de profit et qui sont comptabilisés dans les actifs dans les bilans consolidés. La juste valeur estimative totale représente le montant total que la Société recevrait (ou paierait) si elle mettait un terme à toutes les ententes à la fin de chaque exercice. Toutefois, cela ne représenterait pas un profit ni une perte pour la Société étant donné que les instruments dérivés relatifs à certains actifs et passifs créent une position symétrique du profit ou de la perte.

Le tableau suivant présente un sommaire du portefeuille d'instruments financiers dérivés de la Société :

	Montant notionnel				Risque de crédit	Juste valeur	
	1 an ou moins	Entre 1 an et 5 ans	5 ans et plus	Total		Actif	Passif
2024							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	87 935 \$	– \$	87 935 \$	13 \$	13 \$	183 \$
Sans comptabilité de couverture	451 652	1 345 304	9 691	1 806 647	21 312	21 312	25 538
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	23 381	64 048	–	87 429	14 697	14 697	–
	475 033 \$	1 497 287 \$	9 691 \$	1 982 011 \$	36 022 \$	36 022 \$	25 721 \$
2023							
Swaps							
Comptabilité de couverture	– \$	77 967 \$	50 422 \$	128 389 \$	– \$	– \$	362 \$
Sans comptabilité de couverture	235 100	1 380 288	85 769	1 701 157	39 995	39 995	41 572
Contrats à terme de gré à gré							
Comptabilité de couverture	17 281	56 738	–	74 019	2 734	2 734	7 646
	252 381 \$	1 514 993 \$	136 191 \$	1 903 565 \$	42 729 \$	42 729 \$	49 580 \$

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation, se chiffrait à 19,3 M\$ (2023 – 3,7 M\$).

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés de la Société, compte tenu des conventions de compensation et y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, se chiffrait à 20,6 M\$ (2023 – 3,7 M\$). Les droits aux produits d'intérêts nets futurs sont liés aux activités de titrisation de la Société et ne sont pas présentés dans les bilans consolidés.

Note 25. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est fondée sur les estimations de la direction et est calculée selon les conditions du marché à un moment précis. Cette valeur peut ne pas refléter la juste valeur future. Les calculs sont subjectifs et comportent des incertitudes et des éléments nécessitant le recours à un jugement éclairé.

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur et ceux pour lesquels la juste valeur est présentée sont classés dans l'un des trois niveaux qui distinguent les évaluations à la juste valeur en fonction de l'importance des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations.

La juste valeur est déterminée en fonction du prix qui serait reçu en échange d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif sur le marché le plus avantageux, au moyen d'une hiérarchie comportant trois techniques d'évaluation différentes, d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui est significatif pour l'évaluation à la juste valeur dans son intégralité.

Niveau 1 – Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Données d'entrée observables autres que les cours du marché de niveau 1 pour des actifs ou des passifs similaires sur les marchés actifs; cours sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ou similaires; ou données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables ou corroborées par des données d'entrée de marché observables.

Niveau 3 – Données d'entrée non observables fondées sur des activités minimales ou inexistantes sur les marchés. Les techniques d'évaluation sont fondées essentiellement sur des modèles.

Les marchés sont jugés inactifs lorsque des opérations ne sont pas conclues de façon assez régulière. Les marchés inactifs peuvent se caractériser par une baisse importante du volume et du niveau de l'activité boursière observable ou par des écarts notables ou imprévisibles entre le cours acheteur et le cours vendeur. Lorsque les marchés ne sont pas jugés suffisamment actifs, la juste valeur est mesurée au moyen de modèles d'évaluation qui peuvent utiliser principalement des données d'entrée de marché observables (niveau 2) ou des données d'entrée de marché non

observables (niveau 3). La direction évalue toutes les données d'entrée raisonnablement accessibles, notamment les cours indicatifs de courtiers, tout cours disponible pour des instruments semblables, les opérations récentes dans des conditions normales de concurrence sur le marché, toute donnée d'entrée pertinente observable du marché, ainsi que les modèles internes fondés sur des estimations. La direction exerce un jugement pour déterminer quelles sont les meilleures données d'entrée disponibles ainsi que les pondérations accordées à chacune de ces données d'entrée, de même que pour choisir les méthodes d'évaluation.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

Les prêts classés dans le niveau 2 sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.

Les prêts classés dans le niveau 3 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés dans le niveau 3 comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.

La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.

Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Les instruments financiers de niveau 1 comprennent les placements en titres de capitaux propres négociés en bourse et les parts de fonds d'investissement à capital variable, ainsi que d'autres passifs financiers dans les cas où les cours des marchés actifs sont disponibles.

Les actifs et les passifs de niveau 2 comprennent les titres à revenu fixe, les prêts, les instruments financiers dérivés, les dépôts et certificats et la dette à long terme. La juste valeur des titres à revenu fixe est déterminée au moyen du cours de marché ou du cours établi par un négociant indépendant. La juste valeur des instruments financiers dérivés et des dépôts et certificats est déterminée selon des modèles d'évaluation, des méthodes des flux de trésorerie actualisés, ou des techniques semblables, principalement au moyen des données d'entrée observables du marché. La juste valeur de la dette à long terme est établie au moyen des prix obtenus des courtiers.

Les actifs et les passifs de niveau 3 comprennent les titres de placement faisant l'objet de peu ou d'aucune activité de négociation évalués selon les cours obtenus des courtiers, les prêts, d'autres actifs financiers, les obligations à l'égard d'entités de titrisation ainsi que les instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont constitués de swaps liés au compte de réinvestissement du capital, qui représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé des prêts hypothécaires. La juste valeur est déterminée grâce à l'actualisation des flux de trésorerie attendus des swaps. Le montant notionnel, qui sert à déterminer la juste valeur du swap, est établi au moyen d'un taux de remboursement anticipé non observable moyen de 15 % fondé sur les tendances historiques en matière de remboursement anticipé. Toute augmentation (diminution) du taux supposé de remboursement anticipé des prêts hypothécaires fait augmenter (diminuer) le montant notionnel du swap. Les autres investissements classés dans le niveau 3, d'un montant de 1 350,4 M\$, sont

principalement constitués de sociétés en démarrage du secteur des technologies financières, incluant Wealthsimple avec une juste valeur de 1 219 M\$. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les titres des placements, le cas échéant, des flux de trésorerie prévus et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues. Une augmentation (diminution) de 5 % des flux de trésorerie prévus ou des multiples de produits donnerait lieu à une augmentation (diminution) de la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple d'environ 61 M\$.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers, y compris leur niveau selon la hiérarchie des justes valeurs. Le tableau fait une distinction entre les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et ceux comptabilisés au coût amorti. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et des passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

	Valeur comptable	Juste valeur			
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2024					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– JVAERG	1 350 376 \$	– \$	– \$	1 350 376 \$	1 350 376 \$
– JVRN	118 081	118 081	–	–	118 081
Instruments financiers dérivés	36 022	–	30 212	5 810	36 022
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 462 405	–	413 443	5 078 431	5 491 874
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	25 721	–	16 317	9 404	25 721
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	3 702 514	–	3 702 514	–	3 702 514
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 024 916	–	–	5 098 441	5 098 441
Dette à long terme	2 400 000	–	2 485 403	–	2 485 403
2023					
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Autres investissements					
– JVAERG	721 379 \$	– \$	– \$	721 379 \$	721 379 \$
– JVRN	142 219	130 790	–	11 429	142 219
Instruments financiers dérivés	42 729	–	26 801	15 928	42 729
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Prêts					
– Coût amorti	5 108 696	–	379 954	4 690 885	5 070 839
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur					
Instruments financiers dérivés	49 580	–	41 373	8 207	49 580
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti					
Dépôts et certificats	3 344 190	–	3 344 223	–	3 344 223
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	4 687 827	–	–	4 695 738	4 695 738
Dette à long terme	2 400 000	–	2 453 390	–	2 453 390

Il n'y a eu aucun transfert important entre le niveau 1 et le niveau 2 en 2024 et en 2023.

Le tableau suivant donne un aperçu des variations des actifs et des passifs de niveau 3 mesurés à la juste valeur sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert au niveau 3 ou hors du niveau 3 en 2024 et 2023.

	Solde aux 1 ^{er} janvier	Profits (pertes) compris dans le bénéfice net ¹	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global	Achats et émissions	Règlements	Solde aux 31 décembre
2024						
Autres investissements						
– JVAERG	721 379 \$	– \$	604 009 \$	25 207 \$	219 \$	1 350 376 \$
– JVRN	11 429	–	–	–	11 429	–
Instruments financiers dérivés, montant net	7 721	(12 146)	–	(1 998)	(2 829)	(3 594)
2023						
Autres investissements						
– JVAERG	602 612 \$	– \$	96 557 \$	32 463 \$	10 253 \$	721 379 \$
– JVRN	11 429	–	–	–	–	11 429
Instruments financiers dérivés, montant net	20 516	(360)	–	(3 130)	9 305	7 721

1. Inclus au poste Produits du secteur Gestion de patrimoine ou au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Note 26. Bénéfice par action ordinaire

	2024	2023
Bénéfice		
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	937 439 \$	929 380 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	(3 925)	(3 469)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – activités poursuivies	933 514	925 911
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	223 131
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(150)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – activités abandonnées	–	222 981
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933 514 \$	1 148 892 \$
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	237 287	238 033
Ajouter : Exercice potentiel des options sur actions en circulation ¹	322	385
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution	237 609	238 418
Bénéfice par action ordinaire (en dollars)		
De base		
Bénéfice tiré des activités poursuivies	3,93 \$	3,89 \$
Bénéfice tiré des activités abandonnées	–	0,94
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3,93 \$	4,83 \$
Dilué		
Bénéfice tiré des activités poursuivies	3,93 \$	3,88 \$
Bénéfice tiré des activités abandonnées	–	0,94
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	3,93 \$	4,82 \$

1. Exclut 451 milliers d'actions en 2024 relativement à des options sur actions en circulation qui avaient un effet antidilutif (2023 – 912 milliers).

Note 27. Passifs éventuels et garanties

Passifs éventuels

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes d'indemnisation de tiers dans le cadre d'opérations telles que des cessions et des acquisitions d'entreprises, des prêts ou des opérations de titrisation. La Société a également accepté d'indemniser ses administrateurs et ses dirigeants. La nature de ces ententes nous empêche de faire une évaluation raisonnable du montant maximal que la Société pourrait être tenue de verser à des tiers, car les ententes ne fixent souvent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées. Par le passé, la Société n'a eu à verser aucun montant en vertu de ces ententes d'indemnisation. Aucune provision n'a été comptabilisée relativement à ces ententes.

Note 28. Transactions entre parties liées

Transactions et soldes entre parties liées

La Société conclut des opérations avec la Canada Vie, qui est une filiale de sa société liée, Lifeco, qui est une filiale de Power. Les transactions suivantes ont lieu dans le cours normal des activités et ont été comptabilisées à la juste valeur :

- En 2024 et en 2023, la Société a fourni certains services administratifs à la Canada Vie, et a reçu de cette même partie certains services administratifs. La Société distribue des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Canada Vie et a reçu un montant de 60,4 M\$ (2023 – 51,7 M\$) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 62,0 M\$ (2023 – 59,8 M\$) et a versé un montant de 5,3 M\$ (2023 – 19,6 M\$) à la Canada Vie et à certaines filiales en contrepartie de services de sous-conseiller pour certains fonds d'investissement.

Après avoir obtenu une décision anticipée en matière d'impôt sur le résultat en 2024, la Société a conclu une transaction de consolidation de pertes fiscales avec une filiale de Power, aux termes de laquelle les actions d'une société liée ayant généré des pertes fiscales ont été acquises le 20 décembre 2024. La Société a comptabilisé l'avantage découlant des pertes fiscales réalisées au quatrième trimestre de 2024.

Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité d'IPC à la Canada Vie (note 3).

Le 12 janvier 2023, la Société a acquis une participation additionnelle dans ChinaAMC auprès de Power et a vendu une partie de sa participation dans Lifeco à Power (se reporter à la note 10).

Les transactions d'acquisition et de vente ont été comptabilisées à la juste valeur.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau qui suit présente le total de la rémunération et des autres avantages des administrateurs et des employés considérés comme des dirigeants principaux, puisqu'ils sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société.

	2024	2023
Rémunération et avantages du personnel	4 400 \$	4 224 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	5 056	4 267
Paiements fondés sur des actions	3 720	2 217
	13 176 \$	10 708 \$

Les paiements fondés sur des actions ne tiennent pas compte de la réévaluation de la juste valeur des unités d'actions différées découlant des fluctuations du cours de l'action de la Société (se reporter à la note 21).

Note 29. Information sectorielle

Les secteurs à présenter de la Société sont les suivants :

- Gestion de patrimoine
- Gestion d'actifs
- Activités internes et autres

Ces secteurs reflètent le système interne de communication de l'information financière et d'évaluation de rendement de la Société.

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des entreprises principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en valeurs mobilières, de son courtier en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur. Ce secteur comprenait auparavant IPC, qui a été vendue le 30 novembre 2023. Les résultats d'IPC ont été classés au titre des activités abandonnées.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités principales et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils institutionnels pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

2024

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total des secteurs	Ajustements ¹	Total
Produits						
Gestion de patrimoine	2 445 646 \$	– \$	(9 544)\$	2 436 102 \$	– \$	2 436 102 \$
Gestion d'actifs	–	1 108 199	(105 517)	1 002 682	–	1 002 682
Charge de rémunération des courtiers	–	(325 266)	(3 902)	(329 168)	–	(329 168)
Gestion d'actifs – produits nets	–	782 933	(109 419)	673 514	–	673 514
Produits tirés des placements nets et autres produits	12 383	23 180	17 478	53 041	–	53 041
Quote-part du résultat des entreprises associées	(10 067)	133 065	99 941	222 939	(10 162)	212 777
	2 447 962	939 178	(1 544)	3 385 596	(10 162)	3 375 434
Charges						
Services-conseils et croissance des affaires	1 033 896	86 842	(8)	1 120 730	–	1 120 730
Activités et services de soutien	463 096	371 989	2 571	837 656	–	837 656
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	191 379	5 643	(118 963)	78 059	–	78 059
	1 688 371	464 474	(116 400)	2 036 445	–	2 036 445
	759 591	474 704	114 856	1 349 151	(10 162)	1 338 989
Charges d'intérêts ²	103 255	26 124	–	129 379	–	129 379
Bénéfice avant impôt sur le résultat	656 336	448 580	114 856	1 219 772	(10 162)	1 209 610
Impôt sur le résultat	178 596	94 281	3 995	276 872	(4 701)	272 171
	477 740	354 299	110 861	942 900	(5 461)	937 439
Participation ne donnant pas le contrôle	–	(3 925)	–	(3 925)	–	(3 925)
	477 740 \$	350 374 \$	110 861 \$	938 975	(5 461)	933 514
Autres éléments liés à Lifeco ¹				(6 862)	6 862	–
Consolidation de pertes fiscales ¹				4 701	(4 701)	–
Refinancement de la dette de Rockefeller ¹				(3 300)	3 300	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				933 514 \$	– \$	933 514 \$
Actifs identifiables	12 927 415 \$	3 802 327 \$	1 316 459 \$	18 046 201 \$	– \$	18 046 201 \$
Goodwill	1 346 245	1 290 526	–	2 636 771	–	2 636 771
Total de l'actif	14 273 660 \$	5 092 853 \$	1 316 459 \$	20 682 972 \$	– \$	20 682 972 \$

1. La quote-part des autres éléments liés à Lifeco, la consolidation de pertes fiscales et le refinancement de la dette de Rockefeller sont exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés, y compris les répercussions sur l'impôt sur le résultat, à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

	Gestion de patrimoine	Gestion d'actifs	Activités internes et autres	Total des secteurs	Ajustements ¹	Total
Produits						
Gestion de patrimoine	2 206 201 \$	– \$	(6 520)\$	2 199 681 \$	– \$	2 199 681 \$
Gestion d'actifs	–	1 051 122	(102 081)	949 041	–	949 041
Charge de rémunération des courtiers	–	(311 439)	(2 668)	(314 107)	–	(314 107)
Gestion d'actifs – produits nets	–	739 683	(104 749)	634 934	–	634 934
Produits tirés des placements nets et autres produits	13 299	12 094	12 253	37 646	–	37 646
Profit à la vente des actions de Lifeco (note 10)	–	–	–	–	172 977	172 977
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3 309)	121 440	89 270	207 401	(7 264)	200 137
	2 216 191	873 217	(9 746)	3 079 662	165 713	3 245 375
Charges						
Services-conseils et croissance des affaires	922 713	83 546	(7)	1 006 252	–	1 006 252
Activités et services de soutien	438 486	362 681	1 271	802 438	103 266	905 704
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	172 391	4 609	(111 269)	65 731	–	65 731
	1 533 590	450 836	(110 005)	1 874 421	103 266	1 977 687
	682 601	422 381	100 259	1 205 241	62 447	1 267 688
Charges d'intérêts ²	98 210	25 021	–	123 231	–	123 231
Bénéfice avant impôt sur le résultat	584 391	397 360	100 259	1 082 010	62 447	1 144 457
Impôt sur le résultat	155 984	83 761	(1 929)	237 816	(22 739)	215 077
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	428 407	313 599	102 188	844 194	85 186	929 380
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	14 849	–	(12 421)	2 428	220 703	223 131
	443 256	313 599	89 767	846 622	305 889	1 152 511
Participation ne donnant pas le contrôle	(150)	(3 469)	–	(3 619)	–	(3 619)
	443 106 \$	310 130 \$	89 767 \$	843 003	305 889	1 148 892
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt ¹				(76 208)	76 208	–
Profit à la vente d'IPC ¹				220 703	(220 703)	–
Profit à la vente des actions de Lifeco, déduction faite de l'impôt ¹				168 658	(168 658)	–
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco ¹				15 098	(15 098)	–
Autres éléments liés à Lifeco ¹				(22 362)	22 362	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires				1 148 892 \$	– \$	1 148 892 \$
Actifs identifiables	11 456 731 \$	3 583 510 \$	986 270 \$	16 026 511 \$	– \$	16 026 511 \$
Goodwill	1 346 245	1 290 526	–	2 636 771	–	2 636 771
Total de l'actif	12 802 976 \$	4 874 036 \$	986 270 \$	18 663 282 \$	– \$	18 663 282 \$

1. Les charges de restructuration et autres charges, le profit à la vente d'IPC, le profit à la vente des actions de Lifeco ainsi que la quote-part de l'ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco et des autres éléments liés à Lifeco sont exclus des résultats sectoriels. Ces éléments ont été réintégrés, y compris les répercussions sur l'impôt sur le résultat, à des fins de rapprochement du total des résultats sectoriels et des montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net de la Société.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et les intérêts sur les contrats de location.

Données trimestrielles

États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)

	2024				2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Gestion de patrimoine	647,5	616,0	590,0	582,6	550,0	563,1	552,5	534,1
Gestion d'actifs	261,6	253,4	245,8	241,9	234,3	239,9	238,7	236,1
Charge de rémunération des courtiers	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)	(76,7)	(78,6)	(79,5)	(79,3)
Gestion d'actifs – produits nets	176,4	170,6	164,7	161,8	157,6	161,3	159,2	156,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	17,3	10,1	10,0	15,6	10,6	7,9	1,9	190,1
Quote-part du résultat des entreprises associées	53,1	56,5	51,5	51,7	50,6	38,5	58,0	53,0
	894,3	853,2	816,2	811,7	768,8	770,8	771,6	934,0
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	298,3	278,3	278,5	265,6	253,2	253,3	254,0	245,7
Activités et services de soutien	216,5	211,4	205,9	203,9	208,8	196,4	298,7	201,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,2	20,0	19,1	17,8	16,7	16,8	16,4	15,8
Charges d'intérêts	32,5	32,4	32,2	32,3	32,5	32,5	30,1	28,1
	568,5	542,1	535,7	519,6	511,2	499,0	599,2	491,4
Bénéfice avant impôt sur le résultat	325,8	311,1	280,5	292,1	257,6	271,8	172,4	442,6
Impôt sur le résultat	70,4	71,2	63,2	67,3	56,0	60,4	35,4	63,3
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	255,4	239,9	217,3	224,8	201,6	211,4	137,0	379,3
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	–	–	–	219,7	(1,5)	1,8	3,2
Bénéfice net	255,4	239,9	217,3	224,8	421,3	209,9	138,8	382,5
Participation ne donnant pas le contrôle	(0,7)	(0,7)	(1,1)	(1,4)	(1,7)	(0,1)	(0,6)	(1,2)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7	239,2	216,2	223,4	419,6	209,8	138,2	381,3
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	250,0	244,1	220,4	224,5	204,9	220,5	211,4	206,3
Autres éléments :								
Consolidation de pertes fiscales	4,7	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments liés à Lifeco	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)	0,2
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	(3,3)	–	–	–	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	–	–	220,7	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	–	(76,2)	–
Profit à la vente de Lifeco, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	–	–	(6,2)	174,8
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	15,1	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	254,7	239,2	216,2	223,4	419,6	209,8	138,2	381,3
Bénéfice dilué par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action ¹	1,05	1,03	0,93	0,94	0,86	0,92	0,89	0,87
Bénéfice par action	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58	1,60
Dividendes par action (\$)	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625	0,5625

1. Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.

Données trimestrielles

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)

	2024				2023			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes brutes de fonds communs de placement								
IG Gestion de patrimoine	3 814	3 301	4 214	3 797	2 628	2 687	2 581	3 021
Placements Mackenzie	2 188	1 812	2 142	2 357	1 736	1 503	1 742	2 289
Entrées brutes des courtiers								
IG Gestion de patrimoine	3 917	3 432	3 565	3 699	3 089	3 103	2 795	3 663
Flux nets – par secteur								
Flux nets d'IG Gestion de patrimoine	553	330	(173)	46	(228)	(17)	(424)	504
Ventes nettes de Placements Mackenzie ¹	(309)	(602)	(916)	(174)	(1 012)	(692)	(343)	170
Données consolidées d'IGM ²	244	(272)	(1 089)	(128)	(1 239)	(709)	(767)	674
Flux nets – par produit								
Ventes brutes de fonds communs de placement	6 002	5 113	6 356	6 154	4 364	4 190	4 323	5 310
Rachats de fonds communs de placement	6 317	5 369	7 874	6 995	6 403	5 322	5 533	5 497
Ventes nettes de fonds communs de placement	(315)	(256)	(1 518)	(841)	(2 039)	(1 132)	(1 210)	(187)
FNB ³	322	273	161	332	161	13	85	(14)
Fonds d'investissement	7	17	(1 357)	(509)	(1 878)	(1 119)	(1 125)	(201)
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	68	(306)	(171)	20	(186)	7	273	98
Actif géré consolidé	75	(289)	(1 528)	(489)	(2 064)	(1 112)	(852)	(103)
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	169	17	439	361	825	403	85	777
Données consolidées d'IGM	244	(272)	(1 089)	(128)	(1 239)	(709)	(767)	674
Flux nets liés aux activités abandonnées (déduction faite des éliminations intersociétés)	-	-	-	-	404	160	(54)	316
Données consolidées d'IGM, y compris les activités abandonnées	244	(272)	(1 089)	(128)	(835)	(549)	(821)	990
Taux de rachat – fonds à long terme (%)								
IG Gestion de patrimoine	12,6	13,3	13,9	12,7	12,2	11,6	11,1	10,7
Placements Mackenzie	18,7	19,1	19,1	18,2	17,1	16,8	16,2	16,1
Actif géré et actif sous services-conseils – par secteur								
Actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine	140 420	136 408	129 716	128 021	121 223	114 204	116 814	115 873
Placements Mackenzie								
Actif géré des tiers	129 947	128 506	122 726	124 168	118 947	112 008	116 613	116 984
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	83 369	83 584	79 393	79 503	76 758	74 325	76 722	76 785
Actif géré du secteur Gestion d'actifs	213 316	212 090	202 119	203 671	195 705	186 333	193 335	193 769
Gestion d'actifs par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine	(83 369)	(83 584)	(79 393)	(79 503)	(76 758)	(73 089)	(75 484)	(75 555)
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	270 367	264 914	252 442	252 189	240 170	227 448	234 665	234 087
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les activités abandonnées	270 367	264 914	252 442	252 189	240 170	253 355	261 106	260 448
Actif géré et actif sous services-conseils – par produit²								
Actif géré des fonds communs de placement	184 635	181 739	173 160	172 413	164 043	155 895	161 132	160 559
Actif géré des FNB ³	7 258	6 868	6 250	6 074	5 507	5 050	5 168	5 086
Actif géré des fonds d'investissement	191 893	188 607	179 410	178 487	169 550	160 945	166 300	165 645
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	8 375	8 079	8 011	7 966	7 367	7 102	7 203	6 826
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	52 879	52 608	49 960	51 281	49 665	47 142	49 109	49 812
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	61 254	60 687	57 971	59 247	57 032	54 244	56 312	56 638
Actif géré consolidé	253 147	249 294	237 381	237 734	226 582	215 189	222 612	222 283
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	17 220	15 620	15 061	14 455	13 588	12 255	12 050	11 801
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés	270 367	264 914	252 442	252 189	240 170	227 448	234 665	234 087
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques	483 495	461 584	431 686	422 813	390 574	373 810	376 101	349 914
Actif sous services-conseils liés aux activités abandonnées (déduction faite des éliminations intersociétés)	-	-	-	-	-	27 147	27 682	27 594
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les activités abandonnées	270 367	264 914	252 442	252 189	240 170	253 355	261 106	260 448
Actif géré consolidé, excluant l'actif géré du secteur Gestion d'actifs	39 831	37 204	35 262	34 063	30 877	27 620	28 039	27 284
Actif de la Société	20 683	19 128	18 666	18 432	18 663	19 351	19 431	18 997

1. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

2. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

3. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

Rétrospective sur dix ans

États consolidés résumés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$, sauf les montants par action)	2024	2023	2022	2021	2020	TCAC ¹ 5 ans %	2019	2018	2017	2016	2015	TCAC ¹ 10 ans %
Produits²												
Produits tirés des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs	3 109,6	2 834,6	2 799,5	2 888,7	2 789,4	2,0	2 814,3	2 792,1	2 749,1	2 642,9	2 607,2	2,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	53,0	210,6	22,3	21,5	78,2	16,4	24,8	20,0	13,8	11,8	11,0	12,4
Quote-part du résultat des entreprises associées	212,8	200,1	210,7	196,4	150,4	15,1	105,2	150,0	95,6	104,2	111,0	8,2
	3 375,4	3 245,3	3 032,5	3 106,6	3 018,0	2,8	2 944,3	2 962,1	2 858,5	2 758,9	2 729,2	2,5
Charges²	2 165,9	2 100,9	1 925,4	1 866,7	2 052,7	1,9	1 975,7	1 976,0	2 073,9	1 812,0	1 738,4	2,6
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 209,5	1 144,4	1 107,1	1 239,9	965,3	4,5	968,6	986,1	784,6	946,9	990,8	2,3
Impôt sur le résultat	272,1	215,1	246,0	279,2	200,7	4,4	219,7	210,0	173,9	167,6	210,3	3,0
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	937,4	929,3	861,1	960,7	764,6	4,6	748,9	776,1	610,7	779,3	780,5	2,1
Bénéfice net tiré des activités abandonnées ³	–	223,2	11,4	20,2	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	937,4	1 152,5	872,5	980,9	764,6	4,6	748,9	776,1	610,7	779,3	780,5	2,1
Participation ne donnant pas le contrôle	(3,9)	(3,6)	(5,3)	(2,0)	(0,2)	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	–	–	–	–	–	–	(2,2)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	(8,8)	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	933,5	1 148,9	867,2	978,9	764,4	4,6	746,7	767,3	601,9	770,5	771,7	2,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires⁴	939,0	843,1	867,2	971,2	762,9	4,2	763,9	791,8	727,8	736,5	796,0	1,3
Bénéfice dilué par action (\$)												
Bénéfice par action	3,93	4,82	3,63	4,08	3,21	4,7	3,12	3,18	2,50	3,19	3,11	2,8
Bénéfice ajusté par action ⁴	3,95	3,54	3,63	4,05	3,20	4,4	3,19	3,29	3,02	3,05	3,21	1,9
Dividendes par action (\$)	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	–	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25	0,3
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (%)												
Bénéfice net	13,0	18,2	14,3	16,5	16,1	–	16,9	17,7	12,9	17,1	16,9	–
Bénéfice net ajusté ⁴	13,1	13,4	14,3	16,4	16,1	–	17,2	18,2	15,6	16,3	17,4	–
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)												
De base	237 287	238 033	238 470	238 841	238 307	–	239 105	240 815	240 585	241 300	248 173	–
Dilué	237 609	238 418	238 996	240 019	238 307	–	239 181	240 940	240 921	241 402	248 299	–
Cours de clôture des actions (\$)	45,91	35,01	37,80	45,62	34,51	4,3	37,28	31,03	44,15	38,20	35,34	(0,1)

- Taux de croissance annuel composé.
- Les produits et les charges ont été retraités pour tenir compte rétroactivement du rehaussement des informations fournies en 2020, telles qu'elles sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de 2020.
- Le 30 novembre 2023, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires d'IPC. Le bénéfice net d'IPC a été classé dans les activités abandonnées pour les exercices 2021 à 2023.
- Mesures financières non conformes aux normes IFRS – Se reporter à la page 19 du présent rapport pour une explication relative aux mesures financières non conformes aux normes IFRS et aux autres mesures financières de la Société.
Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS excluent les éléments suivants :
2024 – Les autres éléments liés à Lifeco de (6,9) M\$, la consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$ et les coûts de refinancement de la dette exceptionnels de Rockefeller de (3,3) M\$.
2023 – Un profit à la vente d'IPC de 220,7 M\$, une charge après impôt de 76,2 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges, un profit après impôt à la vente d'une partie de la participation de la Société dans Lifeco de 168,6 M\$, un ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco de 15,1 M\$, et les autres éléments liés à Lifeco de (22,4) M\$.
2021 – Contrepartie additionnelle à recevoir de 7,7 M\$ après impôt relativement à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital Corporation en 2020.
2020 – Un profit après impôt de 31,4 M\$ à la vente de Personal Capital Corporation, un profit après impôt de 21,4 M\$ à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition, la quote-part des ajustements après impôt de 3,4 M\$ de Lifeco revenant à la Société, et des charges de restructuration et autres charges de 54,7 M\$ après impôt.
2019 – Une charge après impôt de 17,2 M\$ représentant la quote-part des charges exceptionnelles de Lifeco revenant à la Société.
2018 – Une charge après impôt de 16,7 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges et une charge après impôt de 7,8 M\$ qui représente une prime versée au remboursement anticipé de débentures d'un montant de 375 M\$.
2017 – Une charge après impôt de 126,8 M\$ et de 16,8 M\$ au titre des charges de restructuration et autres charges, une réduction après impôt de 36,8 M\$ au titre des charges liées au régime de retraite de la Société, des charges après impôt de 14,0 M\$ et de 5,1 M\$ qui représentent la quote-part des charges exceptionnelles et de la provision au titre de la restructuration de Lifeco, respectivement.
2016 – Une variation favorable de 34,0 M\$ de l'estimation de l'impôt sur le résultat relative à certaines déclarations de revenus.
2015 – Une charge après impôt de 24,3 M\$ liée aux charges de restructuration et autres charges.

Rétrospective sur dix ans

Données statistiques

Pour les exercices clos les 31 décembre

(en M\$)	2024	2023	2022	2021	2020	TCAC ¹ 5 ans %	2019	2018	2017	2016	2015	TCAC ¹ 10 ans %
Gestion de patrimoine												
IG Gestion de patrimoine²												
Actif géré												
Ventes brutes de fonds communs de placement	15 126	10 917	10 587	11 845	8 987	11,6	8 723	9 075	9 693	7 760	7 890	7,3
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	12,6	12,2	10,0	9,2	9,8		10,3	9,2	8,4	8,8	8,7	
Ventes nettes (rachats nets)	(230)	(2 254)	43	1 813	(451)	26,7	(1 089)	485	1 944	366	754	n.s.
Actif à la fin	123 200	107 635	99 275	110 541	97 713	5,7	93 161	83 137	88 008	81 242	74 897	5,3
Actif sous services-conseils ³												
Flux nets	756	(165)	2 690	3 684	795	n.s.	(780)	739				
Actif à la fin	140 420	121 223	110 816	119 557	103 273	7,7	97 100	86 422				
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	202 354	163 183	116 025	124 507								
Activités abandonnées²												
Actif géré			4 622	5 629	5 320		5 391	5 125	5 377	4 908	4 452	
Actif sous services-conseils ³			29 547	33 077	29 318		27 728	25 706				
Gestion d'actifs (Placements Mackenzie)												
Ventes brutes de fonds communs de placement	8 499	7 270	7 496	12 022	13 565	(3,0)	9 886	9 951	9 124	6 939	6 965	1,9
Taux de rachat des fonds communs de placement – fonds à long terme (%)	18,7	17,1	16,0	13,6	16,6		15,6	17,1	14,8	15,0	16,2	
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement	(1 612)	(2 069)	(1 031)	5 440	4 188	n.s.	1 219	973	1 780	(555)	(1 258)	(22,7)
Actif géré												
Fonds communs de placement	61 435	56 408	54 434	62 969	52 682	0,2	60 839	53 407	55 615	51 314	48 445	2,3
FNB	15 462	12 914	12 395	12 674	8 451	26,6	4 748	2 949	1 296	113		
FNB à l'exclusion de ceux détenus dans les fonds d'investissement d'IGM	7 258	5 507	5 219	5 393	3 788	25,1	2 372	1 613	928	113		
Fonds d'investissement ⁵	68 693	61 915	59 653	68 362	56 470	1,7	63 211	55 020	56 543	51 427	48 445	3,5
Actif géré des tiers ³	129 947	118 947	113 098	129 115	110 938	13,7	68 257	60 804				
Total de l'actif géré ³	213 316	195 705	186 612	210 343	185 148	8,6	140 984	129 863				
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques ⁴	366 054	305 149	246 909	267 033								
Actif géré et actif sous services consolidés^{6,7}												
Actif géré	253 147	226 582	213 551	240 736	209 834	9,3	162 633	145 386	152 408	138 899	130 939	6,2
Actif géré et actif sous services-conseils	270 367	240 170	224 242	248 795	214 954	10,2	166 418	145 955				
Actif géré et actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques ⁴	483 495	390 574	288 949	310 043								
Actif de la Société	20 683	18 663	18 738	17 661	16 062	6,1	15 391	15 609	16 499	15 625	14 831	3,7

1. Taux de croissance annuel composé.

2. Les totaux de l'actif géré et des ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine et des activités abandonnées (IPC) comprennent les comptes à gestion distincte.

3. À la suite de la réorganisation de la présentation des secteurs effectuée en 2020, comme il en est fait mention dans le rapport de gestion faisant partie du rapport annuel de 2020, la présentation sur cette base des données antérieures à 2018 n'était pas disponible.

4. Les données antérieures à 2021 n'étaient pas disponibles sur la base de la nouvelle présentation des données pour 2023.

5. Exclut les investissements des fonds d'investissement d'IGM dans les FNB.

6. Montant ajusté pour tenir compte des actifs intersectoriels.

7. Comme il est expliqué à la page 19 du présent rapport, l'actif géré, l'actif sous services-conseils ainsi que l'actif géré et l'actif sous services-conseils excluent les activités abandonnées d'IPC.

Conseil d'administration et haute direction

Conseil d'administration

Marc A. Bibeau ^{1, 3, 4}

Président et chef de la direction
Beauward Immobilier Inc.

Marcel R. Coutu ³

Administrateur de sociétés

André Desmarais, O.C., O.Q. ^{2, 3}

Président délégué du conseil
Power Corporation du Canada

Paul Desmarais, Jr, O.C., O.Q. ²

Président du conseil
Power Corporation du Canada

Gary Doer ²

Conseiller principal, Affaires
Dentons Canada S.E.N.C.R.L.

Susan Doniz ^{1, 4, 5}

Cheffe de l'information
et des données
The Walt Disney Company

Claude Généreux ^{3, 5}

Vice-président exécutif
Power Corporation du Canada

Sharon L. Hodgson ^{1, 4, 5}

Administratrice de sociétés

Jake Lawrence ⁵

Vice-président exécutif et chef des
services financiers
Power Corporation du Canada

Sharon MacLeod ^{1, 3}

Administratrice de sociétés

Susan J. McArthur ^{2, 3, 5}

Cofondatrice et présidente
exécutive
Lockdocs Inc.

John McCallum ^{1, 2, 4}

Administrateur de sociétés

R. Jeffrey Orr ^{2, 3, 5}

Président du conseil
Société financière IGM
Président et chef de la direction
Power Corporation du Canada

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM

Beth Wilson ^{1, 5}

Administratrice de sociétés



R. JEFFREY ORR

Président du conseil
Société financière IGM Inc.

Haute direction

James O'Sullivan

Président et chef de la direction
Société financière IGM

Luke Gould

Président et chef de la direction
Placements Mackenzie

Damon Murchison

Président et chef de la direction
IG Gestion de patrimoine

Keith Potter

Vice-président exécutif et
chef des services financiers
Société financière IGM

Sam Burns

Vice-président exécutif
et chef de l'information
Société financière IGM

Cynthia Currie

Vice-présidente exécutive et
cheffe des ressources humaines
Société financière IGM

Rhonda Goldberg

Vice-présidente exécutive et
cheffe du contentieux
Société financière IGM

Kelly Hepher

Vice-présidente exécutive et
cheffe de la gestion des risques
Société financière IGM

Nancy McCuaig

Vice-présidente exécutive
et cheffe de l'exploitation
Société financière IGM

Douglas Milne

Vice-président exécutif et
chef du marketing
Société financière IGM

1. COMITÉ D'AUDIT

Président : John McCallum

2. COMITÉ DE GOUVERNANCE ET DES CANDIDATURES

Président : R. Jeffrey Orr

3. COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Président : Claude Généreux

4. COMITÉ DES ENTITÉS RELIÉES ET DE RÉVISION

Président : John McCallum

5. COMITÉ DES RISQUES

Présidente : Beth Wilson

Renseignements aux actionnaires

Siège social de la Société financière IGM

447 Portage Avenue, Winnipeg (Manitoba) R3B 3H5

igmfinancial.com/fr

Pour obtenir de plus amples renseignements financiers sur la Société, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs investor.relations@igmfinancial.com

Pour obtenir des exemplaires du rapport annuel ou des rapports trimestriels, veuillez communiquer avec le bureau du secrétaire général au 204-956-8259 ou visitez notre site Web au igmfinancial.com/fr.

Auditeur

Deloitte s.e.n.c.r.l./s.r.l.

Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs Computershare inc.

Téléphone : 1 800 564-6253

service@computershare.com

800-324-8th Avenue S.W., Calgary (Alberta) T2P 2Z2

1500, boulevard Robert-Bourassa, 7^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S8

100 University Avenue, 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1

510 Burrard Street, 2nd Floor, Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 3B9

Inscription en bourse

Bourse de Toronto

Les actions de la Société financière IGM Inc. sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole des actions ordinaires : IGM.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités par l'entremise de la Bourse de Toronto, du 23 décembre 2024 au 22 décembre 2025. Pendant la durée de l'offre, la Société entend racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 5 000 000 de ses actions ordinaires, soit environ 2,1 % de ses actions ordinaires en circulation.

Les actionnaires peuvent obtenir sans frais un exemplaire du document relatif à cette offre en communiquant avec le Secrétariat général au siège social de la Société.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la Société financière IGM Inc. aura lieu à The Shangri-La Hotel Toronto, 188 University Avenue, Toronto (Ontario), le vendredi 9 mai 2025 à 11 h (heure de l'Est).

® Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales, à l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous.

La marque de commerce Placements Mackenzie est une marque de commerce détenue par la Corporation Financière Mackenzie, utilisée avec son autorisation.

† Morningstar et les notations Morningstar sont des marques de commerce de Morningstar Inc.

« Rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc. » © Société financière IGM Inc. 2025

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE POWER CORPORATION

